

***RAPPORT***

Rome (Italie)  
19-23 mars 2012

**Septième session de  
la Commission  
des mesures  
phytosanitaires**  
***Mars 2012***



**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et  
l'agriculture**



**CPM-7 (2012) / RAPPORT**

**Rapport de la**  
**Septième session de la Commission des mesures**  
**phytosanitaires**

**Rome, 19-23 mars 2012**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**  
**Rome, 2012**



## TABLE DES MATIÈRES

1.	Ouverture de la session	7
2.	Adoption de l'ordre du jour	7
3.	Élection du Rapporteur	8
4.	Élection de la Commission de vérification des pouvoirs	8
5.	Gouvernance	8
6.	Rapport du Président de la CMP:	9
7.	Rapport du Secrétariat	9
8.	Un programme fiable d'établissement et de mise en œuvre de normes sur le plan international	9
9.	Une mise en œuvre durable de la Convention internationale pour la protection des végétaux (Objectif 5)	20
10.	Une amélioration des capacités phytosanitaires des membres (Objectif 4)	24
11.	Des systèmes d'échange d'informations appropriés pour satisfaire aux obligations de la CIPV (Objectif 2)	27
12.	Une promotion internationale de la CIPV et une coopération avec les organisations régionales et internationales concernées (Objectif 6)	28
13.	Un examen de la situation de la protection des végétaux dans le monde (Objectif 7)	31
14.	Des systèmes efficaces de règlement des différends (Objectif 3)	34
15.	Membres et remplaçants potentiels des organes subsidiaires de la CMP	35
16.	Élection du Bureau	35
17.	Autres questions	36
18.	Date et lieu de la prochaine session	36
19.	Adoption du rapport	36

## LISTE DES APPENDICES

APPENDICE 1: ORDRE DU JOUR	37
APPENDICE 2: LISTES DES DOCUMENTS	39
APPENDICE 3: MANDAT RELATIF À LA RÉDACTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU BUREAU DE LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES (CMP)	<a href="#">43</a> <del>44</del>
APPENDICE 4: DÉCISIONS DE LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES (CMP) VISANT À AMÉLIORER LE PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT DES NORMES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX (CIPV)	<a href="#">45</a> <del>46</del>
APPENDICE 5: PROCÉDURE ADOPTÉE POUR L'ÉTABLISSEMENT DE NORMES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX	<a href="#">49</a> <del>50</del>
APPENDICE 6: CADRE STRATÉGIQUE 2012-2019	<a href="#">53</a> <del>54</del>
APPENDICE 7: STRATÉGIE DE MOBILISATION DE RESSOURCES POUR LA CIPV	<a href="#">74</a> <del>75</del>
APPENDICE 8: RAPPORT 2011 DU FONDS FIDUCIAIRE DE LA CIPV	<a href="#">81</a> <del>82</del>
APPENDICE 9: BUDGET DES FONDS FIDUCIAIRES 2012	<a href="#">82</a> <del>84</del>
APPENDICE 10: MANDAT ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ DE LA CIPV CHARGÉ DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	<a href="#">83</a> <del>85</del>
APPENDICE 11: DÉCLARATION SUR LA CIPV	<a href="#">86</a> <del>88</del>
APPENDICE 12: COMITÉ DES NORMES - COMPOSITION ET REMPLAÇANTS POTENTIELS	<a href="#">87</a> <del>89</del>
APPENDICE 13: ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS: COMPOSITION	<a href="#">89</a> <del>91</del>
APPENDICE 14: COMPOSITION DU BUREAU DE LA CMP	<a href="#">90</a> <del>92</del>
APPENDICE 15: LISTE DES PARTICIPANTS	<a href="#">91</a> <del>93</del>
APPENDICE 16: LISTE DES AFFICHES ET ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES	<a href="#">133</a> <del>135</del>
APPENDICE 17: NORMES ADOPTÉES (PROCÉDURE ORDINAIRE ET PROCÉDURE SPÉCIALE)	<a href="#">139</a> <del>141</del>

## 1. OUVERTURE DE LA SESSION

1. Le Président de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP), M. Mohammed Katbeh Bader, a ouvert la session.
2. La Directrice générale adjointe (Connaissances) de la FAO a souhaité la bienvenue aux membres de la CMP à la FAO. Elle leur a souhaité des travaux fructueux et a déclaré attendre avec intérêt de connaître les résultats de leurs délibérations. Elle s'est dite particulièrement heureuse de féliciter le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) pour le soixantième anniversaire de la Convention. Elle a souligné que la CIPV est la seule organisation qui regroupe des experts internationaux de la santé végétale pour examiner, élaborer et fixer des normes phytosanitaires internationales qui soient appliquées partout dans le monde pour le commerce des végétaux et des produits végétaux. Les travaux de la FAO sur les normes et les biens publics mondiaux sont au cœur même du mandat de la FAO en tant qu'institution spécialisée et les travaux dans le cadre de la CIPV constituent l'un des meilleurs exemples de mécanisme mondial qui crée des biens collectifs mis à la disposition de tous. Elle s'est félicitée de la proposition d'élargir le champ d'action de la CIPV par le biais de nouveaux partenariats et de nouvelles collaborations proposés dans la Stratégie de mobilisation de ressources et le Cadre stratégique de la CIPV.
3. Le Secrétaire de la CIPV a remercié les participants pour leur soutien continu au Secrétariat de la CIPV. Il a affirmé que le projet de cadre stratégique de la CIPV qui serait examiné durant la session de la CMP indiquait la voie à suivre et donnait une image plus claire de l'avenir. Le Secrétaire a annoncé le recrutement du Coordonnateur de la CIPV grâce auquel le travail du Secrétariat de la Convention serait plus efficace et mieux coordonné. Il a souligné combien il importait de trouver des solutions aux problèmes constants qui se posaient à la CIPV et d'obtenir des résultats positifs.

## 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

4. La Commission a décidé de traiter les points suivants au début de la réunion, afin de faciliter la séance du soir consacrée à l'établissement de normes:

*8.1.1 Rapport du Président du Comité des normes*

*8.1.2 Adoption de normes internationales: procédure ordinaire.*

5. La CMP:
  - (1) *a adopté* l'ordre du jour (Appendice 1 du présent rapport)
  - (2) *a pris note* de la liste des documents (Appendice 2 du présent rapport).

### 2.2 Déclaration de compétences de l'Union européenne

6. La CMP:
  - (1) *a noté* la Déclaration relative aux compétences et droits de vote<sup>1</sup> présentée par l'Union européenne (UE) et ses 27 États membres.

---

<sup>1</sup> CPM 2012/INF/25

### 3. ÉLECTION DU RAPPORTEUR

7. La CMP:

- (1) *a élu* M. Russell Duncan (États-Unis d'Amérique) en tant que Rapporteur.

### 4. ÉLECTION DE LA COMMISSION DE VERIFICATION DES POUVOIRS

8. La CMP:

- (1) *a élu* une Commission de vérification des pouvoirs conformément aux règles de la FAO. Cette Commission est composée de sept membres, un par région de la FAO. Elle est assistée par le Bureau juridique s'agissant d'établir la validité des pouvoirs des membres.

- (2) *a élu* M. Colin Grant (Australie) à la présidence de la Commission de vérification des pouvoirs. La Commission de vérification des pouvoirs a validé 127 pouvoirs. La Commission a établi deux listes, la liste A regroupant 82 membres et la liste B en regroupant 45. Le quorum a été fixé à 89.

## 5. GOUVERNANCE

### 5.1 Règlement intérieur du Bureau de la CMP

9. Les Membres ont débattu de la nécessité d'élaborer un Règlement intérieur pour le Bureau de la CMP<sup>2</sup>.

10. La CMP:

- (1) *est convenue* d'établir un groupe de réflexion, associé au Bureau de la CMP, chargé d'élaborer un Règlement intérieur pour le Bureau de la CMP
- (2) *a approuvé* le mandat relatif à l'élaboration du Règlement intérieur du Bureau de la CMP, tel que modifié par la CMP. Le texte du mandat figure à l'Appendice 3 du présent rapport.

### 5.2 Élection des membres du Bureau et des organes subsidiaires de la CMP

11. Le Président a rappelé aux membres que la question des candidatures pour ces organes serait traitée à la fin de la session.

12. Il a été noté que l'élection du Président aurait lieu au scrutin secret par appel nominal dans l'ordre alphabétique.

### 5.3 Règles relatives aux observateurs auprès de la CMP

13. Le Secrétariat a fait rapport sur le Règlement intérieur de la CMP concernant les observateurs et sur les Directives relatives à la participation d'observateurs aux travaux de la CMP et de ses organes subsidiaires<sup>3</sup>.

### 5.4 Règlement intérieur de la CMP

14. Un Règlement intérieur de la CMP sera rédigé courant 2012. Il sera soumis à l'examen du Groupe de travail informel sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT) et proposé à la CMP à sa huitième session (2013).

---

<sup>2</sup> CPM 2012/23, CPM 2012/INF/04, CPM 2012/INF/24

<sup>3</sup> CPM 2012/INF/23



## 6. RAPPORT DU PRESIDENT DE LA CMP:

15. Le Président a présenté son rapport<sup>4</sup>. Il a félicité les membres à propos du soixantième anniversaire de la CIPV et a rappelé aux 177 parties contractantes à la Convention qu'il était de leur devoir de protéger en permanence les ressources végétales mondiales contre les organismes nuisibles tout en facilitant le commerce des végétaux et produits végétaux et en garantissant la sécurité alimentaire.

16. Le Président a encouragé une fois encore les organes subsidiaires, le Secrétariat et les groupes de travail de la CIPV à prendre toutes les mesures nécessaires pour sensibiliser aux activités de la Convention. Il a noté que le Secrétariat avait également intensifié sa coopération avec les organisations régionales et internationales compétentes afin de tirer parti des effets de synergie et d'éviter les chevauchements dans les activités phytosanitaires mondiales.

17. L'importance cruciale du nouveau Cadre stratégique et d'autres documents de planification stratégique a également été soulignée.

18. Le Président a remercié les parties qui avaient apporté à la CIPV des contributions financières et des contributions en nature et a encouragé les pays à maintenir et à renforcer leur soutien à la Convention. Il a remercié le Bureau et le Secrétariat pour leur travail pendant l'année écoulée et s'est déclaré impatient de saluer la réussite du programme de travail de 2012.

19. Le Président a noté que certains membres ne prenaient pas une part active aux travaux de la CIPV et a exhorté tous les membres à participer, notamment en s'acquittant de leurs obligations de communication de données sur le portail phytosanitaire international (PPI).

## 7. RAPPORT DU SECRETARIAT

20. Le Secrétaire a présenté le Rapport du Secrétariat<sup>5</sup> pour 2011, en soulignant que le format et la présentation avaient été sensiblement modifiés afin de donner une image des activités du Secrétariat à la fois plus exhaustive et plus facile à comprendre. Il a ensuite donné un aperçu du travail effectué au titre de chacun des Objectifs de la CIPV.

21. La CMP:

- (1) *a remercié* les pays et les organisations qui avaient fourni des ressources financières et des contributions en nature pour le programme de travail du Secrétariat
- (2) *a pris note* des informations fournies par le Secrétariat sur les travaux entrepris en 2011 concernant le programme de travail du Secrétariat.

## 8. UN PROGRAMME FIABLE D'ETABLISSEMENT ET DE MISE EN ŒUVRE DE NORMES SUR LE PLAN INTERNATIONAL

22. La Suisse a annoncé une contribution financière de 300 000 CHF au programme d'établissement de normes de la CIPV.

---

<sup>4</sup> CPM 2012/INF/22.

<sup>5</sup> CPM 2012/24.

23. La CMP:

- (1) *a remercié* la Suisse pour cette contribution.

### **8.1.1 Rapport du Président du Comité des normes**

24. Le Président du Comité des normes a présenté son rapport<sup>6</sup> et souligné que les travaux du Comité faisaient l'objet de nombre des documents afférents au point 8 de l'ordre du jour. Beaucoup de membres du Comité changeront après la CMP et le Président a salué leurs contributions majeures.

25. Le Comité s'était efforcé une fois encore de veiller à ce que les projets de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) soient de la plus haute qualité et avait pris part à l'examen visant à améliorer le processus d'établissement de normes. En outre, il avait fait son possible pour que l'établissement des normes ne se fasse pas de façon déconnectée des autres activités du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

26. Plusieurs réunions des groupes techniques avaient été annulées en 2011, ce qui expliquait que les progrès accomplis en matière de traitements phytosanitaires et de protocoles de diagnostic aient été anormalement lents. Le Comité, les groupes techniques et les spécialistes des groupes de rédaction avaient travaillé par des moyens virtuels autant que possible, mais cela n'était satisfaisant que pour les processus décisionnels simples et directs, et avait fortement sollicité les ressources du Secrétariat. Le soutien apporté au titre des contributions en nature a été salué, mais il a été rappelé qu'il était essentiel de pourvoir le poste P3 (établissement de normes) encore vacant pour assurer une stabilité à long terme et des progrès continus dans les activités d'établissement de normes.

27. Le comité de pilotage du groupe de travail d'experts sur les conteneurs maritimes a fait noter que le secteur espérait élaborer des directives traitant des risques phytosanitaires associés aux conteneurs vides. Le Président a accueilli cette évolution avec satisfaction.

28. Enfin, tous les traitements par le froid proposés ayant fait l'objet d'objections formelles, le Comité doit procéder à un examen attentif de celles-ci et décider de la marche à suivre. L'une des options proposées a été d'organiser un forum de discussion entre spécialistes des traitements par le froid utilisés par les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV), afin d'instaurer la confiance dans ces procédés et de parvenir à une compréhension mutuelle des éventuels problèmes connexes.

29. La CMP:

- (1) *a remercié* les personnes ayant participé à la mise au point des normes.

### **8.1.2 Adoption de normes internationales: Procédure ordinaire<sup>7</sup>**

30. Le Secrétariat a présenté un document contenant les cinq projets de NIMP suivants soumis à l'attention de la CMP.

31. Le Secrétariat a pris note que des observations avaient été communiquées 14 jours avant la session de la Commission et que ces observations avaient été rassemblées et

---

<sup>6</sup> CPM 2012/INF/10 Rev.1.

<sup>7</sup> CPM 2012/04 Rev.1.

présentées sous forme de documents d'information<sup>8</sup>. Les membres ont été invités une fois encore à éviter d'envoyer des observations après le quatorzième jour précédant la session de la Commission car cela ne laisse pas suffisamment de temps pour les prendre en compte convenablement.

32. Un document de séance<sup>9</sup> a été préparé pour présenter les propositions du responsable concernant la façon de traiter les observations des membres et expliquer les rôles des observateurs pendant l'examen des projets de NIMP.

33. Deux séances ont été organisées en soirée pour achever les projets de NIMP et les réviser en tenant compte des observations formulées par les membres.

34. La CMP:

- (1) *a remercié* les personnes ayant participé à la mise au point des normes.

**Projet de NIMP - Mesures intégrées pour la production de végétaux destinés à la plantation faisant l'objet d'un commerce international (2005-002)<sup>10</sup>**

35. Le Secrétariat a compilé 152 observations soumises par 26 membres, 14 jours avant la session de la CMP. Ces observations sont présentées dans un document d'information<sup>11</sup>. Aucune autre observation n'a été présentée pendant la plénière.

36. Pendant les sessions du soir, le texte du projet de NIMP, notamment le titre, a été révisé sur la base des commentaires reçus et un accord a été trouvé. Le nouveau titre est libellé comme suit: *Mesures intégrées applicables aux végétaux destinés à la plantation*.

37. La CMP:

- (1) *a adopté* en tant que NIMP 36:2012. *Mesures intégrées applicables aux végétaux destinés à la plantation*, qui figure à l'Appendice 17 du présent rapport.

**Projet de NIMP - Approche systémique de gestion du risque phytosanitaire lié aux mouches des fruits (tephritidae) (2004-022)<sup>12</sup>**

38. Le Secrétariat a compilé 60 observations soumises par 19 membres, 14 jours avant la session de la CMP. Ces observations sont présentées dans un document d'information<sup>13</sup>. Aucune autre observation n'a été présentée pendant la plénière.

39. Pendant les sessions du soir, le texte a été révisé sur la base des commentaires reçus et un accord a été trouvé.

40. La CMP:

- (1) *a adopté* en tant que NIMP 35:2012. *Approche systémique de gestion du risque phytosanitaire lié aux mouches des fruits (Tephritidae)*, qui figure à l'Appendice 17 du présent rapport.

---

<sup>8</sup> CPM 2012/INF/09, CPM 2012/INF/11, CPM 2012/INF/12, CPM 2012/INF/13.

<sup>9</sup> CPM 2012/CRP/01.

<sup>10</sup> CPM 2012/04 Pièce jointe 1 Rev.1.

<sup>11</sup> CPM 2012/INF/09.

<sup>12</sup> CPM 2012/04 Pièce jointe 02 Rev.1.

<sup>13</sup> CPM 2012/INF/11.

**Projet de révision du supplément 1 à la NIMP 5. Glossaire des termes phytosanitaires: Directives sur l'interprétation et l'application des concepts de «lutte officielle» et de «non largement disséminé» (2005-008)<sup>14</sup>**

41. Le Secrétariat a compilé dix observations soumises par 14 membres, 14 jours avant la session de la CMP. Ces observations sont présentées dans un document d'information<sup>15</sup>. Aucune autre observation n'a été présentée pendant la plénière.

42. Le Secrétariat a aussi apporté une modification importante aux définitions de *organisme de quarantaine* et *entrée (d'un organisme nuisible)* en espagnol (voir à l'Appendice 17, amendements à la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*)).

43. Pendant les sessions du soir, le texte a été révisé sur la base des commentaires reçus et un accord a été trouvé.

44. La CMP:

- (1) *a adopté* la révision du supplément 1 à la NIMP 5. *Glossaire des termes phytosanitaires: Directives sur l'interprétation et l'application des concepts de « lutte officielle » et de « non largement disséminé »,* qui figure à l'Appendice 17 du présent rapport.
- (2) *a adopté* les définitions modifiées de *organisme de quarantaine* et *entrée (d'un organisme nuisible)* dans la version espagnole de la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*), qui figurent à l'Appendice 17 du présent rapport.

**Amendements à apporter à la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*) (1994-001)<sup>16</sup>**

45. Le Secrétariat a compilé quatre observations soumises par neuf membres pendant la période réservée à cet effet, 14 jours avant la session de la CMP. Ces observations sont présentées dans un document d'information<sup>17</sup>. Aucune autre observation n'a été présentée pendant la plénière.

46. La CMP:

- (1) *a adopté* les amendements à la NIMP 5. *Glossaire des termes phytosanitaires*, qui figurent à l'Appendice 17 du présent rapport.

**Version russe de la NIMP 5. *Glossaire des termes phytosanitaires*<sup>18</sup>**

47. Aucune observation n'a été reçue sur ce document.

48. La CMP:

- (1) *a adopté* la version russe de la NIMP 5: 2011 (*Glossaire des termes phytosanitaires*), qui figure à l'Appendice 17 de la version russe du présent rapport.
- (2) *a noté* que la version russe de la NIMP 5. *Glossaire des termes phytosanitaires* ne serait pas soumise au groupe d'examen linguistique.

---

<sup>14</sup> CPM 2012/04 Pièce jointe 03 Rev.1

<sup>15</sup> CPM 2012/INF/12

<sup>16</sup> CPM 2012/04 Pièce jointe 04

<sup>17</sup> CPM 2012/INF/13

<sup>18</sup> CPM 2012/04 Pièce jointe 05

### 8.1.3 Adoption de normes internationales: Procédure accélérée - Annexes (protocoles de diagnostic et traitements phytosanitaires)

49. Le Secrétariat a présenté le document portant sur les protocoles de diagnostic et les traitements phytosanitaires soumis à la Commission pour adoption sans débat, au titre de la procédure accélérée<sup>19</sup>.

50. Le Secrétariat a fourni une explication générale sur la procédure accélérée adoptée à la troisième session de la CMP (2008). Au titre de la procédure accélérée, si aucune objection formelle n'est reçue 14 jours avant la session de la CMP, le projet de norme est adopté par la Commission sans débat. Si une objection formelle a été reçue au moins 14 jours avant la session de la CMP, le projet de norme est renvoyé au Comité des normes pour réexamen.

51. Le Secrétariat a informé la CMP qu'il avait reçu des objections formelles de la part de l'Union européenne, de l'Australie et de la Chine<sup>20</sup>, 14 jours avant la septième session de la Commission (2012). En conséquence, quatre traitements phytosanitaires n'ont pas été présentés à la Commission pour adoption, à savoir:

- Annexe à la NIMP 28:2007 Traitement par le froid contre *Bactrocera tryoni* sur *Citrus sinensis* (2007-206E)
- Annexe à la NIMP 28:2007 Traitement par le froid contre *Bactrocera tryoni* sur *Citrus reticulata* × *Citrus sinensis* (2007-206F)
- Annexe à la NIMP 28:2007 Traitement par le froid contre *Ceratitis capitata* sur *Citrus paradisi* (2007-210)
- Annexe à la NIMP 28:2007 Traitement par le froid contre *Ceratitis capitata* sur les cultivars et les hybrides de *Citrus reticulata* (2007-212).

52. Le Secrétariat a renvoyé ces quatre traitements phytosanitaires au Comité des normes pour réexamen. Quelques membres ont soulevé le problème du fondement technique de certaines de ces objections formelles. Le Bureau s'est penché sur la question des objections formelles et est convenu d'approfondir le débat à sa réunion de juin 2012. Il a aussi été proposé que le Comité des normes étudie la question et formule des recommandations à l'intention du Bureau. Le Bureau adressera ensuite une recommandation à la CMP.

53. Aucune objection formelle n'avait été reçue 14 jours avant la septième session de la CMP (2012) au sujet des projets de protocoles de diagnostic suivants:

- Annexe à la NIMP 27:2006 Protocole de diagnostic pour le Plum pox virus (2004-007)<sup>21</sup>.
- Annexe à la NIMP 27:2006 Protocole de diagnostic pour *Trogoderma granarium* (2004-006)<sup>22</sup>.

---

<sup>19</sup> CPM 2012/07 Rev.1.

<sup>20</sup> CPM 2012/INF/08.

<sup>21</sup> CPM 2012/07/ Pièce jointe 01.

<sup>22</sup> CPM 2012/07/ Pièce jointe 02 Rev.1.

## 54. La CMP:

- (1) *a adopté le protocole de diagnostic pour le Plum pox virus en tant qu'annexe 2 à la NIMP 27: 2006 (Protocoles de diagnostic pour les organismes nuisibles réglementés), qui figure à l'Appendice 17 du présent rapport*
- (2) *a adopté le protocole de diagnostic pour Trogoderma granarium Everts en tant qu'annexe 3 à la NIMP 27:2006 (Protocoles de diagnostic pour les organismes nuisibles réglementés), qui figure à l'Appendice 17 du présent rapport*
- (3) *a demandé au Comité des normes d'examiner la question des objections formelles et de fournir au Bureau des recommandations à ce sujet*
- (4) *a demandé au Bureau d'examiner les recommandations du Comité des normes et de formuler une recommandation à l'intention de la CMP.*

#### 8.1.4 Groupes d'examen linguistique

55. Le Secrétariat a présenté le document<sup>23</sup> relatif aux groupes d'examen linguistique et annoncé que trois de ces groupes (français, espagnol et russe) avaient révisé les NIMP adoptées par la CMP à sa sixième session (2011) et proposé des changements. La Commission a été informée qu'un groupe d'examen linguistique des NIMP en chinois avait également été créé et qu'il suivrait la procédure d'examen linguistique s'agissant des normes adoptées par la Commission à sa septième session (2012).

56. La Commission a par ailleurs été informée que la coordonnatrice du groupe d'examen linguistique espagnol avait démissionné. La Commission l'a remerciée pour son travail.

## 57. La CMP:

- (1) *a noté que les NIMP avaient été révisées par les groupes d'examen linguistique chargés des langues espagnole, française et russe et les services de traduction de la FAO*
- (2) *a noté que les membres hispanophones avaient choisi un remplaçant à la fonction de coordonnateur du groupe d'examen linguistique espagnol*
- (3) *est convenue que, en ce qui concerne les normes adoptées lors de la septième session de la CMP (2012) et ultérieurement, le Secrétariat ne traiterait que les normes révisées par les groupes d'examen reçues dans les délais impartis*
- (4) *a demandé au Secrétariat de valider toutes les modifications indiquées en mode apparent dans les pièces jointes 1 à 6 et de remplacer les NIMP en français adoptées par la CMP à sa sixième session (2011) par leurs versions modifiées respectives:*
  - NIMP 7:2011 (*Système de certification phytosanitaire*)
  - NIMP 12:2011 (*Certificats phytosanitaires*)
  - NIMP 26:2006 Appendice 1 (2011) (*Piégeage des mouches des fruits*)
  - NIMP 28 Annexe 12 (*Traitement par irradiation contre Cylas formicarius elegantulus*)
  - NIMP 28 Annexe 13 (*Traitement par irradiation contre Euscepes postfasciatus*)
  - NIMP 28 Annexe 14 (*Traitement par irradiation contre Ceratitis capitata*)

<sup>23</sup> CPM 2012/09.

- (5) *a demandé* au Secrétariat de valider toutes les modifications indiquées en mode apparent dans les pièces jointes 7 à 12 et de remplacer les NIMP en russe adoptées par la CMP à sa sixième session (2011) par leurs versions modifiées respectives:
- МСФМ 7:2011 Система фитосанитарной сертификации
  - МСФМ 12:2011 Фитосанитарные сертификаты
  - МСФМ 26:2006 Дополнение 1: (Отлов плодовых мух в ловушки) (2011 год)
  - МСФМ 28 Приложение 12 (*Обработка облучением против*) *Cylas formicarius elegantulus*
  - МСФМ 28 Приложение 13 (*Обработка облучением против*) *Euscepes postfasciatus*
  - МСФМ 28 Приложение 14 (*Обработка облучением против*) *Ceratitis capitata*.
- (6) *a demandé* au Secrétariat de valider toutes les modifications indiquées en mode apparent dans les pièces jointes 13 à 18 et de remplacer les NIMP en espagnol adoptées par la CMP à sa sixième session (2011) par leurs versions modifiées respectives:
- NIMF 7:2011 (*Sistema de certificación fitosanitaria*)
  - NIMF 12:2011 (*Certificados fitosanitarios*)
  - NIMF 26:2006 Apéndice 1 (*Trampeo de mosca de la fruta*)
  - NIMF 27 anexo 12 (*Tratamiento de irradiación contra*) *Cylas formicarius elegantulus*
  - NIMF 27 anexo 13 (*Tratamiento de irradiación contra*) *Euscepes postfasciatus*
  - NIMF 27 anexo 14 (*Tratamiento de irradiación contra*) *Ceratitis capitata*.

### 8.1.5 Liste de thèmes pour les normes de la CIPV

58. Le Secrétariat a présenté un document<sup>24</sup> auquel était joint la *Liste de thèmes pour les normes de la CIPV* et donné un aperçu des modifications qu'il a été proposé d'apporter à la liste depuis la sixième réunion de la CMP (2011). Il a noté que les participants à la sixième session de la CMP (2011) avaient demandé au Comité des normes de revoir les priorités relatives à la *Liste de thèmes pour les normes de la CIPV*, en vue de son harmonisation avec le Cadre stratégique de la CIPV, tel que proposé, et de procéder le cas échéant à l'introduction, à la suppression ou à la modification de certaines priorités. Le Secrétariat a aussi informé la CMP que, dorénavant, la *Liste de thèmes pour les normes de la CIPV* pourrait être consultée sur le PPI et, qu'à l'avenir, seuls les changements proposés seraient présentés à la CMP.

59. D'autres ajustements à cette liste ont été demandés en plénière, et une réunion des Amis du Président a été convoquée pour les examiner plus en détail. Le président de ce groupe a présenté son rapport à la CMP. Les propositions mentionnées dans les documents CPM 2012/INF/18 et CPM 2012/CRP/03 ont été examinées et de nombreux points ont été approuvés. Après que le groupe ait fourni un complément d'information, il a été décidé de ne pas supprimer *Utilisation des permis comme autorisation d'importer* (Annexe à la NIMP

<sup>24</sup> CPM 2012/05 Rev.2.

20:2004. *Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations* (2008-006) et il a été convenu de supprimer *Importation de matériel génétique* (2004-001). Le groupe a estimé qu'il n'était pas opportun d'élaborer des manuels techniques sur les thèmes qui avaient été supprimés. La façon dont les thèmes devraient être présentés à la CMP et l'assignation des objectifs stratégiques aux différents thèmes ont été examinées et approuvées.

60. La CMP:

**Concernant la liste de thèmes**

- (1) *a approuvé* les degrés de priorité proposés
- (2) *a demandé* au Comité des normes d'examiner la distribution des différents thèmes selon les objectifs stratégiques du Cadre stratégique de la CIPV et de présenter un rapport à la CMP
- (3) *a demandé* que la *Liste de thèmes pour les normes de la CIPV* devant être présentée à la CMP soit classée selon l'ordre de priorité
- (4) *a noté* que la décision 3 (ci-dessus) annulait la précédente décision de la CMP de classer la *Liste de thèmes pour les normes de la CIPV* selon l'ordre des dates d'adoption prévues
- (5) *a supprimé* les dix thèmes suivants de la *Liste de thèmes pour les normes de la CIPV*:
  - *Réduction à un niveau minimal du risque des organismes de quarantaine associés aux produits stockés faisant l'objet d'un commerce international* (2005-006)
  - *Importation de matériel génétique* (2004-001)
  - *Transport international de semences d'essences forestières* (2006-032)
  - *Terminologie du Protocole de Montréal en relation avec le Glossaire des termes phytosanitaires (Appendice à la NIMP 5)* (2009-001)
  - *Niveau approprié de protection* (2005-007)
  - *Lutte biologique contre les organismes nuisibles forestiers* (2009-008)
  - *Enquêtes phytosanitaires forestières pour la détermination de la situation d'un organisme nuisible* (2006-030)
  - *Directives à l'intention des fonctionnaires chargés de délivrer des certificats phytosanitaires (Appendice à la NIMP 7:2011 Système de certification sanitaire)* (2010-038)
  - *Cadre pour les procédures nationales d'inspection phytosanitaire* (2005-005)
  - *Systèmes d'autorisation des activités phytosanitaires* (2008-003).
- (6) *a demandé* au Comité des normes d'examiner l'opportunité de développer le thème Produits en bois et produits artisanaux à base de bois brut (2008-008) (ligne 15) sous la forme d'une annexe au thème Gestion des risques phytosanitaires lors des transports internationaux de bois (2006-029)
- (7) *a noté* que les sujets relevant des traitements phytosanitaires, des protocoles de diagnostic et du glossaire des termes phytosanitaires approuvés par le Comité des normes ne seraient plus présentés à la CMP mais seraient publiés sur le PPI
- (8) *a noté* la Liste de thèmes pour les normes de la CIPV, telle qu'elle peut être consultée sur le PPI: <https://www.ippc.int/index.php?id=207776>



(9) *a considéré* qu'il n'était pas opportun d'élaborer des manuels techniques à partir de thèmes dont la suppression était proposée, dans la mesure où un accord sur une approche mondiale paraissait difficile.

#### **Concernant les groupes techniques**

(10) *a noté* que deux groupes techniques continueraient d'appuyer les activités du Comité des normes dans les domaines relevant de leur compétence, et que cette collaboration se ferait par voie électronique

(11) *a noté* qu'il demeurerait important que les groupes techniques puissent parfois se réunir physiquement

(12) *a pris note* du fait que les mandats d'une majorité d'experts des groupes techniques expireraient en 2013 ainsi que des arrangements mis en place par le Comité des normes pour assurer la continuité tout en apportant du sang neuf

(13) *a reconnu* que les groupes techniques jouaient un rôle précieux dans l'élaboration des normes

(14) *a remercié* les membres des groupes techniques pour leur travail d'établissement des normes techniques.

#### **Concernant la NIMP 15**

(15) *a pris note* des travaux actuellement menés pour trouver des traitements susceptibles de remplacer le bromure de méthyle et d'être incorporés dans la NIMP 15

(16) *a noté* que l'efficacité des paramètres de durée et de température ainsi que la limitation à 20 centimètres de section étaient fondées sur des travaux scientifiques suffisants

(17) *a encouragé* la poursuite des recherches concernant les éléments opérationnels pratiques de ce traitement

(18) *a noté* que l'expérience acquise en matière d'utilisation commerciale du traitement par chauffage diélectrique sur le bois était limitée et qu'il ne serait possible d'acquérir l'expérience nécessaire à la mise au point de directives opérationnelles détaillées concernant l'utilisation du traitement à l'échelle commerciale que lorsque celui-ci aurait été incorporé à la NIMP 15

(19) *est convenue* de poursuivre la mise au point de ce traitement, sachant que les directives opérationnelles détaillées ne pourraient être mises au point qu'après son adoption.

#### **8.1.6 Recommandations du Groupe de réflexion (2011) visant à améliorer le processus d'établissement de normes de la CIPV**

61. Le Secrétariat a présenté les documents<sup>25</sup> et, en vue de répondre aux propositions qui y étaient formulées et aux différentes interventions, le Président a demandé qu'une séance soit tenue en soirée pour examiner les recommandations du Groupe de réflexion, en tenant compte des observations du PSAT et du Comité des normes, des interventions et des documents<sup>26</sup>. Les recommandations du Groupe de réflexion et la procédure d'établissement des normes de la CIPV ont été examinées et révisées au cours de la session du soir, puis ont été présentées à la CMP.

---

<sup>25</sup> CPM 2012/11; CPM 2012/INF/18 et CPM 2012/CRP/03.

62. Le Secrétariat a fait part de ses profondes préoccupations concernant les ressources en personnel à sa disposition et a rappelé à la CMP que la procédure d'établissement des normes de la CIPV était l'une des plus transparentes et ouvertes qui soit et qu'elle s'appuyait, dans la mesure du possible, sur les outils les plus modernes.

63. Le Secrétariat s'est déclaré particulièrement préoccupé par la proposition relative au prolongement de la période de consultation des membres. Il a été noté que, compte tenu du personnel disponible et du volume de travail durant les pics d'activité, un engorgement susceptible d'entraîner une défaillance du système n'était pas à exclure, une situation que pourrait venir aggraver une diminution des ressources en personnel. En outre, le changement proposé pourrait avoir des répercussions sur le renforcement des capacités et le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre.

64. Un petit groupe de travail et les *Amis du Président* se sont réunis pour examiner les préoccupations formulées par le Secrétariat, les parties contractantes et les ORPV au sujet de la durée de la période de consultation des membres.

65. Les participants sont parvenus, dans un esprit de coopération, à un consensus sur la durée de la période de consultation des membres (projet du Comité des normes), ainsi que sur la durée de la période de soumission des observations (projets du CN-7).

66. Le processus d'établissement des normes de la CIPV nouvellement adopté et les recommandations de la CMP sur l'amélioration de ce processus qui auront été approuvées seront mis en place très progressivement, et les parties contractantes seront tenues au courant. Le processus sera révisé après deux années de mise en œuvre.

67. La CMP:

- (1) *a examiné* la manière d'aborder les recommandations lorsqu'un examen plus approfondi par la CMP était demandé ou que des options étaient présentées
- (2) *a approuvé* les décisions relatives à l'amélioration du processus d'établissement des normes de la CIPV et a demandé au Secrétariat de les appliquer (Appendice 4 du présent rapport)
- (3) *a adopté* la *Procédure d'établissement de normes de la CIPV* révisée (Appendice 5 du présent rapport)
- (4) *est convenue* que la *Procédure d'établissement de normes de la CIPV* adoptée par la CMP à sa troisième session (2008) serait remplacée par les procédures révisées
- (5) *a pris note* du fait que la *Procédure d'établissement de normes de la CIPV* constituait l'annexe 1 du Règlement intérieur de la Commission des mesures phytosanitaires.

### 8.1.7 Traduction de «should» en français dans les NIMP

68. L'organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) de la France (Direction générale de l'alimentation du Ministère de l'agriculture), avec l'appui de l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP), a demandé que la question de la traduction de « should » en français, dans les NIMP, soit inscrite à l'ordre du jour de la septième session de la CMP (2012).

69. Le représentant de la France a brièvement exposé le sujet et informé la CMP que les pays francophones n'étaient pas parvenus à se mettre d'accord. Des membres ont souligné que la question pouvait concerner d'autres langues. Le Président a demandé à la CMP de reporter l'examen de ce point à sa prochaine session.

### **8.1.8 Rapport de l'Atelier à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain**

70. Le représentant de l'Organisation nord américaine pour la protection des plantes a présenté le document<sup>26</sup> et informé la Commission que 48 participants de 20 pays, qui représentaient des ONPV, des ORPV, des organisations internationales et des sociétés industrielles, s'étaient réunis à Vancouver, au Canada, pour examiner la question des déplacements internationaux de grain. Un résumé des principales conclusions de l'Atelier a été présenté.

71. Une réunion des *Amis du Président* a été convoquée pour approfondir les questions soulevées lors des interventions.

72. Le groupe a examiné le thème Déplacements internationaux de grain. Après des débats fructueux, le groupe a proposé en guise de compromis de demander au Comité des normes d'élaborer une spécification sur ce thème, de réunir les observations des parties contractantes et de réviser la spécification en conséquence. Il a chargé le Comité des normes de tenir la CMP au courant du processus et de lui demander des indications sur la voie à suivre.

73. La CMP:

(1) *a remercié* tous les partenaires qui ont parrainé l'organisation de cet atelier, en fournissant un appui et un financement, à savoir: la République fédérale d'Allemagne, l'initiative « Des aliments sains partout et pour tous », la Cámara de la Industria Aceitera de la República Argentina (CIARA), la Canadian Grain Commission, de la Vancouver Grain Terminal Association, le Comité de Sanidad Vegetal del Cono Sur (COSAVE) et la North American Export Grain Association.

(2) *a remercié* l'Organisation nord américaine pour la protection des plantes, qui a joué le rôle de chef de file, et la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique, l'Agence canadienne d'inspection des aliments et d'autres ORPV pour leur appui à l'organisation de cet atelier.

(3) *a demandé* au Comité des normes d'élaborer une spécification sur le thème Déplacements internationaux de grain (2008-007) et, compte tenu des principaux résultats de l'Atelier à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain (décembre 2011), de soumettre la spécification aux membres pour consultation, d'examiner les observations formulées par ceux-ci, de réviser la spécification en conséquence et de soumettre une recommandation à la CMP sollicitant de sa part des orientations sur la voie à suivre.

## **8.2 Mise en œuvre**

### **8.2.1 État d'avancement de la mise en œuvre de la NIMP 15**

74. La CMP a examiné le document<sup>27</sup> présenté par le Secrétariat. Aucune autre option n'a été proposée pour le financement de l'enregistrement du symbole décrit dans la NIMP 15.

75. Le Secrétariat a noté le manque de ressources disponibles pour permettre un réenregistrement de la marque NIMP 15 dans le système d'enregistrement actuellement utilisé.

---

<sup>26</sup> CPM 2012/19 Rev.1.

<sup>27</sup> CPM2012/21.

76. La Commission s'est également déclarée en faveur de l'engagement du processus d'enregistrement éventuel auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), lequel est en cours de préparation par le Secrétariat et le Bureau juridique de la FAO.

77. Pendant une séance du soir, 81 pays ont été invités à se pencher sur l'état d'avancement de l'enregistrement du symbole de la NIMP 15 et à réfléchir aux mesures à prendre. Le représentant du Bureau juridique de la FAO a fait un exposé sur l'état, l'importance/les avantages et les coûts de l'enregistrement du symbole et les risques liés au fait de ne pas enregistrer le symbole dans un pays. Après l'exposé, les délégués de pays qui ont participé à la session ont débattu du problème et posé des questions.

78. Le Secrétariat de la CIPV et le Bureau juridique de la FAO:

- (1) *ont annoncé* qu'il était urgent d'enregistrer le symbole au niveau national
- (2) *ont pressé* les membres qui n'avaient pas encore lancé une procédure d'enregistrement de le faire
- (3) *ont conseillé* aux parties contractantes qui avaient besoin d'une assistance pour l'enregistrement du symbole, de profiter de la possibilité de faire appel au représentant du Bureau juridique de la FAO, en tant que personne à contacter pour obtenir des avis.

79. La CMP:

- (1) *a pris note* du nouvel état d'avancement de l'enregistrement du symbole visé dans la NIMP 15 et a encouragé le Secrétariat à lancer le processus faisant intervenir l'OMPI.

## **9. UNE MISE EN ŒUVRE DURABLE DE LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX (OBJECTIF 5)**

### **9.1 Cadre stratégique 2012-2019**

80. Le Secrétaire a présenté le projet de texte révisé<sup>28</sup> du Cadre stratégique 2012-2019 de la CIPV. La révision a été effectuée à l'issue des débats qui se sont tenus pendant la réunion du Bureau d'octobre 2011 et les réunions du PSAT. Elle se fonde sur les quatre objectifs stratégiques arrêtés par la CMP à sa sixième session.

81. Un membre du Bureau, qui a participé à l'élaboration et à la révision du projet, a présenté les grandes lignes de la révision.

82. La CMP:

- (1) *a adopté* le Cadre stratégique 2012-2019 de la CIPV (voir l'Appendice 6).

### **9.2 La Stratégie de mobilisation de ressources pour la CIPV**

83. Le Secrétariat a présenté la proposition de *Stratégie de mobilisation des ressources pour la CIPV*<sup>29</sup>, conçue pour compléter le Cadre stratégique de la CIPV à l'avenir. L'objectif de cette stratégie est de garantir un financement durable et suffisant de la CIPV, afin de concrétiser ses objectifs stratégiques.

<sup>28</sup> CPM 2012/08 Rev.1, CPM 2012/15, CPM 2012/INF/18.

<sup>29</sup> CPM 2012/20.

84. Entre autres choses, la stratégie souligne que la mobilisation des ressources a plus de chances d'être fructueuse si elle s'appuie sur un cadre administratif adéquat, sur une stratégie de sensibilisation ou de communication, et sur une intensification du système de contributions en nature.

85. La CMP:

(1) *a adopté* la Stratégie de mobilisation de ressources pour la CIPV en tenant compte des commentaires de certains membres. Le texte figure à l'Appendice 7 du présent rapport.

### 9.3 Rapport financier 2011

86. Le Secrétariat a introduit le rapport financier 2011 de la CIPV<sup>30</sup> et fait observer que les chiffres étaient valables jusqu'au 24 février 2012. Le budget se composait du financement de la FAO accordé au titre de son programme ordinaire, du Fonds fiduciaire de la CIPV, des fonds fiduciaires de l'UE et des contributions en nature.

87. Le Secrétariat a fourni un rapport financier plus détaillé qu'en 2011, comme l'avait demandé la CMP. Le rapport mentionnait en outre, aux fins de comparaison, les chiffres de 2010 et ceux du budget de 2011.

88. En 2011, les dépenses effectives se sont montées à 3 967 372 USD, alors que le total inscrit au budget était de 4 714 248 USD. Quant aux recettes, elles ont été de 5 591 116 USD, contre un montant de 4 675 307 USD inscrit au budget.

89. Les dépenses de personnel ont été inférieures aux prévisions en raison du retard, voire de l'absence, de recrutement pour certains postes.

90. L'augmentation des recettes due aux contributions apportées au Fonds fiduciaire de la CIPV et à celui de l'UE a considérablement amélioré les ressources opérationnelles du Secrétariat. Au total, le Fonds fiduciaire de la CIPV disposait de 1 133 336 USD à la fin de 2011.

91. Les coûts opérationnels de la CMP ont nettement augmenté – une hausse principalement due aux coûts de traduction et au personnel d'appui nécessaire pour soutenir la Commission.

92. Le Secrétariat a noté qu'il avait été difficile de produire les rapports détaillés à temps pour la session de la CMP, car l'arrêté des systèmes comptables de la FAO ne s'était pas fait suffisamment tôt pour permettre d'établir ces rapports bien avant la session.

93. La CMP:

(1) *a pris acte* des contributions et dépenses de la CIPV pour 2011, telles que présentées dans le document CPM 2012/CRP/04

(2) *a pris acte* de la dotation en personnel du Secrétariat de la CIPV pour 2011, telle que présentée à l'annexe 2 du document CPM 2012/28

(3) *a adopté* les états financiers du Fonds fiduciaire de la CIPV pour 2011, tels que présentés à l'Appendice 8 du présent rapport

(4) *a remercié* l'Union européenne de sa contribution pluriannuelle à un fonds fiduciaire visant à faciliter la participation des pays en développement au processus

---

<sup>30</sup> CPM 2012/28.

d'établissement des normes de la CIPV, ainsi que des ressources fournies pour appuyer le premier cycle de trois ans du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre

(5) *a remercié* l'Australie de sa contribution au Fonds fiduciaire de la CIPV, à l'appui des activités en cours et prévues

(6) *a remercié* la République de Corée de sa contribution au Fonds fiduciaire de la CIPV, à l'appui des activités en cours et prévues

(7) *a remercié* le Japon de sa contribution au Fonds fiduciaire de la CIPV visant à soutenir les activités du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires

(8) *a remercié* les États-Unis d'Amérique de leur contribution à leur fonds fiduciaire des Cadres associés et de leur soutien au Groupe de réflexion sur l'établissement de normes.

#### 9.4 Budget et plan opérationnel pour 2012

94. Le Secrétariat a présenté le budget prévisionnel et le plan opérationnel de la CIPV pour 2012<sup>31</sup>. Le Secrétariat a noté que ce budget était au nouveau format, fondé sur le Cadre stratégique de la CIPV récemment défini.

95. La principale contribution au budget devrait provenir du Programme ordinaire de la FAO. Selon les prévisions, le total des recettes (fonds fiduciaires inclus) devrait atteindre 5,68 millions d'USD et celui des dépenses, 5,77 millions d'USD, soit une hausse par rapport à 2011, qui reflète l'accroissement du volume de travail assuré par le Secrétariat.

96. Le report sur le solde du Fonds fiduciaire de la CIPV, comme l'indique le rapport financier pour 2011, était de 1 333 336 USD; 625 935 USD de dépenses devraient venir s'y imputer, laissant un solde de clôture prévu de 507 401 USD, à reporter sur 2013.

97. Le Secrétariat a indiqué que des fonds avaient été engagés en 2012 pour des projets particuliers de renforcement des capacités. Néanmoins, cette pratique étant difficilement compatible avec les règles du Fonds fiduciaire de la CIPV, on avait créé un nouveau fonds fiduciaire pour gérer les sommes affectées aux projets de renforcement des capacités. Le Secrétariat attendait également des paiements correspondant à une participation à des projets de renforcement des capacités hors CIPV, pour un montant approximatif de 92 000 USD.

98. Le Secrétariat a également prévu des dépenses plus importantes pour les activités de mobilisation des ressources sur 2012, activités considérées comme essentielles pour établir une base durable de ressources pour le programme de travail de la CMP. En réponse aux interventions de certains membres, le Secrétariat a indiqué qu'il entendait fournir ultérieurement des informations complémentaires détaillées sur le plan opérationnel.

99. La CMP:

(1) *a pris acte* des contributions attendues et des dépenses inscrites au budget du Secrétariat de la CIPV pour 2012, telles que présentées dans la pièce jointe 1 du document CPM 2012/22 (2)

(2) *a pris acte* de la dotation en personnel du Secrétariat de la CIPV pour 2012, telle que présentée dans la pièce jointe 1 du document CPM 2012/22

(3) *a adopté* le budget 2012 du Fonds fiduciaire de la CIPV, tel que présenté à l'Appendice 9 du présent rapport

---

<sup>31</sup> CPM 2012/22.

- (4) *a demandé* au Secrétariat d'actualiser le budget et le plan opérationnel pour 2012 compte tenu des décisions prises lors de la septième session de la CMP (2012)
- (5) *a pris acte* du fait qu'au 31 décembre 2011, le Secrétariat avait été informé par la République de Corée de son intention de contribuer au Fonds fiduciaire à hauteur de 100 000 USD en 2012, et par le Japon, de fournir une aide en nature pour le renforcement des capacités
- (6) *a exhorté* les parties contractantes à contribuer d'urgence au Fonds fiduciaire de la CIPV
- (7) *a encouragé* les parties contractantes à apporter des contributions en nature afin d'exécuter les activités figurant au plan opérationnel de la CMP.

### **9.5 Examen, par la FAO, des organes relevant de l'Article XIV**

100. Le Conseiller juridique de la FAO a présenté les toutes dernières informations disponibles sur la question de la relation entre les organes relevant de l'Article XIV et la FAO. Il a noté qu'un questionnaire sur ce sujet avait été distribué aux représentants permanents de la FAO, et a encouragé les membres à s'assurer que ce questionnaire était traité en coordination avec les acteurs nationaux appropriés.

101. Aucun délai d'achèvement n'a été fixé pour l'examen de la relation entre les organes relevant de l'Article XIV et la FAO, mais les réponses au questionnaire sont attendues pour la fin avril 2012.

102. Le Conseiller juridique a noté qu'aucune solution globale ne serait imposée aux organes relevant de l'Article XIV et que la FAO s'engageait à soumettre un ensemble de propositions qui devraient répondre aux préoccupations des membres.

103. En réponse aux questions posées par deux membres, le Conseiller juridique a indiqué que la FAO s'efforçait de simplifier et d'harmoniser les procédures opérationnelles dont disposaient les organes relevant de l'Article XIV. La complexité du problème tenait au fait que la FAO assurait le financement des activités de base de certains de ces organes et devait en conséquence veiller au respect des règles et procédures de base de l'Organisation. Cependant, la FAO entendait faire preuve d'un maximum de souplesse concernant l'autonomie opérationnelle dans ce cadre.

### **9.6 Rapport du PSAT**

104. Le Président du Groupe de travail informel de la CMP sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT) a rendu compte oralement de la réunion qui s'est tenue en octobre 2011. Y ont assisté 22 délégués issus de 18 pays.

105. Le Président a indiqué que le PSAT avait examiné le Cadre stratégique de la CIPV, qui donne les orientations à long terme de la Convention, et qu'il avait recommandé de le soumettre pour adoption à la CMP. Le PSAT avait également estimé que la Stratégie de mobilisation de ressources pour la CIPV devait être présentée à la CMP. Il avait reconnu qu'il était nécessaire d'établir, sous les auspices de la Stratégie de mobilisation de ressources, le Comité financier qui aurait un rôle de contrôle et d'établissement de rapports.

106. Le PSAT avait appuyé la proposition de création d'un groupe de contrôle des activités de renforcement des capacités, et avait recommandé qu'elle soit présentée à la CMP à sa septième session.

107. Le PSAT avait noté la nécessité d'un règlement intérieur pour le Bureau et pour l'élection du président de la CMP.

108. Le projet de rapport du PSAT est tenu à disposition et peut faire l'objet de commentaires jusqu'à la fin du mois d'avril 2012. Certains membres ont demandé que les rapports de ce type soient mis sous leur forme finale rapidement après la réunion et certainement avant la session de la CMP.

## **10. UNE AMELIORATION DES CAPACITES PHYTOSANITAIRES DES MEMBRES (OBJECTIF 4)**

### **10.1 Ateliers régionaux sur les projets de NIMP**

109. Le Secrétariat a présenté le rapport relatif aux ateliers régionaux 2011 sur les projets de NIMP<sup>32</sup>. Certains membres ont remercié les organisateurs, les bailleurs de fonds et le Secrétariat pour le soutien apporté aux ateliers.

110. La CMP:

- (1) *a noté* que les ressources disponibles étaient suffisantes pour organiser sept ateliers régionaux en 2012, sous réserve que les engagements de financement soient tenus
- (2) *a encouragé* les parties contractantes à contribuer au financement et à participer aux ateliers organisés dans leur région
- (3) *a encouragé* les organisateurs des ateliers régionaux à suivre les directives relatives aux modalités d'organisation des ateliers chargés d'examiner les projets de NIMP, que l'on trouvera dans la Pièce jointe 3 du présent document.

### **10.2 Plan de travail et budget de la CIPV pour le renforcement des capacités**

111. Le Secrétariat a présenté un document<sup>33</sup> sur le Plan de travail et budget de la CIPV pour le renforcement des capacités et a expliqué les changements apportés lors de la réunion 2011 du PSAT, lesquels consistaient à supprimer les colonnes relatives au financement et au calendrier.

112. Un membre a fait remarquer que le plan de travail fournissait un cadre qui permettait de recenser efficacement les activités de renforcement des capacités, notant l'importance de l'outil d'évaluation de la capacité phytosanitaire (ECP) et précisant qu'il devrait fournir un guide à l'échelle mondiale pour le renforcement des capacités.

113. La CMP:

- (1) *a pris note* du cadre logique élaboré pour la stratégie de la CIPV en matière de renforcement des capacités phytosanitaires nationales, qui vient en complément du document approuvé à la cinquième session de la CMP (2010)
- (2) *a approuvé* le plan de travail de la CIPV pour le renforcement des capacités en tant que cadre reflétant les besoins de renforcement des capacités phytosanitaires et document destiné à compléter la stratégie de la CIPV en matière de renforcement des capacités phytosanitaires nationales approuvée à la cinquième session de la CMP (2010)

---

<sup>32</sup> CPM 2012/26.

<sup>33</sup> CPM 2012/10.



- (3) *a examiné* l'ensemble complet de documents relatifs au renforcement des capacités (stratégie de la CIPV en matière de renforcement des capacités phytosanitaires nationales, cadre logique et plan de travail pour le renforcement des capacités) en le considérant comme un point de départ pour entrer en contact avec les donateurs et aider les États à définir les priorités et investissements en matière de renforcement des capacités phytosanitaires
- (4) *a examiné* la stratégie de la CIPV en matière de renforcement des capacités phytosanitaires nationales et le plan de travail connexe en les considérant comme la base de la définition des rôles, responsabilités et priorités du Secrétariat de la CIPV dans le domaine du renforcement des capacités.

### **10.3 Proposition relative à la création d'une structure de contrôle des activités de renforcement des capacités**

114. Le Secrétariat a présenté un document<sup>34</sup> sur la création d'une structure de contrôle dans le domaine du renforcement des capacités. Certains membres ont fait part de leur gratitude au Secrétariat et se sont déclarés favorables à l'option d'un Comité technique de la CIPV chargé du renforcement des capacités.

115. En premier lieu, la CMP s'est interrogée sur la nature de l'organe de contrôle chargé du renforcement des capacités et a opté pour la constitution d'un Comité technique pour une période de deux ans. Une fois cette période écoulée, la CMP devrait examiner les fonctions remplies par le Comité et décider s'il convenait de créer un organe subsidiaire.

116. Le Japon a annoncé son intention de verser 150 000 USD par an au Fonds fiduciaire pour les activités de renforcement des capacités conduites par le comité technique, pendant une période qui pourrait aller jusqu'à 4 ans.

117. S'agissant du mandat et du règlement intérieur de la structure de contrôle chargée du renforcement des capacités, la CMP a examiné la totalité des observations reçues de certains membres<sup>35</sup> et a décidé de créer un groupe des Amis du Président pour étudier la suite à donner aux modifications proposées.

118. Le document révisé a été présenté à la CMP.

119. Un membre a remercié le groupe pour son travail sur le mandat et le règlement intérieur et a demandé le remplacement de l'auxiliaire « shall » dans la version anglaise du texte, au motif qu'il appartient au langage des traités.

120. Un autre membre craignait que le texte de l'Article VI du règlement intérieur proposé pour le Comité technique chargé du renforcement des capacités ne prête à confusion en ce qui concerne les règles régissant la participation des observateurs.

121. Le Secrétariat a expliqué que le règlement qui s'applique en la matière est celui de la FAO. Il a donc été décidé de supprimer l'expression 'en règle générale' dans la première phrase de l'Article VI du règlement intérieur du Comité technique.

---

<sup>34</sup> CPM 2012/14, CPM 2012/INF/17, CPM 2012/INF/18, CPM 2012/CRP/09

<sup>35</sup> CPM 2012/INF 17 et 18

122. La CMP:

- 1) *a décidé* de créer un Comité technique de la CIPV chargé du renforcement des capacités, conformément au mandat et au règlement intérieur figurant à l'Appendice 10 du présent rapport.

#### **10.4 Activités de renforcement des capacités conduites par la CIPV en 2011**

123. Le Secrétariat a présenté un document<sup>36</sup> sur les activités de renforcement des capacités conduites par le CIPV en 2011, donnant des informations détaillées sur l'utilisation de l'outil d'évaluation de la capacité phytosanitaire (ECP), les projets auquel le Secrétariat avait participé, la production de ressources phytosanitaires pour le renforcement des capacités et, enfin, la mise en place d'un fonds fiduciaire séparé pour le renforcement des capacités.

124. Certains membres ont posé des questions sur la production des manuels techniques et les motifs conduisant à la création d'un fonds fiduciaire distinct.

125. Le Secrétariat a répondu aux questions en fournissant des informations précises et les membres ont estimé que les réponses avaient contribué à donner une idée plus claire de la situation. Ils ont considéré également que c'était la structure de contrôle des activités de renforcement des capacités qui devrait traiter la question de la production des manuels techniques, ou le groupe d'experts chargé du renforcement des capacités, en attendant la création de cette structure.

126. La CMP:

- (1) *a noté* que les donateurs et les parties contractantes utilisaient de plus en plus l'outil ECP avant d'élaborer et d'exécuter des projets de renforcement des capacités phytosanitaires
- (2) *a remercié* les donateurs qui soutiennent des projets de renforcement des capacités dont les produits et les résultats concourent à la mise en œuvre de la stratégie de la CIPV en matière de renforcement des capacités phytosanitaires
- (3) *a encouragé* le groupe de travail d'experts sur le renforcement des capacités à préparer de nouveaux projets en vue de mobiliser des fonds pour des initiatives de portée mondiale
- (4) *a noté* les faits nouveaux en matière de collecte et de préparation de ressources phytosanitaires
- (5) *a noté* la création d'un fonds fiduciaire de la CIPV pour le renforcement des capacités
- (6) *a encouragé* les donateurs et les parties contractantes à la CIPV à verser des contributions au fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités afin de financer les activités visant à renforcer les capacités à l'échelle mondiale et développer les capacités phytosanitaires nationales, conformément à ce que prévoit la stratégie de la CIPV dans ce domaine.

---

<sup>36</sup> CPM 2012/16, CPM 2012/INF/21.

## **11. DES SYSTEMES D'ÉCHANGE D'INFORMATIONS APPROPRIES POUR SATISFAIRE AUX OBLIGATIONS DE LA CIPV (OBJECTIF 2)**

### **11.1 Stratégie en matière de communication**

127. Le Secrétariat a présenté un compte rendu oral du programme de travail relatif à l'échange d'informations et noté que les activités conduites dans le cadre ce programme avaient ralenti faute de ressources, notamment au cours des douze derniers mois. Cette question sera abordée en 2012.

128. Il est de plus en plus nécessaire de fournir un appui aux autres activités essentielles de la CIPV, notamment la célébration de son soixantième anniversaire. Les activités de l'équipe chargée de l'échange d'informations s'élargissent et comprennent désormais la sensibilisation et la communication, qui appuient les activités de mobilisation des ressources.

129. L'échange d'informations officielles exigé par la CIPV doit être encouragé car de nombreux pays ne sont pas très actifs dans ce domaine et n'utilisent pas le PPI. Le Secrétariat collaborera avec ces pays pour améliorer cette situation.

130. Le Secrétariat examinera également tout le processus d'échange d'informations et présentera un rapport à ce sujet à la huitième session de la CMP, avec l'aide du Bureau et du PSAT. Ce rapport traitera de questions d'ordre général et d'autres plus spécifiques comme la notification des organismes nuisibles, le contrôle et les avis en matière d'information et de communication.

131. Le Secrétariat apporte certaines améliorations à la manière de présenter les avantages procurés par la communication d'informations phytosanitaires aux membres, mais doit collaborer avec les pays pour s'assurer que leurs besoins sont satisfaits.

132. Le Secrétariat a déjà commencé à élaborer des outils de promotion et à améliorer la communication en augmentant le nombre de communiqués et en les diversifiant davantage pour faire mieux connaître les activités de la CIPV. En outre, le Secrétariat utilise une marque pour donner une plus grande visibilité à la CIPV. La vidéo sur la CIPV est la première d'une série tournée à cet effet; d'autres vidéos sont prévues, qui exigeront néanmoins des moyens supplémentaires. Le Secrétariat cherche des ressources pour que cette vidéo soit disponible dans toutes les langues de la FAO.

133. Un projet de stratégie de communication de la CIPV a été soumis à la CMP concernant l'échange d'informations officielles, la gestion des informations au sein du Secrétariat et les activités de sensibilisation et de communication. Cette stratégie complétera les autres stratégies, en particulier celles consacrées à la mobilisation de ressources et au renforcement des capacités. Elle améliorera la transparence et lancera la nouvelle identité visuelle de la CIPV. Le Secrétariat a demandé aux parties contractantes de soumettre leurs observations sur ce projet le 1er mai 2012 au plus tard.

## **12. UNE PROMOTION INTERNATIONALE DE LA CIPV ET UNE COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS REGIONALES ET INTERNATIONALES CONCERNEES (OBJECTIF 6)**

### **12.1 Rapport sur la promotion de la CIPV et sur la coopération avec des organisations internationales pertinentes**

134. Le Secrétariat a présenté un document<sup>37</sup> couvrant les travaux entrepris par le Secrétariat ou des représentants de la CMP du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011. Le Secrétariat a souligné qu'il avait acquis le statut d'observateur au sous-comité sur les méthodes horizontales pour l'analyse moléculaire de biomarqueurs (TC34/SC16) de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et avait formulé des commentaires sur l'élaboration de la norme *ISO/TC 34/SC 16 ISO/DIS 13484 - Produits alimentaires — Exigences générales pour la réalisation d'analyses utilisant la biologie moléculaire pour la détection et l'identification d'organismes d'altération et ravageurs des végétaux et produits dérivés*. La CMP a aussi été informée que le Secrétariat la tiendrait au courant. Le Secrétariat a informé la CMP que le Comité des normes examinerait cette question ultérieurement.

135. Un membre a indiqué qu'il craignait que les normes ISO soient obligatoires pour appliquer les NIMP. La Présidence a noté que les normes ISO ne sont pas obligatoires pour appliquer les NIMP.

136. La CMP:

- (1) *a pris note* du rapport et a engagé les consultations nécessaires ou les actions proposées
- (2) *a encouragé* les parties contractantes, le Secrétariat et d'autres à promouvoir la CIPV lorsqu'ils se réunissent.

### **12.2 Rapport succinct de la vingt-troisième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV)**

137. Le Secrétaire exécutif de la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique (APPPC) a présenté le rapport de l'ORPV<sup>38</sup> sur la vingt-troisième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux, qui a eu lieu au Viet Nam du 28 août au 2 septembre avec la participation de 6 ORPV et du Secrétariat de la CIPV. Les principaux thèmes abordés ont été l'examen des activités des ORPV, le statut de l'Agence des Caraïbes pour la santé agricole et la sécurité sanitaire des aliments (CAHFSA) et la reconnaissance de l'Organisation pour la protection des végétaux au Proche-Orient (NEPPO). Les autres points examinés étaient les dernières informations sur les activités du Secrétariat de la CIPV, le plan d'activité de la CMP, le Programme de travail de la Consultation technique pour 2010-2012, les faits nouveaux concernant la certification électronique et des questions diverses.

138. La CMP:

- (1) *a pris note* du rapport.

---

<sup>37</sup> CPM 2012/25

<sup>38</sup> CPM 2012/18

### 12.3 Proposition pour la reconnaissance de l'Organisation pour la protection des végétaux au Proche-Orient (NEPPO) en tant qu'Organisation régionale de la protection des végétaux (ORPV)

139. Le Secrétariat a présenté une proposition de reconnaissance de l'Organisation pour la protection des végétaux au Proche-Orient (NEPPO) en tant qu'ORPV<sup>39</sup>. Certains membres et d'autres ORPV ont félicité la NEPPO de sa reconnaissance en tant qu'ORPV en vertu de l'article Article IX de la CIPV. La NEPPO a remercié la CMP de ses félicitations et demandé à la FAO, la CIPV et l'OMC de l'aider pendant la période de transition qui suivra sa création en lui fournissant les ressources financières et les compétences supplémentaires dont elle aura besoin.

140. La CMP:

- (1) *a reconnu* la NEPPO en tant qu'ORPV, au titre de l'article IX de la CIPV
- (2) *a félicité* les États membres de la NEPPO de l'initiative et souhaité à la nouvelle ORPV la bienvenue au sein de la CIPV.

### 12.4 Rapports des organisations ayant le statut d'observateur<sup>40</sup>

141. Le Secrétariat a avisé la CMP que des rapports écrits avaient été transmis par la Convention sur la diversité biologique, le Groupe de recherche international sur les organismes de quarantaine forestiers<sup>41</sup>, l'Agence internationale de l'énergie atomique<sup>42</sup> et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture<sup>43</sup>.

142. En outre, le Secrétariat a présenté le rapport écrit du Secrétariat de l'ozone<sup>44</sup>, dans lequel celui-ci propose de conclure un protocole d'accord avec le Secrétariat de la CIPV. Deux membres ont formulé des observations au sujet de la proposition et encouragé une collaboration sur des questions liées au bromure de méthyle. Le Président a conclu que le contexte du protocole d'accord était aligné sur la recommandation de la CIPV: *Remplacement ou réduction de l'emploi du bromure de méthyle en tant que mesure phytosanitaire*. Le Secrétariat a expliqué que le Conseil de la FAO avait autorisé les organes créés en vertu de l'Article XIV à conclure des protocoles d'accord avec d'autres organisations, avec l'approbation du Directeur général de la FAO. Le Secrétariat va dès lors procéder à la signature du protocole d'accord avec le Secrétariat de l'ozone.

#### 12.4.1 Organisation mondiale du commerce

143. Le représentant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a présenté un rapport<sup>45</sup> et décrit les activités du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC concernant la CIPV. Il a noté que deux questions phytosanitaires avaient été soulevées pour la première fois au sein du Comité SPS, celle du Costa Rica concernant les restrictions à l'importation de chrysanthèmes imposées par les États-Unis d'Amérique et celle de l'Afrique du Sud concernant les restrictions à l'importation de raisin de table, de pommes et de poires imposées par la Thaïlande.

<sup>39</sup> CPM 2012/13.

<sup>40</sup> CPM 2012/INF/01, CPM 2012/02 Rev.1, CPM 2012/INF/15.

<sup>41</sup> CPM 2012/INF/01.

<sup>42</sup> CPM 2012/INF/02 Rev.1.

<sup>43</sup> CPM 2012/INF/15.

<sup>44</sup> CPM 2012/INF/26.

<sup>45</sup> CPM 2012/INF/14.

144. Le représentant a souligné que le système de gestion des données SPS (SPS-IMS), dont l'adresse sur Internet est <http://spsims.wto.org>, permettait de rechercher et de consulter facilement tous les documents liés à l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS).

145. Concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités, il a souligné qu'un représentant de la CIPV avait été invité à participer aux quatre ateliers régionaux SPS prévus en 2012 (G/SPS/GEN/997/Rev.2). En octobre 2011, la CIPV, le Codex et l'OIE ont participé ensemble à un atelier spécial sur les bonnes pratiques dans le domaine de la coordination des questions relatives à l'Accord SPS aux niveaux national et régional. Le représentant s'est félicité de la précieuse participation de la CIPV aux activités d'assistance technique de l'OMC.

146. Le représentant a également noté qu'à sa réunion d'octobre, le Comité SPS avait officiellement donné son accord à une proposition visant à encourager le Codex, la CIPV et l'OIE à travailler conjointement sur des questions transversales, notamment la certification, l'inspection, les procédures d'approbation et/ou l'analyse des risques (G/SPS/58).

147. Enfin, le représentant de l'OMC a fait le point sur les faits récents concernant les différends SPS. Il a noté en particulier que trois rapports des groupes spéciaux avaient porté sur les organismes nuisibles et les prescriptions en matière de quarantaine, le plus récent étant consacré à la plainte de la Nouvelle-Zélande contre les mesures de l'Australie visant l'importation de pommes.

#### **12.4.2 OMC/FANDC**

148. Le Secrétaire du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC/FANDC) s'est adressé à la Commission et a souligné quelques points du rapport de l'OMC/FANDC<sup>46</sup>.

149. Il a d'abord mis en avant la nouvelle stratégie du FANDC à moyen terme (cinq ans). Cette stratégie se fonde sur deux nécessités: promouvoir une collaboration et une relation plus soutenues entre les prestataires de services de coopération technique au titre des mesures sanitaires et phytosanitaires et continuer à renforcer l'usage du FANDC de l'OMC comme plateforme de connaissances consacrée à l'échange d'informations, à la confrontation d'expériences et à la recherche et à la diffusion de bonnes pratiques dans ce domaine.

150. Il a aussi rappelé les principales réalisations ayant marqué l'année 2011, notamment plusieurs études OMC/FANDC, et indiqué dans les grandes lignes les activités planifiées en 2012. Il s'agit notamment de poursuivre l'application de l'analyse des décisions en fonction de plusieurs critères en Asie, de collaborer avec la Commission de l'Union africaine et les Communautés économiques régionales d'Afrique pour définir leur rôle et leur fonction dans le domaine des mesures sanitaires et phytosanitaires, et d'étudier les liens entre ces mesures et la promotion du commerce. Les 12 et 13 juillet 2012, le FANDC organisera un séminaire sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes. Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site web du FANDC, où l'inscription au séminaire sera ouverte dès la mi-avril.

---

<sup>46</sup> CPM 2012/INF/07.

### 12.4.3 Convention sur la diversité biologique (CDB)

151. N'ayant pas assisté à la réunion, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui a communiqué un rapport écrit<sup>47</sup> à la CMP, n'a pas pu le présenter.

### 12.5 Recommandations relatives à la conduite de travaux conjoints par les organismes de normalisation compétents de l'Accord SPS de l'Organisation mondiale du commerce

152. Le Secrétariat a présenté un document<sup>48</sup> relatif aux recommandations formulées par le Comité SPS de l'OMC à l'intention de la CMP. Ce document reprenait les grandes lignes des précédentes décisions de la CMP concernant la collaboration avec les organismes d'établissement de normes compétents de l'Accord SPS de l'OMC et encourageait les membres de cette organisation à se familiariser avec les activités en cours de la CIPV.

153. Le Secrétariat a également énuméré les activités que la CIPV menait actuellement avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et le Codex, en soulignant la qualité et la fréquence de leur coopération et de leur coordination.

154. La CMP:

- (1) *a accueilli favorablement* les recommandations du Comité SPS de l'OMC
- (2) *a placé* ces recommandations dans le contexte du programme de travail global, des priorités et des ressources disponibles
- (3) *a reconnu* que ces activités étaient déjà en cours d'exécution au titre du programme de travail convenu par la CIMP à sa septième session (2005)
- (4) *a demandé* au Secrétariat de la CIPV de fournir régulièrement des informations sur les activités conduites avec le Codex et l'OIE dans son rapport au Comité SPS et de procéder à un échange d'informations actif avec le Codex et l'OIE sur les questions d'intérêt mutuel
- (5) *a noté* que tout travail additionnel découlant des activités ajoutées au programme de travail de la CMP devrait être assorti des ressources supplémentaires correspondantes.

## 13. UN EXAMEN DE LA SITUATION DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX DANS LE MONDE (OBJECTIF 7)

### 13.1 Certification phytosanitaire électronique (programme ePhyto)

155. Le Secrétariat a présenté la question de la certification phytosanitaire électronique. Une réunion fructueuse s'est tenue en République de Corée, durant laquelle ont été définies les activités du programme de travail de la CIPV dans ce domaine.

156. Il a été procédé à la création de trois groupes de travail, chargés d'élaborer les protocoles normalisés de la CIPV concernant la certification phytosanitaire électronique: 1. schéma XML, 2. Harmonisation des listes de codes de la NIMP 12:2011 (en 4 sous-groupes, à savoir A: Noms botaniques et noms d'organismes nuisibles, B: Traitements, C: Déclarations supplémentaires, et D: Description des produits) et 3. Sécurité.

---

<sup>47</sup> CPM 2012/INF/16.

<sup>48</sup> CPM 2012/03 Rev.1.

157. Le projet d'appendice à la NIMP 12: 2011 a été rédigé et entre maintenant dans le processus d'établissement de normes de la CIPV. Les protocoles ePhyto proprement dits seront stockés sur le PPI et référencés dans l'Appendice.

158. Le Secrétariat a entrepris de soutenir plus activement ce programme grâce aux ressources supplémentaires qui ont été mises à sa disposition.

159. Le Brésil a annoncé qu'il serait disposé à accueillir un atelier sur le thème de la certification phytosanitaire électronique en septembre ou en novembre 2012 et qu'il collaborerait avec le Secrétariat pour faire progresser cette activité.

160. La CMP:

- (1) *est convenue* que le programme de certification phytosanitaire électronique de la CIPV était d'une grande importance et que les pays avaient besoin de l'Appendice à la NIMP 12 dès que possible
- (2) *a donné son accord* pour que le Comité directeur pour la certification phytosanitaire électronique gère ces travaux de telle sorte que le Secrétariat dispose du soutien adéquat et que le programme puisse progresser rapidement
- (3) *a demandé* au Secrétariat d'informer les membres des activités de certification phytosanitaire électronique, en l'assurant de son soutien sans faille
- (4) *est convenue* qu'un deuxième atelier sur la certification phytosanitaire électronique était souhaitable, si l'on parvenait à réunir d'autres ressources extrabudgétaires pour l'organiser
- (5) *a demandé* au Secrétariat d'apporter le soutien approprié au programme ePhyto.

### **13.2 Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV**

161. Le Secrétariat a présenté un document<sup>49</sup> sur les dernières informations relatives au Système, brièvement rappelé les grandes lignes du programme et mis en lumière quelques-uns des résultats obtenus. Le Secrétariat a donné des éclaircissements sur les rôles des organes subsidiaires et de l'équipe de base de la CIPV dans le cadre du programme du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre à la suite de la création d'un groupe d'examen triennal. Il a également indiqué qu'on demanderait aux organes subsidiaires de proposer des idées d'activités nouvelles s'étalant sur les deux années restantes du cycle de projet de Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre. Enfin, le Secrétariat a déclaré qu'il entendait collaborer plus étroitement avec les organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV) sur les activités liés à ce système et qu'il entrerait en contact avec celles-ci par le truchement de la Consultation technique des ORPV.

162. Les membres ont salué avec enthousiasme les progrès accomplis par le Secrétariat dans l'installation du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV, en particulier la réalisation progressive des objectifs de celui-ci, ainsi que le soutien que ce système a apporté aux parties contractantes et son rôle d'instrument de la CIPV pour la prise en compte et l'analyse des défis liés à la mise en œuvre.

163. Le Président a encouragé les parties contractantes à participer pleinement à ce programme en utilisant les ressources du centre d'assistance et, plus particulièrement, en répondant dans les délais aux enquêtes publiées pour recueillir leurs observations.

---

<sup>49</sup> CPM 2012/17.



## 164. La CMP:

- (1) *a noté* les faits nouveaux se rapportant au programme du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV
- (2) *a encouragé* les parties contractantes à participer dans les délais aux enquêtes sur ce système
- (3) *a fourni* des ressources supplémentaires de sorte que toutes les parties contractantes puissent tirer profit du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre dans les langues requises
- (4) *a encouragé* les parties contractantes à utiliser le centre d'assistance et à adresser au Secrétariat de la CIPV des observations visant son amélioration
- (5) *a encouragé* les parties contractantes et les autres parties prenantes à envoyer des observations et des suggestions visant l'amélioration du contenu et des fonctions des pages accessibles à partir du PPI, à l'adresse <https://www.ippc.int/index.php?id=1111059>
- (6) *a encouragé* les parties contractantes et les autres parties prenantes à envoyer des observations et des suggestions pour que le centre d'assistance de la CIPV réponde mieux aux besoins des pays.

### 13.3 Symposium de la CIPV

165. Le Symposium a commencé par plusieurs discours d'ouverture prononcés par le Président de la CMP et les ministres de l'agriculture du Pérou, de la République de Corée et des États-Unis d'Amérique, et un représentant du Service national argentin de la santé et de la qualité des produits alimentaires (SENASA) est intervenu au moyen de messages vidéo. M. Niek Van der Graaf a pris la parole et souligné le rôle historique de la CIPV, ses réalisations et les défis qu'elle devra relever, puis le Secrétaire de la CIPV a fait un exposé sur la situation actuelle de la CIPV, qui est un des organes d'établissement de normes de l'Accord SPS de l'OMC.

166. M. Ryan Wersal, du Département de l'agriculture et des sciences appliquées de l'Université d'État du Mississippi, a fait un exposé sur le projet conjoint de la CIPV concernant les risques posés par les plantes aquatiques, qui est exécuté dans le cadre du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV. De nombreux membres ont posé des questions et confronté leurs expériences relatives aux plantes aquatiques envahissantes dans leurs pays.

167. M. Jens-Georg Unger, de l'Institut Julius Kuhn (Allemagne), a fait un exposé sur le commerce sur Internet de végétaux destinés à la plantation. M. Washington Otieno, du Secrétariat de la CIPV, a ensuite présenté le point de vue du Secrétariat sur ce sujet. La parole a été donnée ensuite aux participants pour qu'ils posent des questions. De nombreux membres ont exprimé leurs préoccupations quant aux risques liés à cette nouvelle forme de commerce et indiqué qu'il était nécessaire de faire évoluer leurs activités afin de s'en prémunir.

## 168. La CMP:

- (1) *a adopté* la déclaration de la CIPV<sup>50</sup> qui figure à l'Appendice 11 du présent rapport.

---

<sup>50</sup> CPM 2012/CRP/02.

## **14. DES SYSTEMES EFFICACES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (OBJECTIF 3)**

169. Le Secrétariat a indiqué qu'il n'avait pas été en mesure d'appuyer de manière adéquate le processus de règlement des différends de la CIPV durant l'année 2012, mais que les ressources supplémentaires dont il disposait désormais lui permettraient d'améliorer cet appui en 2012.

170. Le Secrétariat a noté que le seul différend officiel en instance devait être traité de toute urgence. Il a également fait observer que lui-même ne participait actuellement à aucune discussion informelle relative à un différend sur des questions phytosanitaires.

### **14.1 Rapport du Président**

171. Le Président de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends a indiqué que celui-ci s'était réuni le 13 mars 2012, mais que le quorum n'avait pas été atteint. En revanche, une réunion officielle de ce même organe avait eu lieu le 20 mars 2012 pour examiner un certain nombre de problèmes, notamment des difficultés de mise en œuvre.

172. Afin de favoriser la transparence, l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends est convenu de ce qui suit:

- l'Organe subsidiaire pour le règlement des différends est informé des différends tous les trois mois (en cas d'activités en cours). Les informations minimales à fournir seraient les parties concernées et les renseignements communiqués avec le consentement de ces dernières. Des discussions informelles permettraient de définir la nature du problème phytosanitaire en question et, le cas échéant, la marche à suivre. Même en cas de retrait des différends commerciaux ou d'annulation des consultations, toute activité du Secrétariat doit être communiquée à l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends.
- les déclarations de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends donnant des éclaircissements devraient être mises en ligne. Les informations minimales à fournir seraient les parties concernées (sous réserve qu'elles donnent leur agrément) et la NIMP/le problème en question.

### **14.1 Examen de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends**

173. L'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends a élaboré un projet de mandat en vue de l'examen du système de règlement des différends de la CIPV. Le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre a été chargé de la collecte et de l'analyse des informations relatives aux difficultés et problèmes rencontrés en matière d'application de la NIMP 13. Seraient notamment examinées les procédures connexes de règlement des différends de l'OMC, ainsi que l'historique au sein de la CIPV. Pour l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends, la communication des cas de non-application et les mesures prises en conséquence étaient des étapes initiales qui pourraient conduire automatiquement à la résolution des différends.

174. L'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends a proposé d'examiner les progrès accomplis lors d'une réunion programmée en juillet 2012, de manière à pouvoir présenter les résultats au PSAT en octobre 2012 en vue de leur examen par la CMP à sa huitième session en 2013. S'il s'avérait impossible d'obtenir l'appui du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre d'ici à la fin de juin 2012, le processus d'examen serait retardé de 12 mois.

175. Une ORPV a exprimé ses préoccupations à propos de la détection des organismes nuisibles réglementés dans les emballages en bois portant la marque NIMP 15. L'Organe subsidiaire pour le règlement des différends a demandé au Secrétariat d'obtenir un complément d'informations afin de déterminer s'il s'agissait d'un différend nécessitant un règlement ou d'une question appelant un renforcement des capacités.

176. Le Président, instruit par sa récente participation au groupe d'examen triennal, a souligné les progrès accomplis en ce qui concerne la mise en place du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV. Ce programme était une occasion pour les organes subsidiaires et le Bureau de la CMP de travailler ensemble de bout en bout, depuis l'élaboration des normes jusqu'à la mise en œuvre de celles-ci.

177. Le Président a exhorté les membres à appuyer la participation de leur pays à l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends.

## **15. MEMBRES ET REMPLAÇANTS POTENTIELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CMP**

### **15.1 Comité des normes**

178. La CMP:

- (1) *a pris note* de la composition actuelle et des remplaçants potentiels des membres du Comité des normes, tels qu'indiqués à l'Appendice 12 du présent rapport
- (2) *a confirmé* les nouveaux membres et les remplaçants potentiels, qui figurent à l'Appendice 12 du présent rapport
- (3) *a confirmé* l'ordre dans lequel les remplaçants potentiels seraient appelés à prendre leurs fonctions pour chaque région, comme présenté à l'Appendice 12 du présent rapport.

### **15.2 Organe subsidiaire chargé du règlement des différends**

179. La CMP:

- (1) *a pris note* de la composition actuelle et des remplaçants potentiels des membres de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends, tels qu'indiqués à l'Appendice 13 du présent rapport
- (2) *a confirmé* les nouveaux membres et les remplaçants potentiels, qui figurent à l'Appendice 11 du présent rapport.

## **16. ÉLECTION DU BUREAU**

180. La Commission a invité les participants à élire un président, deux vice-présidents et quatre membres du Bureau<sup>51</sup>, soit un membre de chacune des quatre régions de la FAO non représentées par les présidents, pour les deux années suivantes.

181. Le poste de Président de la Commission était brigué par deux candidats, la République de Corée et le Royaume-Uni. Malgré les bons offices du Président en exercice, aucun consensus n'a pu être dégagé concernant la nomination du nouveau Président. La CMP a décidé que son élection aurait lieu à scrutin secret. Après constitution d'un quorum pour que le vote puisse se dérouler, 128 bulletins ont été déposés par les parties contractantes éligibles de la Commission. Sur ces 128 bulletins, on a compté 125 suffrages exprimés, 2 abstentions et

---

<sup>51</sup> CPM 2012/INF/20 Rev.1.

1 bulletin nul. La majorité simple requise pour élire le nouveau Président était de 63. M. Stephen Ashby (Royaume-Unis) a obtenu 63 voix et Mme Kyu-Ock Yim (République de Corée) 62 voix. Le Président en exercice a déclaré que M. Stephen Ashby était élu et qu'il présiderait la Commission au cours des deux prochaines années, conformément à son mandat.

182. La CMP a ensuite procédé à l'élection des autres membres du Bureau et confirmé les nouveaux vice-présidents de la Commission, le délégué de la Jordanie et celui du Belize.

183. La CMP a remercié le président sortant, M. Mohammed Katbeh Bader (Jordanie) et les vice-présidents sortants, M. Stephen Ashby (Royaume-Uni) et Mme Kyu-Ock Yim (République de Corée), de leur engagement et des efforts constants qu'ils avaient déployés pour guider la CMP.

184. La CMP:

- (1) *a élu* le président et les deux vice-présidents du Bureau pour 2012-2014
- (2) *a élu* quatre membres du Bureau des régions de la FAO qui ne sont pas représentées par le président et les vice-présidents (Appendice 14 du présent rapport).

## **17. AUTRES QUESTIONS**

### **18. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION**

185. Le Secrétariat a indiqué que la huitième session de la CMP (2013) se tiendrait du 18 au 22 mars 2013.

### **19. ADOPTION DU RAPPORT**

186. Une liste des affiches et des manifestations organisées en marge de la session, ainsi qu'un bref résumé de chaque manifestation, figurent à l'Appendice 16 du présent rapport.

187. Une liste des participants à la septième session de la CMP (2012) figure à l'Appendice 14 du présent rapport.

188. La CMP:

- (1) *a adopté* le rapport et le président de la CMP a déclaré la session close.

## **APPENDICE 1:     ORDRE DU JOUR**

### **COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES**

**22-26 mars 2012**

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
  - 2.1 Ordre du jour provisoire
  - 2.2 Déclaration de compétences de l'UE
3. Élection du rapporteur
4. Établissement de la Commission de vérification des pouvoirs
5. Gouvernance
  - 5.1 Règlement intérieur du Bureau de la CMP
  - 5.2 Élection des membres du Bureau et des organes subsidiaires de la CMP
  - 5.3 Règle relative aux observateurs à la CMP
  - 5.4 Règlement intérieur de la CMP
6. Rapport du Président de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP)
7. Rapport du Secrétariat
8. Un programme fiable d'établissement et de mise en œuvre de normes sur le plan international (Objectif 1)
  - 8.1 Établissement des normes
    - 8.1.1 Rapport du Président du Comité des normes
    - 8.1.2 Adoption de normes internationales: procédure ordinaire
    - 8.1.3 Adoption de normes internationales: procédure accélérée - Annexes (PD et TP)
    - 8.1.4 Groupes d'examen linguistique
    - 8.1.5 Liste de thèmes pour les normes de la CIPV
    - 8.1.6 Recommandations du Groupe de réflexion (2011) visant à améliorer le processus d'établissement de normes de la CIPV
    - 8.1.7 Traduction de «should» en français dans les NIMP
    - 8.1.8 Rapport de l'Atelier à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain
  - 8.2 Mise en œuvre
    - 8.2.1 État d'avancement de la mise en œuvre de la NIMP 15
9. Une mise en œuvre durable de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) (Objectif 5)
  - 9.1 Cadre stratégique 2012-2019
  - 9.2 La stratégie de mobilisation de ressources pour la CIPV
  - 9.3 Rapport financier 2011
  - 9.4 Budget et plan opérationnel 2012
  - 9.5 Examen par la FAO des organes relevant de l'Article XIV
  - 9.6 Rapport du PSAT
10. Une amélioration des capacités phytosanitaires des membres (Objectif 4)
  - 10.1 Ateliers régionaux sur les projets de NIMP
  - 10.2 Plan de travail et budget de la CIPV pour le renforcement des capacités
  - 10.3 Proposition relative à la création d'une structure de contrôle des activités de renforcement des capacités
  - 10.4 Activités de renforcement des capacités conduites par la CIPV en 2011
11. Des systèmes d'échange d'information appropriés pour satisfaire aux obligations découlant de la CIPV (Objectif 2)

- 11.1 Stratégie en matière de communication
- 12. Une promotion internationale de la CIPV et une coopération avec les organisations régionales et internationales concernées (Objectif 6)
  - 12.1 Rapport sur la promotion de la CIPV et sur la coopération avec les organisations internationales concernées
  - 12.2 Rapport succinct de la vingt-troisième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux
  - 12.3 Proposition pour la reconnaissance de l'Organisation pour la protection des végétaux au Proche-Orient (NEPPO) en tant qu'Organisation régionale de la protection des végétaux (ORPV)
  - 12.4 Rapport des organisations ayant le statut d'observateur
    - 12.4.1 OMC
    - 12.4.2 FANDC
    - 12.4.3 CDB
  - 12.5 Recommandations relatives à la conduite de travaux conjoints par les organismes de normalisation compétents de l'accord SPS de l'Organisation mondiale du commerce
- 13. Un examen de la situation de la protection des végétaux dans le monde (Objectif 7)
  - 13.1 ePhyto
  - 13.2 Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV
  - 13.3 Séance scientifique
- 14. Des systèmes efficaces de règlement des différends (Objectif 3)
  - 14.1 Rapport du Président
  - 14.2 Examen de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends
- 15. Membres des organes subsidiaires de la CMP et remplaçants éventuels
  - 15.1 Comité des normes
  - 15.2 Organe subsidiaire chargé du règlement des différends
- 16. Élection du Bureau
- 17. Questions diverses
- 18. Date et lieu de la prochaine session
- 19. Adoption du rapport

**APPENDICE 2: LISTES DES DOCUMENTS****Y COMPRIS LES DOCUMENTS D'INFORMATION (INF) ET LES DOCUMENTS DE SÉANCE (CRP)**

(CLASSÉS PAR COTE)

CPM 2012/#	Point de l'ordre du jour	TITRE DU DOCUMENT
01Rev3	2.1	Ordre du jour
02	15.1.2	Membres et remplaçants potentiels des organes subsidiaires de la CMP
03Rev1	12.5	Recommandations relatives à la conduite de travaux conjoints par les organismes de normalisation compétents de l'Accord SPS de l'Organisation mondiale du commerce
04Rev1	8.1.2	Adoption de normes internationales: procédure ordinaire
04/Pièce jointe01 Rev1		Mesures intégrées applicables aux végétaux destinés à la plantation
04/ Pièce jointe02 Rev1		Approche systémique de gestion du risque phytosanitaire lié aux mouches des fruits ( <i>Tephritidae</i> )
04/Pièce jointe03 Rev1		Projet de révision de la NIMP 5 ( <i>Glossaire des termes phytosanitaires</i> ) – Supplément n° 1: Directives sur l'interprétation et l'application des concepts de « lutte officielle » et de « non largement disséminé »
04/Pièce jointe04		Projet d'amendements à apporter à la NIMP 5: Glossaire des termes phytosanitaires
04/ Pièce jointe05		Version russe de la NIMP 5 ( <i>Glossaire des termes phytosanitaires</i> )
05Rev2	8.1.5	Liste de thèmes pour les normes de la CIPV
06Rev1	16	Élection du Bureau
07Rev1	8.1.3	Adoption de normes internationales: procédure spéciale – annexes (protocoles de diagnostic et traitements phytosanitaires)
07/Pièce jointe01		Projet d'annexe à NIMP 27 - <i>Plum pox virus</i> (2004-007)
07/Attachment0 2-Rev1		Protocole de diagnostic: <i>Trogoderma granarium</i> (2004-006)
07/ Pièce jointe03		Traitement phytosanitaire 1 Traitement par le froid 1 – Traitement par le froid contre <i>Bactrocera tryoni</i> sur <i>Citrus sinensis</i> (2007-206F)

07/ Pièce jointe04		Traitement phytosanitaire 2 Traitement par le froid 2 – Traitement par le froid contre <i>Bactrocera tryoni</i> sur <i>Citrus reticulata</i> x <i>C. sinensis</i> (2007-206F)
07/ Pièce jointe05		Traitement phytosanitaire 3 Traitement par le froid 3 – Traitement par le froid contre <i>Ceratitis capitata</i> sur <i>Citrus paradisi</i> (2007-210)
07/ Pièce jointe06		Traitement phytosanitaire 4 Traitement par le froid 4 – Traitement par le froid contre <i>Ceratitis capitata</i> sur les cultivars et les hybrides de <i>Citrus reticulata</i> (2007-212)
08Rev1	9.1	Cadre stratégique 2012-2019
09	8.1.4	Groupes d'examen linguistique
10	10.2	Plan de travail et budget de la CIPV pour le renforcement des capacités
11	8.1.6	Recommandations du Groupe de réflexion (2011) visant à améliorer le processus d'établissement de normes de la CIPV
12Rev1	8.1.7	Traduction de « should » en français dans les NIMP
13	12.3	Proposition pour la reconnaissance de l'Organisation pour la protection des végétaux au Proche-Orient (NEPPO) en tant qu'organisation régionale de la protection des végétaux (ORPV)
14	10.3	Proposition relative à la création d'une structure de contrôle des activités de renforcement des capacités
15	9.1	Convention internationale pour la protection des végétaux: Cadre stratégique 2012-2019
16	10.4	Activités de renforcement des capacités conduites par la CIPV en 2011
17	13.2	Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV
18	12.2	Rapport succinct de la vingt-troisième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux
19Rev1	8.1.8	Rapport de l'Atelier à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain
20	9.2	Stratégie de mobilisation de ressources pour la CIPV
21Rev1	8.2.1	État d'avancement de la mise en œuvre de la NIMP 15
22	9.4	Budget et Programme opérationnel provisoires de la CIPV pour 2012
23	5.1	Règlement intérieur du Bureau de la CMP
24	7	Rapport du Secrétariat
25	12.1	Rapport sur la promotion de la CIPV et la coopération avec les organisations internationales concernées
26	10.1	Ateliers régionaux sur les projets de NIMP
27	9.1	Cadre stratégique: Plan à moyen terme de la CIPV pour 2012-2015
28	9.3	Rapport financier 2011



CPM 2012/INF/#	Point de l'ordre du jour	TITRE DES DOCUMENTS D'INFORMATION
INF/01	12.4	Rapport sur les activités menées en 2011 par le Groupe de recherche international sur la quarantaine forestière
INF/02Rev1	12.4	Déclaration de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
INF/03	8.1.5	Activités menées sur les thèmes pour les normes de la CIPV en 2011
INF/04	5.1	Procédure d'élection du Bureau de la CMP: questions à court et à long termes
INF/05	n/d	Liste des événements parallèles
INF/06	n/d	Liste des affiches
INF/07	12.4.2	Rapport du Fonds pour l'application des normes et développement du commerce (FANDC)
INF/08	8.1.3	Objections formelles aux quatre traitements phytosanitaires recommandés par le Comité des normes à la CMP pour adoption
INF/09	8.1.2	Ensemble des observations des membres sur le projet de NIMP <i>Mesures intégrées pour la production de végétaux destinés à la plantation faisant l'objet d'un commerce international</i>
INF/10 Rev.1	8.1.1	Rapport du Président du Comité des normes
INF/11	8.1.2	Ensemble des observations sur le projet de NIMP <i>Approche systémique de gestion du risque phytosanitaire lié aux mouches des fruits (Tephritidae)</i>
INF/12	8.1.2	Ensemble des observations sur le projet de révision du supplément n° 1 à la NIMP 5 ( <i>Glossaire des termes phytosanitaires</i> )
INF/13	8.1.2	Observations rassemblées sur le projet d'amendements à apporter à la NIMP 5 ( <i>Glossaire des termes phytosanitaires</i> )
INF/14	12.4.1	Rapport du Secrétariat de l'OMC – Activités du Comité SPS et autres activités pertinentes de l'OMC en 2011
INF/15	12.4	Rapport de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)
INF/16	12.4.3	Rapport du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB)
INF/17	10.3	Observations du Japon sur la proposition relative à la création d'une structure de contrôle des activités de renforcement des capacités
INF/18	8.1.5-8.1.6- 9.2-10.3	Déclarations de l'Union européenne et de ses 27 États membres
INF/19 Rev1	15.2	Membres et remplaçants potentiels de l'Organe subsidiaire de la CMP chargé du règlement des différends
INF/20 Rev1	16	Élection du Bureau
INF/21	10.4	Matrice de projet relatif au renforcement des capacités pour 2012
INF/22	6	Rapport du Président de la sixième session de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP)

INF/23	5.3	Règlement intérieur de la CMP en ce qui concerne les observateurs – Directives relatives à la participation des observateurs à la CMP et à ses organes subsidiaires
INF/24	5.1	Règlement intérieur du Bureau de la CMP – Élection du Président et du Vice-Président – Déclaration de l'Union européenne
INF/25	2.2	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote soumise par l'Union européenne et ses 27 États membres
INF/26	12.4	Rapport des observateurs du Secrétariat de l'ozone
<b>CPM 2012/CRP/#</b>	<b>Point à l'ordre du jour</b>	<b>TITRE DES DOCUMENTS DE SÉANCE</b>
CRP/01	8.1.2	Considérations sur les observations rassemblées avant la session et sur les observations formulées au cours de la séance plénière sur l'Adoption de normes internationales: procédure ordinaire
CRP/02	n/d	Déclaration sur la CIPV
CRP/03	9.1 8.1.5 8.1.6	Interventions du COSAVE sur divers points de l'ordre du jour
CRP/04	9.3	Rapport financier – Secrétariat de la CIPV – Contributions et dépenses en 2011 – Rev.1
CRP/05	5.2/16	Déclaration de la région Asie sur l'élection du Président de la CMP
CRP/06	13.2	Projet relatif au Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV (financé par la CE)
CRP/07	8.1.5 8.1.9	Liste de thèmes pour les normes de la CIPV et rapport de l'Atelier à composition non limitée sur les déplacements internationaux de grain
CRP/08	8.1.6	Recommandations du Groupe de réflexion (2011) sur l'amélioration du processus d'établissement de normes de la CIPV
CRP/09	10.3	Mandat et règlement intérieur du Comité chargé du renforcement des capacités
CRP/10	11.1	Projet relatif à la stratégie de communications de la CIPV
CRP/11	5.1	Projet de mandat du Groupe de travail responsable de la rédaction du règlement intérieur du Bureau

## **APPENDICE 3: MANDAT RELATIF À LA RÉDACTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU BUREAU DE LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES (CMP)**

### **CONTEXTE ET OBJET**

À sa septième session (2012), la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) a reconnu qu'il n'existait pas de règles écrites relatives à la nomination, à la sélection et au roulement de l'occupation des postes de Président et de vice-présidents de la CMP.

La CMP est convenue de la nécessité de rédiger un règlement intérieur qui soit transparent et équitable.

Lors de la rédaction du règlement, il faudra tenir compte, dans la mesure du possible, des points suivants:

- les droits et les obligations des parties contractantes découlant de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et de nature à faciliter la réalisation des objectifs de la Convention;
- le Règlement intérieur de la CMP et le Règlement général de la FAO en ce qui concerne l'élection des membres du Bureau;
- les relations entre l'élection des vice-présidents et le Président de la CMP;
- les débats antérieurs, les documents d'information et les projets de règlement mis au point par les membres de la CMP, et toute autre contribution;
- les pratiques adoptées par d'autres organisations et des instances analogues dont le domaine d'activité est en rapport avec la CIPV et avec ses modalités de gouvernance.

### **PROCESSUS**

Compte tenu de ce qui précède, un groupe de travail sera chargé de recueillir et d'analyser les informations utiles en ce qui concerne l'élection à des postes de direction au sein d'organes directeurs internationaux pertinents. Le groupe de travail se réunira à Rome si nécessaire et adressera un rapport au Groupe de travail informel sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT) en octobre 2012.

Le rapport sera examiné par le Bureau de la CMP et par le Bureau juridique de la FAO avant d'être présenté au PSAT.

Le PSAT examinera le rapport et, compte tenu des analyses, mettra au point une proposition de règlement relatif à la nomination, à la sélection et au roulement de l'occupation des postes de Président et de vice-présidents, pour examen et adoption à la huitième session de la Commission des mesures phytosanitaires (mars 2013).

### **TÂCHES**

Le groupe de travail rédigera un document comprenant les points suivants:

- a) la définition du rôle et des responsabilités du Président et des vice-présidents en ce qui concerne le fonctionnement du Bureau, les relations avec la CMP et les activités de la CIPV;
- b) la définition des compétences, y compris des spécialités ou de l'expérience souhaitables du Président et des vice-présidents;
- c) la définition de toutes les options possibles en ce qui concerne le roulement, la sélection et la nomination du Président et des vice-présidents;

- d) l'analyse des diverses options et en particulier de leurs avantages et inconvénients respectifs (par exemple au moyen d'une analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces), compte tenu des principes généraux suivants:
- transparence;
  - équité, loyauté et participation générale, en particulier en ce qui concerne la représentation des parties contractantes à la CIPV lors des nominations consécutives;
  - compétence s'agissant de faciliter la sélection des meilleurs candidats compte tenu du rôle, des responsabilités et des aptitudes définis au point a);
  - efficience;
  - continuité.
- e) présentation du document au groupe chargé de la planification stratégique.

### COMPOSITION

Le groupe de travail sera composé comme suit:

- un spécialiste désigné par la région Afrique de la FAO: AAA;
- un spécialiste désigné par la région Asie de la FAO: BBB;
- un spécialiste désigné par la région Europe de la FAO: CCC;
- un spécialiste désigné par la région Amérique latine et Caraïbes de la FAO: DDD;
- un spécialiste désigné par la région Proche-Orient de la FAO: EEE;
- un spécialiste désigné par la région Amérique du Nord de la FAO: FFF;
- un spécialiste désigné par la région Pacifique Sud-Ouest de la FAO: GGG.

### DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

CPM2012/Inf 4

CPM2012/Inf 24

Règlement intérieur de la CMP – Fonction du Bureau de la CIPV

Convention internationale pour la protection des végétaux

## **APPENDICE 4: DÉCISIONS DE LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES (CMP) VISANT À AMÉLIORER LE PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT DES NORMES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX (CIPV)**

### **Décision n° 1**

Les projets de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) ne doivent plus être rédigés au cours de la session annuelle de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP).

### **Décision n° 2**

Il faut officialiser la possibilité actuellement donnée aux membres de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) d'examiner les modifications apportées aux projets de NIMP par le Groupe de travail du Comité des normes (CN-7). Le processus doit leur permettre d'examiner les projets de normes approuvés par le Groupe de travail et doit être réservé aux observations de fond. Toutes les observations doivent être insérées par l'intermédiaire du Système en ligne de communication des observations et mises à la disposition des membres régionaux du Comité des normes (CN). Ceux-ci doivent les examiner et transmettre leurs principales observations au responsable de la norme, accompagnées de suggestions quant à la manière de les prendre en compte. Après examen, le responsable rédige des réponses aux observations et un projet de NIMP révisé qui seront soumis au Secrétariat de la CIPV pour présentation à la session de novembre du CN. Celui-ci examine les observations de fond qui lui ont été communiquées, modifie le projet de norme en conséquence et fait part de son raisonnement aux membres de la CIPV.

### **Décision n° 3**

Tous les projets de normes présentés à la Commission pour adoption peuvent faire l'objet d'une objection formelle. Si une partie contractante a une objection formelle, elle la soumet au Secrétariat, accompagnée d'une justification technique et de suggestions d'amélioration, au plus tard 14 jours avant la session de la CMP. Dans ce cas, le projet de norme ne doit pas être présenté à la CMP pour adoption et doit être renvoyé au CN. Dans certains cas particuliers, pour des NIMP non techniques, le Président de la CMP peut proposer, en consultation avec le Président et le Secrétariat du CN, d'examiner une objection formelle au cours de la session de la CMP dans le but de la lever et d'adopter la norme.

### **Décision n° 4**

Si le projet de NIMP a déjà été inscrit à l'ordre du jour de la CMP et a fait l'objet d'une objection formelle, le CN peut recommander, pour l'adoption, de le soumettre au vote de la CMP (c'est-à-dire sans avoir recours à la procédure d'objection formelle).

### **Décision n° 5**

Les protocoles de diagnostic (PD) sont des documents précieux que la CMP doit adopter (voir la décision n° 8 relative à l'adoption des protocoles de diagnostic).

### **Décision n° 6**

La CMP continuera d'adopter des traitements phytosanitaires (TP).

**Décision n° 7**

Les NIMP seront toutes mises au point en suivant le même processus d'établissement des normes de la CIPV (voir l'annexe 1 au Règlement intérieur de la CMP). Quelques petites différences, comme la prise de décisions par voie électronique, peuvent subsister en ce qui concerne les PD et les TP.

Les différences par rapport au processus proposé d'établissement de normes de la CIPV sont les suivantes:

Les différentes phases du processus d'établissement des normes ne sont pas limitées à une période particulière de l'année, même si la consultation des membres est organisée à des moments déterminés.

Le CN peut prendre des décisions par voie électronique.

Contrairement aux autres projets de NIMP, les PD et les TP ne sont pas examinés par le Groupe de travail du Comité des normes mais par le groupe technique compétent qui les révise. Le CN les approuve par décision électronique et ne les communique aux parties contractantes à la CIPV qu'après leur approbation car ils ne constituent pas des documents de réunion du CN.

**Décision n° 8**

La CMP délègue au CN le pouvoir d'adopter les PD en son nom. Le processus d'adoption des PD est le suivant: après approbation par le CN, le PD est affiché publiquement et les parties contractantes en sont informées. La période de notification des PD approuvés est organisée deux fois par an à des dates fixées. Les parties contractantes disposent de 45 jours pour examiner le projet de PD et communiquer une objection formelle, le cas échéant. Si aucune objection formelle n'est reçue, le CN, au nom de la CMP, adopte le PD. Les PD adoptés selon ce processus seront notés au cours de la session suivante de la CMP.

**Décision n° 9**

Il faut mettre au point des procédures relatives au processus décrit dans la décision n° 8 (notification des parties contractantes et processus d'objection formelle), qui ne s'appliqueraient qu'aux PD.

**Décision n° 10**

Lorsqu'une révision technique est nécessaire pour un PD adopté, le CN peut l'approuver par voie électronique. Le CN doit élaborer des critères qui permettent l'approbation des révisions des PD adoptés. Les PD révisés seront publiés sur le portail phytosanitaire international (PPI) dès que le CN les aura approuvés.

**Décision n° 11**

Un projet de spécification et une étude de la documentation doivent être joints aux propositions de thèmes.

**Décision n° 12**

Afin d'attester que le thème proposé correspond à un besoin plus général, il faut encourager les auteurs des propositions de thèmes à obtenir l'appui d'autres membres et/ou régions de la CIPV.

**Décision n° 13**

Le CN devra utiliser le Cadre stratégique de la CIPV et les Critères applicables à la justification des thèmes proposés et à l'établissement d'un ordre de priorité y afférent au cours de l'examen des thèmes proposés. En conséquence, les thèmes ne seront plus présentés au PSAT.

**Décision n° 14**

Le CN doit s'efforcer de présenter les projets de spécifications aux membres pour consultation immédiatement après que la CMP a ajouté de nouveaux thèmes à la liste de thèmes pour les normes de la CIPV.

**Décision n° 15**

Un groupe d'étude doit être créé afin d'élaborer un cadre pour les normes financé par des fonds extrabudgétaires.

**Décision n° 16**

Il faut encourager le CN à désigner un responsable et un ou deux assistants pour chaque thème. Les assistants peuvent être des personnes extérieures au CN, par exemple des remplaçants éventuels de membres du Comité, d'anciens membres du Comité, des membres de groupes techniques ou des membres de groupes de travail d'experts.

**Décision n° 17**

Il faut que le CN élabore des instructions visant le renforcement des capacités des nouveaux membres du CN, par exemple en ce qui concerne l'accompagnement.

**Décision n° 18**

Il faut encourager les régions qui le jugent utile à désigner un ou plusieurs membres du CN, issus de leur région, qui jouerait un rôle de chef de file pour faciliter la communication entre le CN, les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) et les organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV) au sein de leur région.

**Décision n° 19**

La déclaration d'engagement de la CIPV doit contenir un espace destiné à recevoir la signature d'un responsable de l'organisation qui emploie la personne nommée afin de s'assurer que le responsable est bien conscient de la charge de travail qui sera demandée au membre du CN pendant la durée de son mandat.

**Décision n° 20**

Il faut mettre en place une équipe de rédaction chargée d'améliorer la qualité des projets de NIMP. Ses membres doivent être sélectionnés par le CN et l'équipe doit être composée de trois ou quatre spécialistes désignés par les ONPV ou les ORPV, qui possèdent des compétences particulières dans le domaine de la rédaction technique à partir de documents en anglais. Il faut aussi qu'elle compte une personne dont l'anglais n'est pas la langue maternelle. L'engagement doit être de trois ans au minimum, mais il serait préférable qu'il soit plus long. L'équipe de rédaction travaillera à distance avec les responsables et le Secrétariat de la CIPV.

**Décision n° 21**

Il faut que la CMP permette l'étalement du mandat des membres du CN et que les régions encouragent ce principe pour que qu'une certaine continuité soit assurée dans la transmission

des connaissances. Il faut aussi que le CN envisage d'appliquer ce principe aux autres groupes travaillant sous sa houlette.

**Décision n° 22**

Il faut que le CN élabore une série de considérations destinées aux groupes de rédaction d'experts afin de leur fournir des indications sur la biodiversité et l'environnement et faire en sorte que ces questions soient prises en compte.

**Décision n° 23**

Au besoin, le CN demandera l'avis de spécialistes externes sur des questions techniques.

**Décision n° 24**

La consultation des membres, d'une durée de 100 jours actuellement, sera portée à 150 jours pour permettre un meilleur examen des projets de NIMP.



## **APPENDICE 5: PROCÉDURE ADOPTÉE POUR L'ÉTABLISSEMENT DE NORMES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX**

### **PROCÉDURE D'ÉTABLISSEMENT DE NORMES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX (ANNEXE 1 AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES)**

La procédure d'établissement de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) comporte quatre étapes:

- . Étape 1: Élaboration du programme de travail relatif à l'établissement de normes de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)
- . Étape 2: Rédaction
- . Étape 3: Envoi des projets de NIMP aux membres pour consultation
- . Étape 4: Adoption et publication.

Les décisions pertinentes de la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires (CIMP)/Commission des mesures phytosanitaires (CMP) relatives à divers aspects de la procédure d'établissement des normes ont été rassemblées dans le Manuel de procédure de la CIPV, qui peut être consulté sur le Portail phytosanitaire international (PPI) à l'adresse [www.ippc.int](http://www.ippc.int).

#### **Étape 1: Établissement de la liste de thèmes pour les normes de la CIPV**

##### **Phase 1: Appel à propositions de thèmes**

Le Secrétariat de la CIPV lance un appel à propositions de thèmes<sup>1</sup> tous les deux ans. Les membres<sup>2</sup> et les groupes techniques de la CIPV présentent au Secrétariat de la CIPV des propositions détaillées concernant de nouveaux thèmes ou la révision de NIMP qui existent déjà. Les propositions doivent être accompagnées d'un projet de spécification, d'une analyse de la documentation et d'une justification de la conformité du thème aux critères approuvés par la CMP pour les thèmes (disponible dans le Manuel de procédure de la CIPV). Afin d'attester que le thème proposé correspond à un besoin plus général, les auteurs des propositions sont encouragés à obtenir l'appui d'autres membres de la CIPV et/ou régions.

Le Secrétariat de la CIPV établit une liste des thèmes proposés à partir des présentations reçues. Les présentations des années précédentes n'y sont pas insérées mais les membres de la CIPV peuvent, le cas échéant, les présenter de nouveau.

Le Comité des normes (CN), compte tenu du Cadre stratégique de la CIPV et des *Critères applicables à la justification des thèmes proposés et à l'établissement d'un ordre de priorité y afférent*, examine la liste des thèmes en vigueur pour les normes de la CIPV et celle des thèmes proposés. Le CN recommande une liste des thèmes révisée (y compris des sujets), en y ajoutant ceux de la liste des thèmes proposés, en supprimant ou en modifiant les thèmes de la liste existante, selon les besoins, et en attribuant à chaque thème une priorité recommandée.

---

<sup>1</sup> Il peut s'agir de « domaines techniques », de « thèmes » ou de « sujets » (voir la *Hiérarchie des termes pour les normes* dans le Manuel de procédure de la CIPV).

<sup>2</sup> Les membres de la CIPV sont les parties contractantes à la CIPV, les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV), les organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV) et les organisations internationales concernées (Annexe 1 au Règlement intérieur de la CMP).

## **Phase 2: Modification et adoption de la liste de thèmes pour les normes de la CIPV**

La CMP examine la liste de thèmes pour les normes de la CIPV recommandée par le CN. Elle la modifie, l'adopte et attribue à chaque thème une priorité. Une liste révisée est ensuite établie.

Pendant l'année, lorsque, en raison des circonstances, l'on a besoin d'urgence d'une NIMP, la CMP peut insérer le thème nécessaire dans la liste de thèmes pour les normes de la CIPV.

### **Étape 2: Rédaction**

## **Phase 3: Rédaction d'une spécification**

Il faut encourager le CN à désigner un responsable et un ou deux assistants pour chaque thème. Ces deux assistants peuvent être des personnes extérieures au CN, par exemple des remplaçants éventuels de membres du Comité, d'anciens membres du Comité, des membres de groupes techniques ou des membres de groupes de travail d'experts.

Le CN examine les projets de spécifications. Il doit s'efforcer de les approuver en vue de les présenter aux membres, pour consultation, à la réunion du CN suivant la session de la CMP au cours de laquelle de nouveaux thèmes ont été ajoutés à la liste de thèmes pour les normes de la CIPV.

Après approbation par le CN d'un projet de spécification pour consultation par les membres, le Secrétariat en assure la diffusion publique et en informe les membres de la CIPV. La durée de la période de consultation des membres est de 60 jours. Le point de contact de la CIPV communique les observations au Secrétariat par l'intermédiaire du Système de mise en ligne des observations (OCS).

Le Secrétariat rassemble les observations reçues, en assure la diffusion publique et les communique au(x) responsable(s) de la NIMP et au CN pour examen. La spécification est examinée et approuvée par le CN puis rendue publique.

## **Phase 4: Élaboration d'un projet de NIMP<sup>3</sup>**

Un groupe d'experts (groupe de rédaction – groupe de travail ou groupe technique) rédige ou révisé le projet de NIMP selon la spécification concernée. Le projet de NIMP est ensuite recommandé au CN.

Le CN ou le CN-7 examine le projet de NIMP au cours d'une réunion (l'examen est réalisé par voie électronique dans le cas d'un protocole de diagnostic (PD) ou d'un traitement phytosanitaire (TP)) et décide s'il convient de l'envoyer aux membres pour consultation, de le renvoyer au(x) responsable(s) de la NIMP ou à un groupe d'experts chargé de la rédaction, ou encore de le mettre en attente. Lorsque le CN-7 se réunit, les observations formulées par tout membre du CN doivent être prises en compte.

---

<sup>3</sup> Cette procédure concerne les « projets de NIMP » et les « normes » pour simplifier le libellé, mais s'applique aussi à toute partie d'une NIMP, y compris les annexes, les appendices ou les suppléments.

### **Étape 3: Envoi des projets de NIMP aux membres pour consultation**

#### **Phase 5: Envoi des projets de NIMP aux membres pour consultation**

Après approbation par le CN de l'envoi du projet de NIMP aux membres pour consultation, le Secrétariat en assure la diffusion publique et en informe les membres de la CIPV. La durée de la consultation du projet de NIMP est de 150 jours. Le point de contact de la CIPV communique les observations reçues au Secrétariat par l'intermédiaire de l'OCS.

Le Secrétariat rassemble les observations reçues, en assure la diffusion publique et les communique au(x) responsable(s) de la NIMP pour examen. Le(s) responsable(s) examine(nt) les observations, élabore(nt) des réponses, révise(nt) le projet de NIMP et communique(nt) le tout au Secrétariat. Le CN en est ensuite saisi.

#### **Phase 6: Examen du projet de NIMP avant la session de la Commission des mesures phytosanitaires**

Compte tenu des observations reçues, le CN-7 ou le Groupe technique (pour les PD ou les TP) révise le projet de NIMP et le recommande au CN.

Lorsque le CN-7 ou le groupe technique a recommandé le projet de NIMP au CN, le Secrétariat en assure la diffusion auprès des membres de la CIPV pour la période d'élaboration des observations de fond et les en informe. Les membres de la CIPV disposent de 120 jours pour envoyer leurs observations et doivent se concentrer sur des questions de fond. Le point de contact de la CIPV communique les observations au Secrétariat par l'intermédiaire de l'OCS. Les membres du CN doivent examiner les observations reçues de leur région et transmettre au(x) responsable(s) de la NIMP les observations jugées les plus importantes, accompagnées de suggestions quant à la manière de les prendre en compte.

Le(s) responsable(s) de la NIMP examine(nt) les observations, élabore(nt) des réponses et révise(nt) le projet de norme. Le tout est présenté au Secrétariat et transmis au CN. Le projet de NIMP est mis à la disposition des membres de la CIPV.

Le CN examine les observations, les réponses du ou des responsable(s) de la NIMP et le projet de NIMP révisé. Il met au point un résumé des principaux points du projet de NIMP qu'il a examinés. Ce résumé figure dans le rapport de la réunion du CN. Le CN décide s'il convient de recommander le projet de NIMP à la CMP, de le mettre en attente, de le renvoyer au(x) responsable(s) de la NIMP ou à un groupe d'experts chargé de la rédaction, ou encore de le soumettre à une nouvelle série de consultations des membres de la CIPV.

Le Secrétariat doit assurer la diffusion du projet de NIMP dans les langues de l'Organisation dès que possible et au plus tard six semaines avant l'ouverture de la session de la CMP.

## Étape 4: Adoption et publication

### Phase 7: Adoption

Après approbation du CN, le projet de NIMP est inscrit à l'ordre du jour de la session de la CMP.

Tous les projets de NIMP présentés à la CMP peuvent faire l'objet d'une objection formelle<sup>4</sup>. Si une partie contractante a une objection formelle, elle la soumet au Secrétariat accompagnée de la justification technique et des suggestions d'amélioration, au plus tard 14 jours avant la session de la CMP. Le projet de norme est alors renvoyé au CN. Si aucune objection formelle n'est reçue, la CMP adopte la NIMP sans débat. Dans certains cas particuliers qui ne concernent pas PD ni les TP, le Président de la CMP peut proposer, en consultation avec le Président et le Secrétariat du CN, d'examiner une objection formelle au cours de la réunion de la CMP dans le but de la lever et d'adopter la norme.

Si le projet de NIMP a déjà été inscrit à l'ordre du jour de la CMP et a fait l'objet d'une objection formelle, le CN peut décider de le soumettre au vote de la CMP sans possibilité de présenter une objection formelle.

S'agissant des PD, la CMP a délégué au CN le pouvoir de les adopter en son nom. Après adoption du PD par le CN, le Secrétariat en assure la diffusion et informe les parties contractantes<sup>5</sup>. Les protocoles de diagnostic sont notifiés deux fois par an à des dates déterminées. Les parties contractantes disposent de 45 jours pour examiner le PD approuvé et présenter une objection formelle, le cas échéant. Si aucune objection formelle n'est reçue, le CN, au nom de la CMP, adopte le PD. La CPM prend acte des protocoles adoptés suivant cette procédure et les joint au rapport de la session de la CPM.

Lorsqu'une révision technique est nécessaire pour un PD adopté, le CN peut approuver les mises à jour à adopter par voie électronique. Les protocoles révisés sont publiés dès que le CN les a approuvés. La CPM prend acte des PD révisés suivant cette procédure et les joint au rapport de la session de la CPM.

### Phase 8: Publication

La NIMP adoptée est rendue publique et il en est fait état dans le rapport de la session de la CMP.

Les membres de la CIPV peuvent mettre sur pied un groupe d'examen linguistique et, conformément à la procédure les concernant, convenue par la CMP<sup>6</sup>, proposer des modifications aux traductions des NIMP dont il sera pris acte à la session suivante de la CMP.

---

<sup>4</sup> Une objection formelle devrait être une objection à l'adoption du projet de norme sous sa forme actuelle, étayée par des arguments techniques et envoyée par l'intermédiaire du point de contact officiel de la CIPV. Le Secrétariat n'émettrait aucun jugement quant à la validité de l'objection – une objection assortie de l'une ou l'autre forme de discussion technique sur le point en question serait acceptée comme formelle.

<sup>5</sup> Pour la traduction des protocoles de diagnostic, les membres sont tenus de se conformer au mécanisme de demande de traduction des protocoles de diagnostic dans les langues de la FAO en ligne sur le PPI ([https://www.ippc.int/index.php?id=1110995&no\\_cache=1&L=2&no\\_cache=1](https://www.ippc.int/index.php?id=1110995&no_cache=1&L=2&no_cache=1)).

<sup>6</sup> [https://www.ippc.int/index.php?id=1110770&no\\_cache=1&L=2](https://www.ippc.int/index.php?id=1110770&no_cache=1&L=2)

## APPENDICE 6: CADRE STRATÉGIQUE 2012-2019

### Résumé

La Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) est un instrument fondamental pour promouvoir des actions conjointes, la coopération internationale et l'initiative dans le domaine de la protection des plantes. La CIPV jouera un rôle croissant dans les prochaines années en tant que principal cadre international pour s'attaquer aux défis que posent la mondialisation et le mouvement transfrontière des ravageurs et des maladies des plantes, dénommés collectivement organismes nuisibles dans la CIPV.

Afin de relever le défi que constitue la protection des ressources végétales mondiales – notamment l'agriculture, les forêts, les habitats naturels, la biodiversité et la production vivrière – il est urgent de renforcer l'infrastructure qui appuie la CIPV afin de contribuer à prévenir la dissémination des organismes nuisibles. En particulier, la CIPV doit renforcer ses capacités à élaborer des normes internationales; établir et promouvoir des systèmes efficaces d'échange d'informations entre ses membres; traiter les problèmes de capacités techniques de tous les pays membres, en particulier les pays en développement, en vue de la mise en application de la Convention et des normes adoptées; et fournir une structure de soutien administratif durable permettant de répondre aux besoins et aux priorités des membres.

Les Organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) sont confrontées à un défi analogue. Du fait de la croissance rapide du volume et de la diversité des produits alimentaires et agricoles faisant l'objet d'échanges internationaux, nombre de nouvelles demandes sont adressées au personnel chargé de la protection des végétaux, qui a le plus grand mal à y répondre.

La vision de la CIPV est la suivante: Protéger les ressources végétales de la planète contre les organismes nuisibles.

Sa mission est formulée comme suit: Assurer la coopération entre les pays pour la protection des ressources végétales mondiales contre l'introduction et la dissémination des organismes nuisibles aux plantes, afin de soutenir la sécurité alimentaire, de préserver la biodiversité et de faciliter le commerce.

Ses objectifs stratégiques sont les suivants:

- A. protéger l'agriculture durable et renforcer la sécurité alimentaire mondiale en luttant contre la dissémination des organismes nuisibles;
- B. protéger l'environnement, les forêts et la biodiversité contre les organismes nuisibles;
- C. créer des possibilités de développement économique et commercial grâce à la promotion de mesures phytosanitaires harmonisées et reposant sur la science;
- D. renforcer les capacités phytosanitaires qui permettront aux membres de réaliser les objectifs A, B et C.

Les objectifs de ce cadre stratégique ne pourront être réalisés que si les membres s'engagent à coopérer à l'échelle mondiale, dans le cadre de la CIPV, mais surtout si les gouvernements et peut-être des parties prenantes non gouvernementales sont prêts à soutenir et à aider à financer les programmes et les infrastructures de la CIPV dans les années à venir.

## Introduction

La Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) joue aujourd'hui un rôle particulièrement important et pertinent, compte tenu de l'évolution des risques phytosanitaires associés à la dissémination des organismes nuisibles envahissants et de la nécessité de protéger les ressources végétales et la biodiversité, afin de garantir la sécurité alimentaire et d'appuyer l'expansion sans danger du commerce mondial et les possibilités de croissance économique. Il existe toutefois un fossé entre ce que la CIPV peut et doit faire en matière de protection des végétaux, à l'échelle mondiale, et les ressources dont elle dispose effectivement pour relever ces défis internationaux.

Les menaces généralisées et croissantes que les organismes nuisibles font planer sur les communautés agricoles et rurales, la biodiversité végétale et les habitats et écosystèmes naturels dans le monde demeurent des problèmes majeurs pour les agriculteurs, les forestiers et les agents chargés de la protection de l'environnement. De nouveaux organismes nuisibles sont identifiés ou des organismes connus tendent à devenir plus répandus et plus virulents en raison de l'évolution du commerce et du changement climatique, ce qui fait que la lutte contre les organismes nuisibles reste une question d'actualité. De plus, dans le contexte mondial, de nouveaux enjeux apparaissent constamment, qui changent l'environnement fonctionnel de la CIPV et auxquels la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) doit apporter de nouvelles réponses.

Les objectifs stratégiques de la CIPV pour les huit prochaines années prennent en compte ce contexte mondial en pleine évolution et englobent les grandes initiatives et actions de la CIPV visant à répondre, à l'échelle mondiale, aux besoins et aux demandes suivants:

- un approvisionnement alimentaire sûr et sans danger;
- un environnement protégé;
- un commerce et une croissance économique durables;
- un programme coordonné de renforcement des capacités.

Enfin la réalisation de ces objectifs et la reconnaissance de la CIPV par l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, en tant qu'organe normatif international responsable des normes phytosanitaires, permettront à la Convention d'être reconnue et appréciée dans le monde entier comme le premier cadre international pour la protection de l'agriculture et de l'environnement contre les organismes nuisibles, garantissant ainsi la sécurité alimentaire mondiale, et favorisant le commerce sans danger et les possibilités de croissance économique pour tous les pays membres. Ces objectifs ne pourront être réalisés qu'avec l'engagement des membres à coopérer dans le cadre de la CIPV et la volonté de soutenir les programmes et les infrastructures de la CIPV dans les années à venir.

S'agissant de la protection des ressources végétales, la CIPV contribue à:

- protéger les agriculteurs et les forestiers contre l'introduction et la dissémination de nouveaux organismes nuisibles;
- protéger la sécurité alimentaire;
- protéger le milieu naturel, les espèces végétales et la diversité des plantes;

- protéger les producteurs et les consommateurs contre les coûts liés à la lutte contre les organismes nuisibles et à leur éradication.

### **La Convention internationale pour la protection des végétaux**

La CIPV, approuvée en 1951, constitue le principal traité international pour protéger les ressources végétales mondiales (y compris les forêts, les plantes non cultivées et la biodiversité) contre les organismes nuisibles et faciliter le transport sans danger des plantes et des produits d'origine végétale dans le monde. La Convention est déposée auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et est administrée par celle-ci. Actuellement, la CIPV comprend plus de 175 parties contractantes et d'autres pays adhérant volontairement à la Convention.

La Convention a été amendée en 1979 et en 1997. Les amendements de 1997 étaient particulièrement importants en ce sens qu'ils portaient création d'un Secrétariat, d'une Commission des mesures phytosanitaires (organe directeur) et d'un mécanisme d'établissement de normes phytosanitaires. Depuis 1997, les demandes adressées à la CIPV, qu'il s'agisse de nouveaux travaux d'élaboration de normes phytosanitaires, de la fourniture d'une assistance technique ou de la diffusion mondiale d'informations sur les organismes nuisibles, ont augmenté à un rythme supérieur à la croissance de ses ressources et de ses financements. Après soixante ans de mise en application de la Convention, le programme de travail est arrivé à maturité et le moment est venu d'élaborer une nouvelle phase de mise en œuvre.

### **Organismes nuisibles des végétaux**

L'introduction ou l'apparition de foyers d'organismes nuisibles des végétaux a eu des incidences graves sur la sécurité alimentaire et/ou des retombées négatives pour l'économie (voir Encadré 1). Toute une gamme de ravageurs et de maladies des plantes (dénommés collectivement organismes nuisibles dans la CIPV) menace la production vivrière mondiale (y compris les produits d'alimentation animale), la sylviculture et la flore sauvage des environnements naturels. Certaines invasions historiques des organismes nuisibles sont bien connues, comme le mildiou de la pomme de terre (*Phytophthora infestans*) en Irlande, la rouille du café (*Hemileia vastatrix*) à Sri Lanka et au Brésil, le phylloxéra de la vigne (*Viteus vitifoliae*) en Europe et aux États-Unis, la flétrissure sud-américaine des feuilles de l'hévéa (*Microcyclus ulei*) au Brésil, la rouille noire du blé (*Puccinia graminis*) en Amérique du Nord, la maladie hollandaise de l'orme (*Ophiostoma ulmi*) en Europe et la spongieuse (*Lymantria dispar*) dans les forêts de la côte ouest de l'Amérique du Nord.

Les effets des organismes nuisibles peuvent varier fortement, allant de négligeables à extrêmement élevés, mais il est en général difficile d'en saisir complètement les retombées. Si l'on peut empêcher les organismes nuisibles de s'établir dans une zone, les ressources utilisées pour la prévention sont toujours nettement inférieures à celles nécessaires pour la lutte à long terme, l'enrayement et l'éradication (si possible) après l'introduction, ou aux coûts que comporterait l'inaction.

### Encadré 1: Exemples d'organismes nuisibles importants, jusque-là non signalés dans une zone

Le grand capucin des céréales, *Prostephanus truncatus*, a été introduit par hasard de l'Amérique centrale en Tanzanie à la fin des années 70, et s'est répandu dans d'autres pays de la région. En Afrique de l'Ouest, c'est au Togo qu'il a été observé pour la première fois au début des années 80. Il est maintenant disséminé dans de nombreux pays africains et il est devenu l'organisme nuisible le plus destructeur du maïs entreposé et du manioc séché, tant en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique de l'Est. Dans les pays plus tropicaux d'Afrique, le grand capucin des céréales a détruit jusqu'à 70 à 80 pour cent du maïs en grain entreposé et 30 à 40 pour cent du manioc. La CIPV travaille actuellement à une norme internationale pour les mesures phytosanitaires (NIMP) concernant le transport international des céréales, qui peut aider à réduire les risques d'introduction d'organismes nuisibles de ce type.

Le longicorne asiatique, *Anoplophora glabripennis*, est considéré comme une espèce envahissante en Amérique du Nord, parce qu'il constitue une grave menace pour de nombreuses espèces de feuillus. Cet organisme nuisible est arrivé en Amérique du Nord dans les années 80 dans les matériaux d'emballage en bois. S'il s'établit aux États-Unis, il peut avoir un impact important sur les forêts naturelles, l'industrie des produits forestiers et l'environnement urbain; les pertes pourraient se chiffrer à 1,2 milliard d'arbres s'il devait se disséminer dans tout le pays. Dans l'est des États-Unis seulement, 4 millions d'emplois dépendent des forêts, qui sont vulnérables au longicorne asiatique. La CIPV a introduit la NIMP 15: 2009 « [Réglementation des matériaux d'emballage en bois utilisés dans le commerce international](#) » pour réduire au minimum de nouveaux risques d'introduction d'organismes nuisibles, par l'intermédiaire des emballages en bois.

On ne peut que constater une augmentation des risques liés au champignon responsable de la rouille noire des céréales, *Puccinia graminis tritici*, Ug99, qui a des effets mortels sur la seconde récolte du monde, en volume, celle de blé. Ce champignon aux effets meurtriers, Ug99, provoque la rouille des tiges, qui peut détruire des champs entiers de blé. On a repéré pour la première fois, en 2010, deux nouvelles formes agressives du champignon en Afrique du Sud et l'on craint qu'elles ne se propagent. Or, plus d'un milliard de personnes vivant dans des pays en développement dépendent du blé pour leur alimentation et leurs revenus (voir <http://pulitzercenter.org/blog/untold-stories/global-threat-wheat-killer-rises>). On cherche actuellement à améliorer la résistance des cultures, mais les menaces et les retombées négatives liées à ce champignon se poursuivront pendant de nombreuses années, dévastant les champs dans de nombreux pays.

Le Huanglongbing des agrumes, *Liberibacter spp.*, connu aussi sous le nom de maladie de verdissement des agrumes, est considéré comme la maladie la plus grave des [agrumes](#), causée par un [pathogène vectorisé](#). La transmission s'effectue par *Diaphorina citri*. La maladie s'est propagée dans les pays ou régions suivants: [Chine](#), [Inde](#), [Sri Lanka](#), [Malaisie](#), [Indonésie](#), [Myanmar](#), [Philippines](#), [Pakistan](#), [Thaïlande](#), Japon ([Îles Ryukyu](#)), [Népal](#), [Maurice](#), et [Afghanistan](#). D'autres régions en dehors de l'Asie ont également signalé la maladie, notamment l'[Arabie saoudite](#), le [Brésil](#) et, plus récemment, les États-Unis, le Mexique, le Belize et d'autres pays d'Amérique Centrale. Le verdissement des agrumes réduit fortement la production, détruit la valeur économique des fruits et fait périr les arbres.

L'eudémis, *Lobesia botrana*, appelé aussi tordeuse de la vigne européenne, est le premier nuisible de la vigne, où il a été introduit. Il s'agit d'un organisme nuisible d'importance économique au Chili, en Europe, en Méditerranée, dans le sud de la Russie, au Japon, au Moyen-Orient, au Proche-Orient et dans le nord et l'ouest de l'Afrique. Il a été signalé dans les régions vinicoles du Chili (2008), des États-Unis (Californie) (2009) et de l'Argentine (2010). Si des mesures ne sont pas prises, les dégâts peuvent être considérables et entraîner des pertes pouvant atteindre 80 à 100 pour cent. Selon une première analyse effectuée en Californie, la présence d'Eudémis aura une incidence grave sur la production de raisins et de fruits à noyaux dans cet État, avec des retombées sur les communautés locales, l'économie de l'État, ainsi que le commerce intérieur et international, étant donné la disponibilité réduite de produits frais et transformés. En Californie, la production de raisins menacée par ce ravageur a été évaluée à 2,9 milliards d'USD en 2008. Depuis la première détection dans le pays (2008), le Gouvernement chilien a lancé un programme officiel de lutte contre cet organisme nuisible, d'un montant d'environ 10 millions d'USD par an.



La mouche méditerranéenne des fruits, *Ceratitis capitata*, est un ravageur important des fruits et des légumes et a d'énormes effets négatifs sur la production horticole. Elle a été détectée pour la première fois au Mexique en 1977. Un programme conjoint a été lancé l'année suivante par le Mexique et les États-Unis pour empêcher toute nouvelle introduction à partir de l'Amérique centrale. Sans le programme actuel de lutte et d'éradication mis en place au Mexique, les pertes auraient pu se chiffrer à environ 4,2 millions d'USD, représentant les pertes de fruits et de légumes et le coût des pesticides à utiliser pour enrayer cet organisme nuisible. De plus, la perte de ventes à l'exportation est estimée à 25,8 millions d'USD, alors que les effets indirects (détérioration de la santé publique dans les zones rurales, perte d'emplois dans le secteur horticole et dommages à l'environnement) sont évalués à 17,5 millions d'USD.

### Contexte mondial du cadre stratégique

Le monde a énormément changé depuis que la CIPV est entrée en vigueur en 1952. Les grandes orientations et les tendances internationales qui devraient influencer ou limiter, dans les années à venir, les politiques réglementaires et les programmes concourant à la protection internationale des végétaux sont variées et complexes. Elles s'articulent essentiellement autour de quatre grands thèmes: la situation commerciale et économique mondiale; l'environnement et les ressources naturelles (y compris le changement climatique); les tendances démographiques; et la sécurité alimentaire. Les défis qu'auront à relever les politiques réglementaires sont modelés par ces questions<sup>1</sup>.

### Situation économique et commerciale mondiale

Outre les questions que pose actuellement la mondialisation, les analystes ont noté une profonde évolution des modes de commercialisation ces dernières années. La demande des consommateurs a diminué dans plusieurs pays; les liquidités, la confiance des investisseurs, le crédit et la consommation ont diminué, paralysant le commerce international. Du fait de la crise financière mondiale, plusieurs pays se sont repliés sur eux-mêmes et ont porté leur attention sur l'emploi et la situation budgétaire.

Afin de conserver et de créer des emplois, il est probable que de nombreux gouvernements continueront à se tourner vers les marchés étrangers et à promouvoir les exportations dans le cadre de leur stratégie générale de croissance économique. Parallèlement, les pays qui ne sont pas en général de grands exportateurs devraient constituer de nouvelles sources de produits alimentaires et agricoles à valeur ajoutée et à forte croissance. Des économies en développement émergent et continueront d'émerger en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans d'autres régions et ont une influence grandissante sur les politiques économiques mondiales<sup>2</sup>.

On devrait donc assister à une expansion des échanges commerciaux, à mesure que les capacités commerciales et l'intérêt des pays augmentent, y compris les débouchés commerciaux qui profitent aux secteurs agricoles et ruraux. Cette dépendance constante à l'égard des échanges internationaux et régionaux, y compris les échanges de produits alimentaires et agricoles, pour stimuler la croissance économique ne manquera pas d'accroître les pressions exercées sur la CIPV et les Organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV), pour qu'elles gèrent les risques liés aux organismes nuisibles dans ces nouveaux flux commerciaux ou dans ces flux élargis et qu'elles établissent les normes

<sup>1</sup> On trouvera un tableau général de la situation dans le *Plan à moyen terme 2010-13 et Programme de travail et budget 2010-11 du Directeur général* (Document C 2009/15 présenté à la trente-sixième session de la Conférence, 18-23 novembre 2009) et dans le *Cadre stratégique 2010-2019* (Document C 2009/3, préparé pour la Conférence précitée).

<sup>2</sup> Rapport FAO/Nations Unies cité par le New York Times dans son article du 25 janvier 2010.

internationales, les bases de connaissances et les orientations techniques voulues pour garantir des échanges sans danger. En outre, la réduction du rôle des gouvernements rendra encore plus nécessaires la participation et les initiatives de gestion du secteur privé.

### **Environnement et ressources naturelles**

Les effets du changement climatique au 21<sup>e</sup> siècle devraient être très variés. La situation est complexe, mais plusieurs facteurs méritent d'être mentionnés:

Quelle que soit l'approche adoptée par les gouvernements au regard des défis que pose le changement climatique, les politiques visant à réduire les effets dommageables pour l'environnement seront une priorité, mais elles seront pondérées par la nécessité de maintenir et d'accroître la production vivrière durable, afin de lutter contre la pauvreté et de nourrir leurs populations.

Les gouvernements d'un nombre croissant de pays cherchent à assurer la sécurité énergétique nationale grâce à des solutions permettant de remplacer les combustibles fossiles, notamment par la production de biocarburants.

Les effets dévastateurs du bromure de méthyle sur la couche d'ozone sont bien connus et documentés, et des mesures phytosanitaires de remplacement sont encouragées (voir Recommandation 1 de la CIPV).

Les options de traitement chimique pour la protection intégrée contre les organismes nuisibles seront considérablement réduites si l'on tient compte de leur impact sur l'environnement et les ressources naturelles.

La nécessité d'assurer une utilisation efficace et efficiente de l'eau pourrait influencer le choix des zones de production et des cultures vivrières.

Les préoccupations croissantes concernant le changement climatique et la protection de l'environnement obligeront la CIPV et les ONPV à être de plus en plus conscientes des risques d'évolution des aires de répartition des organismes nuisibles, sous l'effet du changement climatique. Il faudra encourager l'adoption de mesures respectueuses de l'environnement pour réduire les effets des organismes nuisibles sur la production vivrière et l'environnement et pour faciliter le transport sans danger des denrées faisant l'objet des échanges internationaux.

### **Tendances démographiques**

La croissance de l'urbanisation et de l'exode rural est une tendance démographique mondiale. Cet abandon à grande échelle des campagnes au profit des villes risque de compromettre la productivité des communautés rurales, un problème que les gouvernements peuvent chercher à résoudre grâce à des programmes de développement rural mettant l'accent sur des denrées alimentaires et autres produits végétaux sûrs, durables, produits et commercialisés localement.

Les taux de croissance démographique sont généralement plus élevés dans les pays en développement que dans les pays développés. Au cours des 30 prochaines années, le pouvoir économique basculera vers les pays en développement, où l'on trouvera les classes moyennes et les consommateurs de demain<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Goldstone, Jack A. 2010. The new population bomb. *Foreign Affairs* (January /February issue, 2010), page 38.

Ces évolutions démographiques, y compris les migrations, devraient modifier la culture et le régime alimentaires dans le monde entier, déterminant de nouveaux modes de consommation et de demande alimentaires. À la suite de ces évolutions, de nouveaux types de produits alimentaires, y compris des produits horticoles, seront transportés, légalement ou illégalement, vers de nouveaux marchés et de nouvelles destinations.

### **Sécurité alimentaire**

La sécurité alimentaire – c'est-à-dire la disponibilité d'approvisionnements alimentaires suffisants et la possibilité d'y accéder – a de nombreuses dimensions, y compris le changement climatique, les organismes nuisibles (dont les espèces envahissantes), le commerce, l'aide alimentaire, les nouvelles technologies de production et le développement rural. La tendance à une utilisation accrue des terres par les pays émergents aggraverait la sécurité alimentaire notamment dans le monde en développement, où les cadres de réglementation phytosanitaire souffrent d'un manque de capacités. L'aide alimentaire continuera d'être l'une des grandes priorités des pays et des organisations internationales comme réponse humanitaire aux catastrophes naturelles dans le monde.

Les pays développés sont encouragés à chercher des possibilités de renforcement des capacités, d'assistance technique et de promotion du commerce<sup>4</sup>. Toutefois c'est par l'augmentation des échanges commerciaux, et non par l'aide alimentaire, que les pays en développement deviendront plus indépendants et plus riches. Les organismes réglementaires nationaux seront vraisemblablement de plus en plus appelés à fournir des compétences dans des domaines comme le renforcement des capacités, la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies, la commercialisation et le commerce, l'utilisation de nouvelles technologies (fabrication), et à contribuer ainsi à la sécurité alimentaire mondiale. Cependant si les pays en développement ne se préparent pas comme il convient pour faire face à la demande de ces services, ils continueront à avoir du mal à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

Les préoccupations croissantes concernant la sécurité alimentaire et la disponibilité d'aliments suffisants pour nourrir, à l'avenir, des populations en expansion posent des problèmes d'envergure à de nombreux pays, dans le monde entier. La CIPV a un rôle important à jouer à cet égard, en renforçant les capacités des pays pour les aider à contrôler les risques inhérents aux organismes nuisibles des végétaux et à intervenir, constituant ainsi une première ligne de défense fondamentale pour sauvegarder les approvisionnements alimentaires des pays.

### **Accès aux compétences et aux informations scientifiques**

De nombreux pays sont confrontés à une baisse des compétences phytosanitaires à fondement scientifique disponibles, alors que celles-ci sont essentielles pour soutenir les politiques publiques portant sur le développement agricole et commercial. Cette baisse est due en grande partie à ce que l'on appelle l'empêchement taxonomique, c'est-à-dire la diminution des investissements publics dans le personnel, les fonds et la formation, qui a provoqué une perte d'expertise, d'outils et de services taxonomiques. Ce phénomène ne se limite pas aux services phytosanitaires : il s'étend aussi aux services de diagnose nécessaires à la protection de l'environnement et de la biodiversité. Les membres de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont instauré un système de financement, appelé le Fonds de partenariat taxonomique mondial, de manière à accroître les financements destinés à renforcer la

---

<sup>4</sup> Accord SPS de l'OMC, Article 9 qui énonce « Les Membres conviennent de faciliter l'octroi d'une assistance technique à d'autres Membres, en particulier aux pays en développement Membres », et Cycle de Doha pour le développement.

fourniture institutionnelle de services taxonomiques. (On trouvera à l'Encadré 2 des références concernant la question des compétences phytosanitaires.)

#### **Encadré 2: Sources d'information concernant les compétences phytosanitaires**

**Rassmann, Kornelia et Smith, Richard. 2011.** *Business plan for the preparatory phase of The Global Taxonomy Partnership Fund*. CBD, UNEP/CBD/GTI-CM/11/INF/2, 27 mai 2011 (disponible en anglais à l'adresse <http://www.cbd.int/doc/?meeting=4847>, consulté en juin 2011).

**Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP).** 2004. La santé des plantes menacée (« Déclaration de Madère »); déclaration faite lors du colloque du Conseil de l'OEPP, Madère, septembre 2004 (voir *Bulletin OEPP*, 40 (2010): 127).

**Miller, Sally A., Beed, Fen D. et Harmon, Carrie Lapaire. 2009.** Plant disease diagnostic capabilities and networks. *Annual Rev. Phytopathol.*, 47: 15–38.

La CIPV peut jouer un rôle fondamental en tant qu'enceinte mondiale où peuvent voir le jour des réseaux, partenariats et associations ayant trait aux compétences et aux ressources scientifiques et phytosanitaires. Les pays membres de la CIPV peuvent, par l'intermédiaire de ces réseaux, rechercher et utiliser au mieux les compétences phytosanitaires disponibles dans d'autres institutions, d'autres pays ou d'autres régions.

De plus, la CIPV fournit des services de gestion des connaissances, comme suit:

- elle permet aux gouvernements nationaux, aux organisations régionales de protection des végétaux (ORPV) et au Secrétariat d'honorer leurs obligations en matière de présentation de rapports, telles qu'elles sont stipulées par la CIPV;
- elle appuie les politiques générales et les décideurs;
- elle améliore l'accès aux informations scientifiques;
- elle analyse objectivement les capacités nationales et les tendances mondiales;
- elle renforce la transparence et la confiance entre les partenaires commerciaux;
- elle assure la gestion de l'information pour l'ensemble du programme de travail de la CIPV.

#### **Défis des politiques réglementaires**

En raison de l'augmentation des volumes et de la diversité du commerce, des possibilités d'accès à de nouveaux marchés ou à des marchés émergents et de la baisse des ressources humaines et financières nécessaires pour mettre en application la réglementation phytosanitaire, les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) devront concentrer leurs efforts sur la révision des politiques en vigueur, de manière à répondre à l'évolution de l'environnement et des risques, à l'échelle mondiale. Ces efforts de révision et de mise à jour des politiques phytosanitaires nationales contribueront également à maintenir la confiance du public dans les règlements et les programmes phytosanitaires et à assurer l'octroi de ressources financières à ces programmes.

Il faut en même temps que les parties prenantes privées participent davantage aux efforts et acceptent d'assumer des responsabilités dans le domaine phytosanitaire. Des mesures incitatives vigoureuses doivent être mises en place pour que les pouvoirs publics et le secteur phytosanitaire adoptent un comportement limitant les risques. Une collaboration plus étroite entre les pouvoirs publics et le secteur phytosanitaire améliorerait les chances de

contrer efficacement les risques phytosanitaires croissants dus à la mondialisation et au changement climatique. En général, le cadre d'orientation des mesures phytosanitaires devrait tenir compte des efforts déployés par les cultivateurs et les négociants, dans des activités qui contribuent à protéger la santé des végétaux. De cette façon, les gouvernements pourraient utiliser plus efficacement leurs ressources afin de se concentrer sur les questions présentant les plus hauts risques. Cela pourrait aussi inciter les cultivateurs et les producteurs à accorder une attention accrue aux questions phytosanitaires et encourager un meilleur partage des responsabilités entre le secteur public et le secteur privé. Dans les interactions entre les pouvoirs publics et les parties prenantes, on pourrait envisager des instruments non juridiques.

Les préoccupations que suscitent de plus en plus la protection de l'environnement, les espèces exotiques envahissantes et les menaces pour la biodiversité témoignent de l'influence croissante de la protection de l'environnement dans les politiques de production végétale et les politiques commerciales. On peut s'attendre à une évolution dans ce domaine étant donné que les gouvernements et la communauté internationale s'intéressent de plus en plus à la protection des ressources naturelles et de l'écosystème agricole.

En raison de l'élimination progressive du bromure de méthyle en vertu du Protocole de Montréal, les ONPV se tournent de plus en plus vers des solutions associant des mesures différentes de lutte contre les organismes nuisibles (comme des approches systémiques). Ces approches intégrées sont de plus en plus utilisées pour répondre à l'opposition croissante du public qui, pour des raisons de santé humaine et de protection de l'environnement, est hostile aux méthodes à base de pesticides chimiques employées pour lutter contre l'apparition de foyers et permettre aux pays de s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole de Montréal.

Sur le plan de la protection des végétaux, les nouvelles technologies fourniront aux ONPV des outils plus nombreux pour faciliter l'inspection et la certification des produits, améliorer la diagnose des organismes nuisibles, renforcer la traçabilité des produits et assurer une communication efficace et rapide. Les politiques réglementaires devraient encourager l'utilisation de ces outils.

### **Baisse des ressources consacrées aux mesures collectives**

Depuis 1997, les demandes adressées à la CIPV et à son Secrétariat et les attentes des membres ont augmenté à un rythme supérieur à la croissance de ses ressources et des financements disponibles pour soutenir les mesures collectives de la Commission, convenues au niveau mondial, visant à prévenir la dissémination des organismes nuisibles et à protéger les ressources végétales.

Le fossé continue à se creuser entre le rôle que la CIPV peut et doit jouer en matière de protection phytosanitaire à l'échelle mondiale et les ressources qui sont mises à sa disposition pour faire face aux menaces croissantes liées aux organismes nuisibles et aux maladies. Actuellement, la situation économique mondiale, caractérisée par le déficit des budgets nationaux, le ralentissement de la croissance économique et le faible niveau de l'emploi, continuera à limiter l'aptitude des gouvernements à engager des ressources supplémentaires au niveau international. Ces réalités économiques mondiales constitueront un grand facteur limitant pour la CIPV et sa capacité de mise en application et de réalisation des objectifs énoncés dans le plan stratégique.

En conséquence, pour réaliser les objectifs définis dans ce plan stratégique, il faudra non seulement que les membres s'engagent à collaborer aux efforts mondiaux, par

l'intermédiaire de la CIPV, mais aussi et surtout que les gouvernements et, peut-être, les parties prenantes non gouvernementales, soient disposés à soutenir et financer les programmes et les infrastructures de la CIPV dans les années à venir.

### **La CIPV dans le cadre stratégique de la FAO**

L'Acte constitutif de la FAO (Articles I et XIV) prévoit un rôle central pour la FAO, celui d'être une instance neutre au sein de laquelle les Membres négocient les instruments internationaux. Il s'agit notamment d'accords multilatéraux, de codes, de bonnes pratiques, de normes internationales, de plans d'action ou d'autres mesures collectives nécessaires pour réaliser un but commun (réduction de la faim et de la pauvreté) ou une cause commune pour l'agriculture mondiale (production agricole durable) ou encore la protection de la sécurité alimentaire et la conservation et la protection des ressources naturelles dans le monde.

Cette fonction essentielle d'instance neutre facilite et appuie les efforts des parties contractantes visant à élaborer des instruments juridiques régionaux et internationaux et la mise en œuvre des obligations nationales qui en découlent. La CIPV est l'un de ces instruments juridiques intergouvernementaux relevant de la FAO, qui rassemble des responsables de la santé des plantes du monde entier pour unir leurs efforts afin de prévenir la dissémination des organismes nuisibles et protéger les ressources végétales mondiales.

Les trois objectifs mondiaux fondamentaux de la FAO sont les suivants:

- **réduire le nombre absolu de personnes souffrant de la faim** et bâtir progressivement un monde offrant à tous la possibilité de disposer à tout moment d'une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active;
- **éliminer la pauvreté et favoriser le progrès social et économique pour tous** en augmentant la production alimentaire, en favorisant le développement rural et en pérennisant les moyens d'existence;
- **gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles**, y compris la terre, l'eau, l'air, le climat et les ressources génétiques, au profit des générations présentes et futures.

La CIPV, en tant qu'organe de la FAO créé en vertu de l'Article XIV (qui comprend les conventions établies et acceptées par les Membres de la FAO et financées par la FAO), joue un rôle fondamental pour appuyer chacun de ces grands objectifs grâce à ses programmes, ses normes et ses actions visant à prévenir les pertes de produits alimentaires et à protéger les ressources naturelles contre les menaces omniprésentes des organismes nuisibles. Un aspect du mandat de la CIPV fait partie intégrante de l'objectif stratégique intitulé Intensification durable de la production végétale du Cadre stratégique de la FAO.

Les fonctions de base de la FAO, en matière de facilitation et de soutien de la coopération intergouvernementale et des actions conjointes, se retrouvent également dans les activités principales de la CIPV, en particulier celles consistant à:

- **(2)(1) stimuler la création, la diffusion et l'utilisation d'informations et de connaissances**, y compris de statistiques, c'est-à-dire gérer les connaissances;

- ~~(3)~~(2) négocier des instruments internationaux, établir des normes et des directives volontaires, appuyer l'élaboration d'instruments juridiques nationaux et promouvoir leur mise en application;
- ~~(4)~~(3) promouvoir le soutien technique pour le transfert des technologies; catalyser le changement; et développer les capacités, en particulier dans les institutions rurales;
- ~~(5)~~(4) recourir à la sensibilisation et à la communication pour mobiliser la volonté politique et promouvoir une prise de conscience, à l'échelle mondiale, des mesures requises dans les domaines relevant du mandat de la FAO.
- ~~(6)~~(5) Chacune des fonctions principales énoncées ci-dessus est prise en compte dans le programme de travail de la CIPV en tant que contribution majeure à la sécurité alimentaire mondiale. Plus particulièrement:
- ~~(7)~~(6) gestion des connaissances, y compris échange d'informations liées à la présence d'organismes nuisibles et à l'apparition de foyers, et mise en commun d'autres informations officielles sur la protection des plantes, entre les pays;
- ~~(8)~~(7) normes internationales pour la santé végétale (reconnues par l'OMC en tant que références fondées sur la science pour guider le commerce sans danger des produits végétaux) et directives pour l'expansion sans danger du commerce des produits alimentaires et agricoles;
- ~~(9)~~(8) renforcement des capacités visant à aider les pays à sauvegarder leurs ressources végétales et celles de leurs voisins;
- ~~(10)~~(9) plaidoyer de la CIPV afin d'accroître sa visibilité et son influence auprès des parties contractantes pour ce qui concerne la gestion de la lutte contre les organismes nuisibles dans le monde;
- ~~(11)~~(10) forum non contraignant mis à la disposition des membres pour le règlement des différends.

La FAO prévoit dans son Plan à moyen terme 2010-13 l'élaboration et la mise en œuvre de normes et plans d'action reconnus au plan international, notamment l'élaboration de projets de normes pour examen technique et élaboration au niveau intergouvernemental. Or, ces activités dépendent du soutien du Secrétariat de la CIPV aux organes appropriés. Autrement dit, sans une dotation en personnel suffisante et durable, le Secrétariat de la CIPV ne pourra pas réaliser ses objectifs stratégiques ni ceux de la FAO. Le Secrétariat de la CIPV apporte un soutien fondamental et nécessaire à l'élaboration de normes internationales pour la santé des végétaux, à la mise en œuvre d'un programme d'échange actif d'informations entre ses membres, à la réalisation de programmes de formation et de renforcement des capacités, et un service de règlement des différends non contraignant.

La FAO assure le financement de base de la CIPV, mais il faudra aussi formuler et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources nécessaires, sur une base durable, pour que le Secrétariat de la CIPV puisse disposer d'un personnel de base compétent, capable de réaliser de manière durable et adéquate le programme de travail de la CIPV. Le programme de la CIPV sera influencé par l'évolution de la situation économique et commerciale mondiale, les problèmes ayant trait aux ressources naturelles et à l'environnement, les tendances démographiques, les priorités et les politiques en matière de sécurité alimentaire, et les défis des politiques réglementaires. L'organe directeur de la CIPV, la Commission des mesures phytosanitaires (CMP), et le Secrétariat de la CIPV, continueront

à classer par ordre de priorité les activités et à adopter de nouveaux outils pour le suivi et l'évaluation des programmes, dans un objectif d'efficacité maximale et de résultats optimaux.

## **CADRE STRATÉGIQUE DE LA CIPV**

La CIPV a été et demeure un instrument fondamental de la FAO pour assurer la sécurité alimentaire, la conservation des ressources végétales et le renforcement des capacités phytosanitaires parmi ses membres. Le présent cadre stratégique aligne plus étroitement les activités de la CIPV sur les objectifs stratégiques de la FAO et sur le système de gestion de la FAO axé sur les résultats.

### **Vision de la CIPV**

*Protéger les ressources végétales de la planète contre les organismes nuisibles.*

### **Mission de la CIPV**

*Assurer la coopération entre les États afin de protéger les ressources végétales mondiales contre l'introduction et la dissémination des organismes nuisibles des plantes, afin de préserver la sécurité alimentaire et la biodiversité et de faciliter le commerce.*

### **Objectifs stratégiques**

Les objectifs stratégiques de la CIPV pour 2012–2019 sont les suivants:

- A. *protéger l'agriculture durable et renforcer la sécurité alimentaire mondiale, en empêchant la dissémination des organismes nuisibles;*
- B. *protéger l'environnement, les forêts et la biodiversité contre les organismes nuisibles;*
- C. *faciliter la croissance économique et le développement des échanges, grâce à la promotion de mesures phytosanitaires à fondement scientifique, harmonisées sur le plan international;*
- D. *renforcer les capacités phytosanitaires des membres pour leur permettre de réaliser les objectifs a), b) et c).*

Les objectifs stratégiques et les moyens de les réaliser dans les huit années qui viennent sont décrits ci-après. Chaque objectif renferme un certain nombre de résultats organisationnels à atteindre. La possibilité d'atteindre effectivement ces résultats dépendra de la disponibilité de ressources appropriées et suffisantes.

Les ORPV jouent un rôle essentiel dans le cadre de la CIPV, dans la mesure où elles encouragent l'application de la Convention au niveau régional. Elles sont aussi des partenaires importants de la CIPV pour l'élaboration de mesures concrètes visant à prévenir la dissémination d'organismes nuisibles susceptibles d'affecter l'agriculture, la sécurité alimentaire et la biodiversité et pour la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités. Un partenariat effectif avec les ORPV est donc essentiel pour réaliser les objectifs stratégiques suivants.

#### **A. Protéger l'agriculture durable et renforcer la sécurité alimentaire mondiale, en empêchant la dissémination des organismes nuisibles**

La croissance démographique attendue (et de meilleures perspectives de revenus dans de nombreux domaines) suscitera un accroissement de la demande alimentaire, aujourd'hui et dans les prochaines années. Les tendances démographiques peuvent aggraver la situation de la sécurité alimentaire à l'échelle planétaire, mais surtout dans les régions en développement, en particulier en Afrique subsaharienne. Selon les estimations de la FAO, la production agricole mondiale devrait



augmenter de quelque 70 pour cent pour couvrir les besoins alimentaires de la population en 2050. La production agricole devrait continuer de compter pour plus de 80 pour cent de l'alimentation mondiale. Plus de 70 pour cent de l'augmentation de la production agricole nécessaire devra provenir de l'intensification durable, sur les superficies cultivées actuelles, voire sur des superficies en diminution, sans pour autant compromettre la capacité de produire encore plus à moyen terme. Les stratégies d'intensification de la production agricole doivent être plus durables que celles utilisées actuellement ou dans le passé. Elles doivent valoriser et améliorer des services écosystémiques comme la dynamique des nutriments des sols, la pollinisation, la lutte contre les organismes nuisibles et la conservation de l'eau. Elles doivent aussi s'appuyer sur la lutte intégrée contre les organismes nuisibles, l'agriculture de conservation, l'accès aux ressources phytogénétiques et leur utilisation, une meilleure gestion des sols et de la biodiversité liée à l'agriculture, tout en réduisant la pollution de l'eau, de l'air et des sols. Les pays et les régions doivent renforcer leurs capacités de surveillance et de détection des organismes nuisibles transfrontières et préparer des interventions rapides pour faire face à l'apparition de foyers, afin que ces organismes ne puissent pas menacer les autres régions et partenaires commerciaux<sup>5</sup>.

Les ONPV et ORPV pleinement fonctionnelles protègent l'agriculture, l'environnement et les ressources naturelles contre les effets néfastes des organismes nuisibles, et contribuent ainsi à améliorer la sécurité alimentaire et à ouvrir des débouchés commerciaux aux pays. Un système national efficace visant à prévenir l'introduction et la dissémination d'organismes nuisibles doit être mis en place, en coopération avec les parties prenantes pertinentes, sur la base de responsabilités partagées entre les pouvoirs publics et le secteur privé. C'est pourquoi la CIPV et les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) fournissent le cadre dont les ONPV ou les ORPV ont besoin pour un fonctionnement efficace, par exemple la création et le fonctionnement d'un système réglementaire des importations, la façon de procéder à une analyse des risques, et des directives pour la surveillance, l'évaluation de la situation des organismes nuisibles et leur éradication. Les NIMP incluent aussi des protocoles de diagnose qui facilitent l'identification des principaux organismes nuisibles des végétaux et des produits végétaux ainsi que des traitements à appliquer et des différentes options de protection intégrée contre les organismes nuisibles. Les normes qui seront élaborées à l'avenir porteront sur des organismes nuisibles et des denrées alimentaires spécifiques.

Le Portail phytosanitaire international (PPI – <https://www.CIPV.int>) est le principal outil d'échange d'informations de la CIPV. Il assure l'ensemble des services de gestion de l'information nécessaires au programme de travail de la CIPV et fournit plus spécifiquement des informations sur l'incidence des organismes nuisibles des végétaux et produits végétaux, grâce à un système de signalisation des organismes nuisibles. Il est prévu d'intensifier la diffusion des alertes sur les organismes nuisibles en renforçant les capacités des membres et leur accès aux systèmes de signalisation électroniques, notamment par l'intermédiaire des ORPV.

Cet objectif stratégique appuiera fermement l'objectif de la FAO visant l'intensification durable de la production végétale<sup>6</sup>.

### **Résultats organisationnels**

A1 – Les organismes nuisibles sont détectés, signalés et éradiqués ou maîtrisés, grâce à des systèmes améliorés d'inspection, de suivi, de surveillance, de diagnose, de signalisation des organismes nuisibles et d'intervention.

A2 – Les ONPV reçoivent une assistance pour gérer les problèmes liés aux organismes nuisibles, de manière à améliorer l'intensification durable des cultures; le cas échéant,

---

<sup>5</sup> FAO. Cadre stratégique de la FAO pour 2010–2019.

<sup>6</sup> FAO. 2011. Produire plus avec moins: guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne. Rome, Italie.

des ressources techniques seront produites sur la mise en application des normes. Les pays mettent en commun des informations sur ces systèmes de gestion.

A3 – Les NIMP pertinentes facilitent le transport des produits alimentaires et des produits horticoles de base.

A4 – La sécurité alimentaire est améliorée, grâce à l'ajustement de la stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires nationales de la CIPV, en fonction des initiatives prises par la FAO et d'autres programmes.

### ***B. Protéger l'environnement, les forêts et la biodiversité contre les organismes nuisibles***

On assiste à une prise de conscience accrue de l'importance des espèces exotiques envahissantes et des effets considérables et dévastateurs qu'elles ont sur l'environnement terrestre, marin et d'eau douce, l'agriculture et les forêts. Tandis que la Convention sur la diversité biologique (CDB) traite de la biodiversité et de l'environnement en général, la CIPV s'occupe spécifiquement des espèces exotiques envahissantes qui sont nuisibles pour les végétaux et elle fournit des orientations sur les moyens de s'en protéger.

Grâce au portail PPI, les pays sont en mesure de fournir et de partager des informations phytosanitaires de base, par exemple des listes nationales d'organismes nuisibles. Ce type d'informations permet aux organismes de réglementation d'effectuer des analyses des risques et, le cas échéant, de prendre les mesures qui s'imposent.

L'utilité et la visibilité du portail seront élargies afin de partager avec les membres et les parties prenantes les informations de la CIPV concernant les pratiques phytosanitaires recommandées pour des cultures spécifiques, les mesures de lutte contre les organismes nuisibles, les résultats de la recherche, d'autres informations sur des organismes nuisibles nationaux ou en rapport avec la FAO et des partenaires. Le système de signalisation des organismes nuisibles, hébergé dans le portail, fournit des informations essentielles, très précieuses pour les organismes de protection de l'environnement; il sera étendu, au fil du temps, si les ressources nécessaires sont disponibles.

On peut utiliser les normes et le cadre de la CIPV pour répondre aux besoins de la communauté environnementale dans le domaine de la biodiversité des plantes et des nouveaux problèmes associés aux espèces exotiques envahissantes qui sont aussi des organismes nuisibles des plantes. Les normes de la CIPV sur l'analyse des risques phytosanitaires, par exemple, peuvent le cas échéant constituer des outils essentiels pour l'évaluation des risques phytosanitaires pour l'environnement.

Le Secrétariat et les membres de la CIPV travaillent de concert avec leurs collègues de la Convention de la diversité biologique afin d'identifier des problèmes communs et d'élaborer des normes ou d'autres outils pour s'attaquer aux problèmes intéressant les deux organisations.

De nombreuses autres NIMP contiennent des éléments utiles à la protection de la biodiversité; par exemple, la norme concernant le traitement des matériaux d'emballage en bois a pour objectif de limiter les risques d'introduction d'organismes nuisibles des arbres, susceptibles de nuire à la biodiversité ou aux forêts commerciales. La CIPV propose d'élaborer d'autres normes traitant du mouvement potentiel d'espèces exotiques envahissantes

importantes pour la protection de la biodiversité. Ces normes viseront à minimiser les mouvements d'organismes nuisibles transportés dans des conteneurs maritimes et aériens et à réduire les risques d'organismes nuisibles présents dans du matériel de rebut provenant de navires.

Des programmes de renforcement des capacités traitant des défis qui se posent dans le domaine de l'environnement seront inclus dans les programmes d'appui élaborés par le Secrétariat de la CIPV.

### ***Résultats organisationnels***

B1 – Les secteurs de la protection de l'environnement et de la foresterie, au niveau tant national qu'international, ont suffisamment d'informations et d'outils concernant les nouveaux organismes nuisibles et leur répartition. Les outils incluront l'assistance à l'analyse et aux techniques de gestion du risque phytosanitaire.

B2 – Les ONPV et ORPV sont amenées à reconnaître que la protection des plantes sauvages et de la biodiversité fait partie intégrante de leurs responsabilités et elles coopèrent avec les organismes opérant dans le domaine de l'environnement.

B3 – Des normes, recommandations et autres ressources techniques appropriées sont élaborées à l'appui de la protection de l'environnement et elles aident à limiter les effets du changement climatique.

B4 – Les pays sont capables de protéger leurs ressources végétales naturelles contre les organismes nuisibles, grâce au renforcement des capacités.

### ***C. Faciliter la croissance économique et le développement des échanges, grâce à la promotion de mesures phytosanitaires à fondement scientifique, harmonisées sur le plan international***

Le commerce international est un élément de plus en plus important de nombreuses économies nationales; il faudra donc intensifier le renforcement des capacités dans le secteur commercial et l'élaboration de normes, afin d'aider les pays à définir les politiques et à mettre en place les systèmes qui leur permettront de tirer parti de ces nouveaux débouchés. Parallèlement, la dépendance accrue de certains pays en développement à l'égard des importations signifie qu'ils ont besoin de systèmes ou de cadres réglementaires efficaces afin de sauvegarder leur agriculture et l'environnement.

Le PPI contient des informations sur l'accès au marché pour l'exportation des végétaux et produits végétaux. Si l'on veut que des systèmes d'exportations viables soient mis en place, il est nécessaire de pouvoir s'appuyer sur des ONPV opérationnelles pour veiller à ce que les exigences phytosanitaires à l'importation soient bien respectées. Les NIMP fournissent des orientations sur les listes d'organismes nuisibles, leur situation, l'établissement de zones exemptes, de lieux et de sites de production exemptes, et de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles. Les NIMP décrivent aussi les systèmes de certification des exportations et l'utilisation des certificats phytosanitaires. Les NIMP portant sur des organismes nuisibles et des produits spécifiques pourraient éviter aux ONPV d'avoir à effectuer des analyses du risque phytosanitaire et à recommander des mesures phytosanitaires pour des produits végétaux spécifiques, ce qui devrait faciliter le commerce entre les pays. La mise au point d'un système de certification électronique de la CIPV se poursuit.

On a parfois critiqué la lenteur du système d'établissement des normes, notamment son mode d'élaboration et d'adoption des protocoles de diagnose et des traitements phytosanitaires. La CIPV maintient cette question à l'étude, afin d'élaborer des procédures plus efficaces d'établissement des normes.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, l'établissement de systèmes reconnus et efficaces pour l'exportation de matériel végétal, avec des systèmes d'inspection et de surveillance et une certification phytosanitaire appropriée, est un moyen très efficace pour aider les pays en développement à créer et à soutenir une industrie exportatrice.

La CIPV a un rôle important à jouer dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et elle travaille de concert avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et le Codex Alimentarius, dans des domaines d'intérêt commun, afin d'assurer l'application de normes facilitant les échanges.

Les NIMP fournissent aussi des orientations sur la création de systèmes de vérification des importations. Le renforcement des capacités est essentiel dans ce domaine pour garantir un commerce sans danger et protéger l'agriculture et l'environnement contre l'introduction de nouveaux organismes nuisibles risquant de compromettre la sécurité alimentaire nationale.

La négociation des exigences à l'importation et à l'exportation peut être un domaine de désaccord entre les pays. Les systèmes de règlement des différends de la CIPV peuvent aider à résoudre ce type de problèmes.

### ***Résultats organisationnels***

C1 – Les pays évaluent et perfectionnent leurs systèmes de certification phytosanitaire, pour tenir compte des normes révisées.

C2 – Le commerce sans danger est facilité par une instance créée dans le cadre de la CIPV pour l'examen de questions se rapportant à la santé des plantes et par l'élaboration de NIMP concernant des organismes nuisibles et des produits spécifiques, ainsi que d'autres mesures phytosanitaires apparentées.

C3 – Les mécanismes de consultation sont utilisés dans les systèmes de règlement des différends et des rapports sont présentés à ce sujet.

### ***D. Renforcer les capacités phytosanitaires des membres pour leur permettre de réaliser les objectifs a), b) et c)***

La participation accrue des petits exploitants dans les chaînes de valeur peut contribuer de manière significative à la réduction de la pauvreté et au développement rural. Toute réduction des pertes de production vient soutenir le succès de ces chaînes de valeur. Par exemple, il est impératif d'éviter les attaques d'organismes nuisibles, de réduire les coûts de la protection des cultures contre l'apparition de foyers d'organismes nuisibles et d'éliminer la contamination des produits qui risquerait de bloquer ou de compliquer l'accès au marché. L'amélioration permanente des systèmes d'importation, d'exportation et de protection des plantes est un impératif pour les pays en développement s'ils veulent tirer profit de nouveaux débouchés commerciaux.

Tout cela inclut souvent la mise en place d'une ONPV pleinement fonctionnelle, ce qui nécessite des informations, de la formation et des ressources, comme des laboratoires et des équipements. La CIPV a mis au point un outil d'évaluation des capacités phytosanitaires

qui aide les pays à évaluer leurs moyens et leurs besoins et à planifier leurs propres priorités en matière de développement. La CIPV aide les pays en développement à participer davantage à ses activités, notamment au processus d'élaboration de normes et d'échange d'informations, en finançant leur participation aux ateliers et aux réunions. Des ateliers régionaux sur les projets de normes sont organisés chaque année afin de permettre aux responsables des pays développés et des pays en développement d'examiner ces projets dans leur phase d'élaboration. La CIPV a adopté récemment une stratégie à long terme de renforcement des capacités. Cette stratégie, qui a bénéficié d'un soutien vigoureux, est guidée par une équipe composée de représentants de chacune des régions de la FAO.

La CIPV a élaboré un Système de soutien et d'examen de la mise en œuvre, qui comprend un examen de la mise en œuvre de la CIPV et des NIMP par les membres (à l'aide d'un questionnaire triennal et d'un système de rétroaction) et un point d'assistance CIPV mis à la disposition des membres.

### ***Résultats organisationnels***

D1 – Les pays en développement sont soutenus dans leurs programmes de renforcement des capacités, grâce à un Outil d'évaluation des capacités phytosanitaires, qui les aide à identifier leurs besoins et leurs priorités.

D2 – Les pays coopèrent et collaborent avec les organismes d'aide pour élaborer des programmes de renforcement des capacités dans les pays en développement au moyen de mécanismes établis par la CIPV.

D3 – Le Système de soutien et d'examen de la mise en œuvre est pleinement opérationnel. Ce système fournit des informations sur la mise en application de la CIPV et de ses normes, et sur les problèmes rencontrés par les membres, notamment pour la mise en œuvre des normes.

D4 – Des informations sont mises à la disposition des pays pour les aider à améliorer les capacités phytosanitaires nationales.

## **Objectifs fonctionnels**

### **X. Collaboration efficace avec les membres et les parties prenantes**

Cet objectif fonctionnel fait le lien entre les services fournis par la CIPV et son Secrétariat et les résultats organisationnels, en coopération avec les bailleurs de fonds, les membres appuyant le fonds fiduciaire de la CIPV, les membres fournissant une aide en nature et tous ceux participant aux programmes de renforcement des capacités, dans le cadre d'activités efficaces de liaison.

Il est absolument essentiel de susciter une meilleure prise de conscience parmi les parties prenantes (les organisations internationales pertinentes, l'industrie, les agents forestiers, les négociants et le grand public), en gagnant leur adhésion, si l'on veut renforcer le sens de l'urgence et de la responsabilité de tous les partenaires participant à la protection des ressources végétales mondiales contre les organismes nuisibles.

### ***Résultats organisationnels***

X1 – Les programmes de la CIPV sont financés de façon durable, grâce à une stratégie efficace de mobilisation des ressources et au ferme soutien de la FAO.

X2 – L'élaboration et la mise en application d'un programme énergétique de sensibilisation et d'un plan dynamique de communication permettent d'améliorer la visibilité de la CIPV.

X3 – La CIPV établit des plans stratégiques par grande activité, assortis de plans à court et à moyen termes, y compris un accord sur les priorités, sur la base du cadre stratégique.

## **Y. Administration efficiente et efficace**

Le Secrétariat de la CIPV joue un rôle fondamental en facilitant le dialogue et la coopération au niveau mondial en vue de la protection de la santé des végétaux. Cette fonction de protection des végétaux appuie directement la sécurité alimentaire, la protection des ressources végétales y compris la biodiversité, et le transport et la commercialisation sans danger de produits agricoles. En conséquence, le renforcement des capacités du Secrétariat de la CIPV constitue une priorité organisationnelle et administrative et assurera une meilleure efficacité et productivité du groupe.

### ***Résultats organisationnels***

Y1 – Le Secrétariat est efficient et très productif.

Y2 – Les ressources financières du Secrétariat de la CIPV sont bien gérées, de manière transparente et bien documentée.

Y3 – La CIPV analyse la situation et, le cas échéant, exerce un niveau plus élevé d'autorité financière et administrative, tout en restant au sein de la FAO.

Y4 – La CIPV élargit la portée du PPI pour soutenir toutes les activités convenues de son programme de travail, notamment la sensibilisation, la mobilisation des ressources, l'élaboration des normes, l'échange d'informations et le renforcement des capacités.

## **Fonctions de base**

Les fonctions de base de la CIPV sont les suivantes:

- A. établir des normes, des recommandations et des directives techniques, y compris des protocoles de diagnose et des traitements phytosanitaires;
- B. fournir les moyens nécessaires pour la diffusion des connaissances et des informations sur les organismes nuisibles et les questions phytosanitaires;
- C. coordonner la mise en place d'un soutien technique pour le renforcement des capacités phytosanitaires nationales;
- D. fournir un mécanisme de règlement des différends;
- E. fournir un soutien pour la mise en œuvre de la CIPV et de ses normes;
- F. entreprendre des activités de plaidoyer et de mobilisation des ressources afin de promouvoir les activités de la CIPV et d'en assurer le financement.

Les objectifs stratégiques, les objectifs fonctionnels et les fonctions de base sont étroitement liés à ceux de la FAO. Les activités entreprises au titre des objectifs stratégiques sont établies conformément à ces fonctions de base lorsqu'elles figurent dans le plan à moyen terme.

## **A. Élaboration de normes**

Le rôle principal de la CMP et du Secrétariat de la CIPV est d'élaborer et d'adopter des normes, des recommandations, des protocoles de diagnose et des traitements phytosanitaires. La FAO fournit un forum neutre permettant aux membres de négocier des instruments internationaux comme la CIPV. L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) reconnaît les normes de la CIPV en tant que normes internationales de référence pour le commerce des produits végétaux.

## **B. Échange d'informations**

Au titre de la gestion et de la diffusion des connaissances, on fournit notamment des informations sur la présence et l'apparition d'organismes nuisibles, leur répartition et dissémination, les mesures de lutte, les résultats de la surveillance, les programmes d'urgence et d'autres ressources techniques. Cet échange d'informations est essentiel à la mise en application de la Convention et de ses normes. Le Secrétariat publie les normes et spécifications, les recommandations et d'autres ressources techniques. Le PPI est le moyen choisi, d'un commun accord, pour ces activités, c'est dire s'il est indispensable de le mettre à jour et de le développer en permanence, pour soutenir les activités des membres.

Les activités de communication et de sensibilisation, qui jouent un rôle de plus en plus important dans les travaux de la CIPV, doivent devenir une composante essentielle du système de gestion des connaissances de la CIPV et améliorer la visibilité et les résultats de la CIPV, ce qui à son tour devrait se traduire par un soutien accru des travaux de la CIPV.

## **C. Renforcement des capacités**

Comme noté précédemment, cette fonction est essentielle pour la mise en œuvre de la Convention et de ses normes, tout particulièrement pour les pays en développement. Une stratégie à long terme assortie de plans opérationnels de renforcement des capacités a été formulée afin de fournir un cadre détaillé qui renforce le travail de la CIPV dans ce domaine.

## **D. Mécanisme de règlement des différends**

Outre l'élaboration d'un manuel à l'usage des membres, le Secrétariat a travaillé de manière informelle sur un certain nombre de problèmes dans ce domaine. Il est donc essentiel de conserver un mécanisme de règlement des différends que les membres pourront utiliser le cas échéant.

## **E. Mise en œuvre de la CIPV, de ses normes et de ses recommandations**

Un programme de mise en œuvre, intitulé Système de soutien et d'examen de la mise en œuvre, a été créé. Il comporte deux mécanismes: un point assistance pour répondre aux questions concernant le renforcement des capacités et contribuer à l'élaboration des programmes; et une évaluation des capacités phytosanitaires des pays utilisant les informations recueillies par le biais de l'outil d'évaluation, des ORPV, du programme d'échange d'informations du Secrétariat de la CIPV et des informations recueillies auprès des membres grâce à un questionnaire spécifiquement conçu.

## **F. Sensibilisation et mobilisation des ressources**

Des programmes et des matériels de sensibilisation doivent être élaborés afin de promouvoir la CIPV et ses normes. La CIPV doit améliorer sa visibilité auprès d'un public beaucoup plus large. Il est également essentiel de mettre au point des mécanismes de mobilisation de ressources pour accroître davantage les sources de financement.

### **CONCLUSION: LA CIPV DANS LES HUIT PROCHAINES ANNÉES**

La mondialisation a créé nombre de nouveaux débouchés, mais aussi de nouveaux défis, pour les agriculteurs, les forestiers, les fonctionnaires chargés de la santé des végétaux et d'autres personnes participant à la production végétale et à la protection des plantes, ou préoccupées par ces questions. Les nouvelles tendances et les évolutions liées au commerce international, au climat et aux facteurs démographiques devraient avoir des effets sur la répartition des organismes nuisibles des plantes dans le monde, créant ainsi de nouvelles menaces pour la sécurité alimentaire, les communautés agricoles et rurales, la biodiversité des plantes, les habitats naturels et les écosystèmes du monde entier.

La CIPV peut apporter une contribution essentielle et aider à faire face à ces défis mondiaux, en mettant en place un forum efficace et crédible, où les fonctionnaires chargés de la protection des végétaux peuvent communiquer, discuter et coopérer à des actions et mesures collectives visant à résoudre les questions de santé des végétaux à long terme et les nouvelles questions émergentes. L'augmentation du nombre de membres de la CIPV au cours des dix dernières années montre bien que la majorité des pays reconnaît la nécessité d'une telle coordination au niveau mondial et les avantages qui en découlent. Cette coordination et cette collaboration ne peuvent cependant pas avoir lieu dans le vide. Si l'on veut promouvoir de telles relations intergouvernementales et internationales, il faut mettre en place des structures, des systèmes et des mécanismes, et en assurer le fonctionnement. La CIPV représente cette structure internationale essentielle, qui assure la coopération dans le domaine de la santé des végétaux, y compris la collaboration entre les parties contractantes, les ORPV et d'autres parties prenantes.

Pour l'avenir, les parties contractantes de la CIPV, les ORPV et le Secrétariat de la CIPV se concentreront principalement sur les grandes questions suivantes, au cours des huit prochaines années:

1. Améliorer leur contribution aux mesures prises en faveur de la sécurité alimentaire au niveau mondial, moyennant l'adoption de nouvelles normes ou la mise à jour de normes existantes, afin de prévenir la dissémination des organismes nuisibles dans la filière commerciale, ou encore le lancement de programmes énergiques d'échange d'informations, destinés à communiquer la présence d'organismes nuisibles ou l'apparition de foyers et à mettre en commun, entre les pays, d'autres informations essentielles sur les organismes nuisibles.
2. Améliorer les actions et les mesures de la CIPV visant à protéger l'environnement, les forêts et la biodiversité contre les organismes nuisibles. La CIPV continuera à travailler en collaboration étroite avec les pays et d'autres organisations internationales, comme la CDB, pour chercher à enrayer la menace posée par les espèces exotiques envahissantes. Des normes de la CIPV seront établies pour répondre aux besoins de la communauté chargée de la protection



de l'environnement, dans le domaine de la biodiversité, et faire face aux problèmes émergents associés aux espèces exotiques envahissantes qui sont des organismes nuisibles des plantes.

3. Appuyer l'expansion sans danger du commerce des produits alimentaires et agricoles. Le commerce occupe une place importante dans la stratégie de croissance économique de nombreux pays. La CIPV établira donc les normes nécessaires pour soutenir et orienter cette expansion du commerce entre les pays et pour mettre en place un point de contact de la CIPV afin d'aider les pays à développer leurs systèmes réglementaires de protection des végétaux pour tirer profit des nouveaux débouchés commerciaux, à l'échelle régionale et internationale.
4. Renforcer les capacités phytosanitaires des membres, en évaluant les capacités et les besoins des ONPV et, par la suite, élaboration de programmes d'assistance où sont définies les priorités. Cet effort sera complété par des stratégies destinées à identifier des organisations potentiellement donatrices, participant à des activités de développement et de renforcement des capacités.
5. Examiner et soutenir activement la mise en application d'ensemble de la CIPV et de ses normes, dans le cadre d'un Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre. Cela comprend le recours à un point de contact de la CIPV pour aider à évaluer les capacités phytosanitaires des pays, à partir d'informations recueillies par des moyens spécialement conçus.
6. Appliquer des méthodes d'un bon rapport coût-efficacité dans les travaux de la Convention et adopter de nouvelles approches pour définir les priorités, ainsi que pour suivre et évaluer les programmes et les activités de la CIPV. Une priorité organisationnelle élevée ira au renforcement des capacités du Secrétariat de la CIPV, pour améliorer l'efficacité et l'efficience de son personnel.
7. Réfléchir en permanence aux éventuels autres rôles que la CIPV pourrait jouer.

Come le prouvent clairement l'augmentation du nombre de membres de la CIPV, la participation sans cesse croissante des pays aux réunions et activités de la Convention et l'intérêt accru des groupes industriels pour son programme d'élaboration de normes, les pays souhaitent collaborer pour s'attaquer aux problèmes mondiaux de protection phytosanitaire et promouvoir les objectifs de la Convention. Il faut toutefois noter que la réalisation de ces objectifs et la promotion de la protection des végétaux dans les années à venir dépendront, en fin de compte, de l'engagement et des priorités des gouvernements et des autres parties, qui doivent être disposés à fournir les ressources nécessaires à la CIPV et à son Secrétariat, en vue de la réalisation de ces travaux essentiels.

## **APPENDICE 7: STRATÉGIE DE MOBILISATION DE RESSOURCES POUR LA CIPV**

### **Objectif**

La présente stratégie a pour objectif d'assurer à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) un financement durable et suffisant qui lui permette d'atteindre ses objectifs stratégiques.

### **Finalité**

Faire en sorte que la CIPV dispose de ressources suffisantes et en fasse une utilisation transparente, efficiente et efficace aux fins suivantes:

- protéger l'agriculture durable et renforcer la sécurité alimentaire mondiale en luttant contre la dissémination des organismes nuisibles;
- protéger l'environnement, les forêts et la biodiversité contre les organismes nuisibles des végétaux;
- créer des possibilités de développement économique et commercial grâce à la promotion de normes internationales harmonisées en matière de santé végétale; et
- renforcer les capacités phytosanitaires des Membres pour leur permettre de réaliser les trois premiers objectifs.

Fournir au Secrétariat de la CIPV des orientations sur la démarche à suivre pour mobiliser des ressources extrabudgétaires auprès des donateurs et sur l'application de pratiques de gestion et d'information financière qui leur soient favorables.

Définir les responsabilités de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) dans le cadre du processus de mobilisation de ressources et lui donner des conseils concernant les instruments à mettre en place pour assurer la mobilisation durable de ressources.

Sensibiliser les parties contractantes et les donateurs aux besoins de la CIPV en termes de ressources.

### **Buts**

#### ***Création d'un cadre administratif et financier adéquat***

La mobilisation de ressources a plus de chances d'être fructueuse si elle s'appuie sur un cadre administratif adéquat. Le cadre à mettre en place doit comporter une structure de gestion et de direction efficace qui garantira la fiabilité et la transparence de la CIPV et de ses processus budgétaires. La possibilité de démontrer que la Convention dispose de systèmes financiers propres à préserver les ressources mobilisées, y compris au moyen de contrôles financiers à même d'en attester la bonne gestion et d'établir ainsi la confiance, apporte des arguments plus convaincants pour mobiliser des ressources supplémentaires. Si les donateurs savent que leurs contributions sont utilisées à bon escient, la viabilité interne en sera renforcée, de même que l'application de bonnes pratiques comptables au sein de l'organisation. Le cadre administratif adéquat à mettre en place est illustré ci-dessous.

Le Secrétariat de la CIPV et la CMP reconnaissent la nécessité d'établir des outils de gouvernance financière pour mettre en place des structures et des dispositions appropriées en

matière de contrôle, de transparence et de gestion financière qui permettent à leur tour de renforcer la confiance des donateurs et d'encourager les contributions financières aux activités de la Convention .

**Recommandations:*****A<sub>1</sub> Établissement d'un Comité financier***

La CMP établit un Comité financier. Ce comité devrait être composé d'un maximum de 3 ou 4 membres. (Le projet de mandat du Comité financier figure à l'Annexe II.) Ses principales activités consistent à assurer la transparence et la surveillance financières. Il peut également participer à la planification stratégique du budget et à des activités de sensibilisation, visant notamment à solliciter des dons.

Le mandat d'un comité financier pourra être inséré dans une prochaine version de la CIPV.

***A<sub>2</sub> Renforcement de la transparence et la clarté budgétaires***

La CMP améliore la transparence et la clarté budgétaires en adoptant des lignes directrices pour l'élaboration des budgets (budget ordinaire et budgets relatifs aux projets et au Fonds fiduciaire) et l'établissement des rapports connexes. La Commission reconnaît que la transparence et la clarté des budgets sont essentielles pour préserver les ressources mobilisées, attester une bonne gestion financière et établir la confiance avec les donateurs.

***Élaboration de stratégies d'information et de communication***

La diffusion d'un message clair et cohérent au sujet de la CIPV et de ses activités joue un rôle décisif dans le cadre de l'effort de mobilisation de ressources. La façon dont l'information sur la CIPV est communiquée aux donateurs potentiels et à d'autres parties prenantes est particulièrement importante car elle peut être déterminante pour inspirer chez les donateurs une volonté de participer aux activités de la Convention. Une stratégie de communication cohérente et raisonnée permettra de susciter un intérêt pour les travaux de la CIPV et une prise de conscience de son action. Il sera ainsi possible de dégager clairement les atouts et les avantages comparatifs de la Convention et de faire apprécier le rôle qu'elle joue dans les activités de développement et d'élaboration de normes. Il est essentiel de promouvoir l'idée maîtresse de la CIPV pour avoir accès aux ressources nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

**Recommandation:*****B<sub>1</sub> Élaboration d'une stratégie de communication pour la CIPV***

La CMP définit, en collaboration avec les parties contractantes, une stratégie de sensibilisation ou de communication permettant notamment à la CIPV de s'imposer comme une « marque ». La Commission définit également une politique d'information propre à faciliter la diffusion des messages du Secrétariat et du Bureau aux médias, aux donateurs potentiels et à d'autres ressources. Cette stratégie devra être élaborée en faisant appel aux ressources en nature fournies par un nombre restreint (3 ou 4) de parties contractantes intéressées qui mettront au point une démarche misant sur l'ensemble des outils de réseautage social disponibles (Facebook, Twitter, etc.) afin de toucher le public le plus large possible. Des activités de sensibilisation spécifiques seront également prévues à l'intention des organismes s'occupant de l'environnement et des forêts. Le groupe restreint travaillerait de manière informelle et ponctuelle, en coordination avec le personnel compétent du Secrétariat. Il s'agira de définir des éléments de discussion uniformes et concordants pour assurer la cohérence du « message de la CIPV » lors de l'établissement de contacts extérieurs.

### ***Intensification du système de contribution en nature***

Grâce aux progrès technologiques enregistrés dans le monde entier, il est beaucoup plus facile aujourd'hui d'accéder à des ressources humaines hautement qualifiées, sans qu'il soit jamais nécessaire de les recruter, de les embaucher et de les affecter à un lieu de travail donné. Les récentes contributions en nature d'experts ont été déterminantes.

#### **Recommandations:**

##### ***C<sub>1</sub> Renforcement du recours à des compétences en nature***

La CMP encourage vivement les organisations nationales et régionales de la protection des végétaux (ONPV et ORPV) et d'autres types de groupes, à aider la CIPV en fournissant des experts qui travailleront pour le Secrétariat sur une certaine période (une ou plusieurs années, par exemple) en qualité de scientifiques ou de consultants afin de trouver une solution à des problèmes importants pour lesquels les maigres ressources du Secrétariat ne sont pas disponibles. Le processus à suivre pour la définition de ces arrangements devrait être codifié dans un souci de clarté à l'égard des observateurs extérieurs, afin qu'il soit clair que de telles contributions sont destinées à fournir une assistance d'experts exclusivement aux fins des travaux de la CIPV, sans aucune influence inappropriée possible sur l'aboutissement de ces efforts. Des modèles de contrat normalisés sont élaborés à l'usage des personnes intéressées et mis à leur disposition par le Secrétariat. Les experts peuvent travailler dans divers domaines, y compris les normes, l'assistance technique et l'échange d'informations, selon qu'il convient, et cela au sein même du Secrétariat ou à partir de leur lieu de résidence.

##### ***C<sub>2</sub> Renforcement des programmes de volontaires existants***

Le Secrétariat de la CIPV et la CMP devraient inviter plus résolument les parties contractantes à contribuer en nature moyennant l'apport de ressources humaines. Les programmes de volontaires existants, notamment le Programme des cadres associés, le Programme de stages et le Programme de partenariat, devraient faire l'objet d'une promotion plus efficace et être proposés aux parties contractantes et à d'autres donateurs comme cadres dans lesquels fournir des contributions en nature par l'apport de ressources humaines.

##### ***C<sub>3</sub> Recours accru à des groupes de rédaction informels***

La CMP renforce le recours à des groupes de rédaction informels pour l'élaboration des dossiers importants pour lesquels les maigres ressources du Secrétariat ne sont pas disponibles.

##### ***C<sub>4</sub> Introduction d'une nouvelle formule pour les contributions en nature: les « secrétaires techniques »***

Parallèlement au système formel de parrainage des réunions, une nouvelle formule est introduite pour les contributions en nature moyennant l'apport de ressources humaines, celle des « secrétaires techniques ». Les « secrétaires techniques » assureraient la supervision technique des activités menées par les équipes spéciales ou d'autres groupes permanents et seraient mobilisés par la partie contractante parrainant la réunion. Les règles spécifiques applicables aux secrétaires techniques seront élaborées par la CMP.

### ***Institutionnalisation du parrainage des réunions***

Le système de parrainage ad hoc des activités d'élaboration de normes a contribué à la viabilité du processus de normalisation de la CIPV et a permis de pallier le ralentissement considérable de ces activités sous l'effet des contraintes financières pesant sur la Convention.

En prenant pour exemple les pratiques en vigueur au sein du Codex Alimentarius, il est recommandé d'établir un système de parrainage structuré et durable pour les réunions destinées à fixer des normes, prévoyant notamment l'apport de ressources humaines pour la supervision technique des activités.

**Recommandations:*****D<sub>1</sub> Institutionnalisation d'un système structuré pour le parrainage durable des réunions***

La CMP institutionnalise le système de parrainage des réunions en fixant des règles et des procédures spécifiques. Il est prévu que les parties contractantes, les ORPV, les organisations intergouvernementales et les ONG prennent en quelque sorte l'engagement de parrainer à plus long terme (sur cinq ans, par exemple) une certaine activité suivie, conformément aux règles de la CMP en matière de parrainage des réunions. Cette formule permet ainsi au Secrétariat de la CIPV et à la CMP de planifier leurs activités de normalisation à bien plus long terme.

***D<sub>2</sub> Parrainage des normes***

La CMP devrait adopter divers mécanismes visant à accroître les ressources destinées au processus d'élaboration de normes de la CIPV. Il est recommandé de mettre en place un système plus efficace pour le parrainage ou la promotion des normes, en particulier au regard du renforcement des activités d'élaboration de normes relatives aux produits de base et aux organismes nuisibles. Le parrainage devrait être encouragé. Tout élément inscrit sur la Liste de thèmes et priorités pour les normes de la CIPV, quelles que soient les priorités de la CMP, devrait pouvoir bénéficier d'un soutien financier ou faire l'objet d'un parrainage permettant de couvrir l'ensemble des coûts relatifs à l'élaboration de la norme proposée. Les propositions de nouveaux thèmes émanant des parties contractantes, des organisations intergouvernementales et des ORPV devraient être assorties d'un projet de spécifications, d'analyses documentaires et, dans la mesure du possible, d'un état des ressources disponibles pour l'élaboration de la norme en question.

***Renforcement des capacités***

L'établissement de partenariats avec certains donateurs présente un potentiel important au-delà du simple versement de fonds à la CIPV. Il offre également un outil essentiel grâce auquel les travaux de la Convention peuvent être élargis sans devoir solliciter ou engager des ressources limitées. Les propositions suivantes visent à développer au maximum, et de manière non traditionnelle, le recours à des partenariats.

**Recommandations:*****E<sub>1</sub> Promouvoir l'outil d'évaluation de la capacité phytosanitaire***

La CMP appuie les efforts déployés par le Secrétariat afin d'élargir le champ d'application de l'outil d'évaluation de la capacité phytosanitaire et d'en renforcer l'acceptation, au-delà des pratiques actuelles. Par exemple, la Banque mondiale s'oriente actuellement vers l'utilisation de cet outil comme première étape des projets dont l'une des composantes a trait à la santé des végétaux. Le premier avantage de cette démarche est de contribuer à une meilleure connaissance de l'outil d'évaluation au sein même de la Banque, le second étant la nouvelle source de financement qui en résulte lorsque la CIPV reçoit des fonds pour la gestion de cet instrument. La CMP plaide également en faveur d'une approche similaire auprès d'autres organismes donateurs. Le recours à l'outil d'évaluation de la

capacité phytosanitaire pour procéder à l'examen des projets de renforcement des capacités à plus long terme et faire ainsi en sorte que les efforts mis en œuvre demeurent sur la bonne voie, devrait être approuvé par la Commission. Pour promouvoir davantage cet outil d'évaluation et assurer l'aide d'experts pour son utilisation, il conviendra de constituer un fichier de spécialistes.

### ***E<sub>2</sub> Relèvement des tarifs pour la prestation de services consultatifs***

Le Secrétariat de la CIPV engage des ressources humaines considérables pour formuler des avis sur des questions phytosanitaires à l'intention des autres départements de la FAO ou d'autres organisations internationales, en particulier dans le cadre de projets de coopération technique. Il devrait mettre en place une politique stricte prévoyant que les services fournis par ses soins soient intégralement compensés par des contributions financières au fonds fiduciaire de la Convention.

### ***Renforcement des pratiques et instruments financiers institutionnels***

Les instruments financiers dont la CIPV dispose actuellement sont très limités et consistent essentiellement en des contributions au titre du budget ordinaire de la FAO et en des ressources extrabudgétaires très réduites versées dans le cadre de fonds fiduciaires. Ces instruments traditionnels sont sans aucun doute importants, mais l'élaboration de nouveaux mécanismes de financement des activités de la CIPV est essentielle pour le bon fonctionnement de la Convention. Les pratiques et instruments financiers peuvent être considérés comme consistant en des activités génératrices de revenus, de nouveaux accords internationaux ou encore des systèmes permettant d'assurer l'efficacité des dépenses au sein du Secrétariat de la CIPV.

### ***Améliorations techniques, relations avec les donateurs et programmes d'incitation***

Les nouvelles technologies facilitent la transmission de l'information d'une façon qui était imprévisible il y a moins de dix ans. Cette évolution favorise la formation de nouveaux groupes d'intérêt et donne une accélération considérable à l'échange d'informations à l'échelle de la planète. La CIPV devrait tirer parti de ces nouvelles possibilités et contribuer à renforcer l'intérêt de la communauté mondiale pour les questions phytosanitaires. Au-delà de l'usage qui est fait des innovations technologiques telles que la visioconférence, l'informatique en nuage et autres, la CIPV devrait s'efforcer d'étendre sa collaboration à des groupes d'intérêt et des organisations non gouvernementales avec lesquels elle n'a encore jamais interagi.

### **Recommandations:**

#### ***G<sub>1</sub> Mettre en place une politique visant à encourager l'utilisation des meilleures technologies disponibles et d'autres approches non traditionnelles pour la conduite des activités de la CIPV***

Il existe déjà un excellent exemple du type d'initiatives envisagé ici. Le système d'observations en ligne sur les projets de NIMP représente une « pratique optimale » pour recueillir des remarques utiles aux fins du processus d'élaboration de normes. Il conviendra d'institutionnaliser ce système et d'en rendre l'utilisation obligatoire, de même que celle d'autres dispositifs selon qu'il convient (comme la visioconférence en ligne par le biais des logiciels Skype et GoToMeeting pour la tenue de débats ou de réunions ad hoc, etc.), ce qui permettra de réduire les coûts qui étaient auparavant attachés à l'organisation de séances du soir en marge des réunions annuelles de la CMP. D'autres avantages seront tirés de la tenue des réunions les plus importantes en dehors de Rome, si possible là où les charges financières inhérentes à l'organisation des réunions sont nettement inférieures.

***G<sub>2</sub> Établir un programme structuré pour les relations avec les donateurs***

Les efforts nécessaires pour mettre en place un tel programme seront en grande partie subordonnés à l'établissement d'un système d'information financière transparent au sein du Secrétariat de la CIPV, mais des mesures supplémentaires doivent néanmoins être prises pour assurer un soutien durable aux activités de la Convention. Il s'agit notamment de mettre au point un message cohérent au sujet de la CIPV qui pourra être utilisé par toute partie contractante ainsi que par le Secrétariat, et expliquant brièvement pourquoi le donateur devrait fournir des ressources, quel usage sera fait de ces contributions, en quoi les résultats obtenus pourront changer les choses et quelle reconnaissance sera donnée aux donateurs pour le soutien ainsi fourni (voir le point G<sub>3</sub> ci-dessous). Par ailleurs, la CMP devrait sonder les parties contractantes afin de s'assurer que tous les organismes donateurs possibles ont bien été pris en compte en tant que partenaires potentiels. Une attention particulière devrait être portée à l'établissement de relations avec les ONG et les associations du secteur (tels que les groupements forestiers) dont les intérêts sont concordants avec ceux de la CIPV.

***G<sub>3</sub> Lancer un programme d'incitation à l'intention des donateurs***

De petits efforts peuvent souvent faire toute la différence pour mobiliser un soutien, financier ou autre, en faveur des initiatives d'une organisation. Il est important psychologiquement de « lier » les donateurs, les collaborateurs, les volontaires, etc., à la CIPV. S'ils ont des « attaches » avec la Convention, ces acteurs seront très probablement portés à la soutenir par des ressources, et cela pendant plus longtemps et de manière plus durable. La mise en place d'un « programme d'incitation » à l'intention de ce groupe cible permettrait de donner une reconnaissance au soutien fourni et d'attacher expressément cette contribution à un objectif personnalisé. Cette reconnaissance serait donnée dans le cadre de la réunion annuelle de la CMP à Rome et pourrait consister soit en la simple diffusion de la part du Secrétaire d'une annonce des contributions les plus importantes, soit de manière plus complexe en l'institution d'un prix officiel.

***Révision de la CIPV***

En règle générale, les instruments financiers et les dispositifs décisionnels sont établis dans le cadre des dispositions centrales du statut ou de l'accord constitutif des organisations internationales. Les fondateurs de ces accords internationaux veulent ainsi s'assurer que les droits et responsabilités en matière financière soient clairement attribués et que les contributions financières soient prévisibles. Le texte de la CIPV ne contient aucun instrument, ni disposition en matière financière, dans la mesure où à l'origine (1951, révision 1979) il s'agissait, d'un point de vue organisationnel, d'une convention dépourvue de tout organe de décision. La révision de la Convention, en 1997, a permis de mettre en place une structure physique constituée d'un Secrétariat élargi et d'un organe directeur, mais aucun instrument financier n'a été prévu. L'inclusion d'instruments financiers dans la CIPV avait été évitée en raison principalement du fait que cela aurait imposé aux parties contractantes des obligations supplémentaires qui, à leur tour, auraient demandé la ratification du nouveau texte de la Convention, au lieu d'une simple acceptation de leur part.

Près de quinze ans après la dernière révision de la CIPV, de nouveaux ajustements au texte de la Convention sont envisagés et examinés et une nouvelle révision pourrait bien être lancée d'ici la fin de la décennie. La CIPV est un organisme dynamique et ce dynamisme doit être maintenu et trouver écho dans le texte de la Convention. Dans le cadre d'une révision générale de la CIPV, il serait tout à fait souhaitable de faire la lumière sur les questions budgétaires et financières, y compris le recensement des sources de financement de la

Convention et l'attribution à la CMP de pleins pouvoirs décisionnels dans le domaine opérationnel et financier.

### *Mise en œuvre*

La stratégie de mobilisation de ressources sera mise en œuvre sur une période allant de 2012 à 2021.

### *Suivi*

Le suivi de la stratégie de mobilisation de ressources est un élément essentiel du processus de mise en œuvre et devrait relever essentiellement des participants à titre collectif à cette initiative. Si le processus de suivi est une activité permanente à laquelle devraient prendre part toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation, le Secrétariat devrait néanmoins présenter un rapport annuel succinct au PSAT et à la CMP qui permettra d'assurer un retour d'information sur la mesure dans laquelle les activités menées au titre de la stratégie de mobilisation de ressources atteignent leurs objectifs.

### *Examen*

Un examen en bonne et due forme de la stratégie de mobilisation de ressources devrait être effectué dans les deux années suivant son lancement, puis tous les deux ans. Cette analyse devrait s'appuyer sur les résultats de l'exercice de suivi pour pouvoir dégager les problèmes potentiels à un stade précoce, proposer des solutions, apporter s'il y a lieu des ajustements à la stratégie de mobilisation et évaluer la mesure dans laquelle ses objectifs généraux pourront être atteints.



**APPENDICE 8: RAPPORT 2011 DU FONDS FIDUCIAIRE DE LA CIPV****Contributions au Secrétariat de la CIPV et dépenses – 2011 (en USD)<sup>1</sup>**

USD	Montants effectifs de 2011					Budget 2011 (CPM 2010/26)	Montants effectifs de 2010 (CPM2011/25)
Catégorie	Total CIPV	Budget ordinaire de la FAO	Fonds fiduciaire de la CIPV	Fonds fiduciaire de l'Union européenne - Participation à l'établissement de normes	Fonds fiduciaire de l'Union européenne - Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV		
<b>Contributions</b>							
Contributions de base	5 536 444	3 252 307	1 393 784	381 580	508 773	3 252 307	2 631 586
Fonds fiduciaire de la CIPV	559		559			482 000	773 442
Fonds fiduciaire de l'Union européenne – Participation à l'établissement de normes	318			318		891 000	320 000
Fonds fiduciaire de l'Union européenne - Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV	581				581		
Projets de la FAO et autres projets	53 214	53 214				50 000	54 578
<b>Total des contributions</b>	<b>5 591 116</b>	<b>3 305 521</b>	<b>1 394 343</b>	<b>381 898</b>	<b>509 354</b>	<b>4 675 307</b>	<b>3 779 606</b>
<b>Dépenses</b>							
Dépenses de personnel	2 205 543	1 963 380			242 163	2 539 248	2 084 461
<b>Objectif 1: Établissement de normes</b>	339 690	238 392	36 671	64 627		407 000	368 427
<b>Objectif 2: Échange d'informations</b>	73 184	73 184				30 000	76 374
<b>Objectif 3: Règlement des différends</b>	0	0				15 000	0
<b>Objectif 4: Renforcement des capacités</b>	228 962	199 818	29 144			215 000	136 349
<b>Objectif 5: CMP</b>	893 104	743 498		149 606		618 000	711 401
<b>Objectif 5: Mise en œuvre durable</b>	105 814	45 695	53 922	6 197		320 000	184 636
<b>Objectif 6: Promotion et coopération internationales</b>	42 697	42 697				155 000	82 364
<b>Objectif 7: Examen de la situation en matière de protection des végétaux dans le monde</b>	78 378		22 632		55 746	415 000	13 863
<b>Total des dépenses</b>	<b>3 967 372</b>	<b>3 305 664</b>	<b>142 369</b>	<b>220 430</b>	<b>282 550</b>	<b>4 714 248</b>	<b>3 657 875</b>
<b>Solde</b>	<b>1 623 744</b>	<b>(1 143)</b>	<b>1 133 336</b>	<b>161 468</b>	<b>226 804</b>	<b>(38 941)</b>	<b>121 731</b>

<sup>1</sup> CPM 2012/CRP/04.

## APPENDICE 9: BUDGET DES FONDS FIDUCIAIRES 2012

<b>Recettes (2012) - Solde 2011</b>	
Fonds opérationnel - Allocation du fonds fiduciaire à la CIPV	1 133 336
<b>Total des recettes attendues</b>	<b>1 133 336</b>
<b>Dépenses (2012)</b>	
Personnel non permanent	171 275
Fonds fiduciaire de la CIPV (estimation)	454 660
<b>Total des dépenses</b>	<b>625 935</b>
<b>Recettes moins dépenses (à reporter)</b>	<b>507 401</b>
<b>PERSONNEL (FINANCÉ AU TITRE DE PROJETS)</b>	
Personnel temporaire (financé au moyen de ressources hors personnel)	
Renforcement des capacités - Consultant, élaboration de projets	63 800
Échange d'informations - Consultant, programmeur	22 000
Échange d'informations - Consultant, communication pour la mobilisation des ressources	30 000
Établissement des normes - Consultant, Groupe technique sur les traitements phytosanitaires	15 000
Établissement des normes - Consultant, Groupe technique sur les traitements phytosanitaires	16 875
Établissement des normes - Rédacteur de NIMP	23 600
<b>Total des dépenses de personnel imputées au Fonds fiduciaire de la CIPV</b>	<b>171 275</b>
<b>DÉPENSES OPÉRATIONNELLES</b>	
Objectif A: Protéger l'agriculture durable et renforcer la sécurité alimentaire mondiale en luttant contre la dissémination des organismes nuisibles.	229 660
Objectif B: Protéger l'environnement, les forêts et la biodiversité contre les organismes nuisibles aux végétaux.	115 000
Objectif C: Favoriser des possibilités de développement économique et commercial grâce à la promotion de mesures phytosanitaires harmonisées et reposant sur des bases scientifiques.	5 000
Objectif D: Renforcer les capacités phytosanitaires des membres pour leur permettre de réaliser les objectifs A, B et C.	35 000
Objectif X: Collaboration efficace avec les membres et les parties prenantes.	5 000
Objectif Y: Administration efficiente et efficace.	65 000
<b>Total des coûts opérationnels</b>	<b>454 660</b>
<b>DÉTAIL DU PROGRAMME DU FONDS FIDUCIAIRE DE LA CIPV</b>	
A020001 Élaboration de matériel de plaidoyer permettant de définir le rôle de la CIPV dans l'intensification durable des cultures.	100 000
A030102 Groupe de réflexion chargé de revoir le programme d'établissement des normes.	4 950
A030307 Coordination des activités de cinq groupes techniques afin d'assurer l'exécution du plan de travail de chacun d'eux. Les rapports de ces réunions seront publiés sur le Portail phytosanitaire international (PPI).	124 710
	<b>229 660</b>
B030001 Organisation chaque année d'au moins une réunion d'un groupe de travail d'experts et élaboration et publication des documents sur le PPI. Les rapports de ces réunions seront publiés sur le PPI.	30 000
B040001 10 ateliers nationaux/sous-régionaux de renforcement des capacités sur l'échange d'informations.	25 000
B040002 Le Secrétariat assure la maintenance, l'amélioration et la gestion du site web de la CIPV pour communiquer ses activités, mettre en évidence celles des ORPV et des ONPV, publier des documents relatifs à la CIPV et fournir des renseignements techniques sur les mesures phytosanitaires.	60 000
	<b>115 000</b>
C020103 Mise au point et traduction du Manuel relatif au PPI.	5 000
	<b>5 000</b>
D020301 Convocation de la réunion des experts du renforcement des capacités phytosanitaires afin de développer plus avant le programme de travail sur le renforcement des capacités.	35 000
	<b>35 000</b>
X020105 Mise au point d'un plan de plaidoyer et des supports associés, y compris avec les partenaires concernés.	5 000
	<b>5 000</b>
Y020101 Élaboration d'un rapport annuel sur les activités et les ressources de la CIPV.	5 000
Y040106 Maintenance du Système en ligne de communication des observations pour permettre à tous les pays de mettre en ligne leurs observations sur les projets de NIMP.	60 000
	<b>65 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>454 660</b>

## APPENDICE 10: MANDAT ET REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DE LA CIPV CHARGE DU RENFORCEMENT DES CAPACITES

### *Mandat*

#### **1. Champ d'activité et objectifs du Comité de la CIPV chargé du renforcement des capacités**

Le Comité de la CIPV chargé du renforcement des capacités est une structure technique de la CIPV, à participation facultative, dont les membres rendent compte à la CMP.

Conformément aux indications de la CMP, le Comité contrôle la réalisation de l'objectif stratégique de la CIPV relatif au renforcement des capacités phytosanitaires des membres et y contribue.

Le champ d'activité du Comité chargé du renforcement des capacités consiste notamment à:

- Mettre en œuvre la stratégie de la CIPV en matière de renforcement des capacités nationales.
- Assurer durablement le financement de la stratégie de la CIPV en matière de renforcement des capacités nationales.
- Assurer la mise en œuvre de la CIPV et l'application des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) par les parties contractantes.

#### **2. Structure**

La composition du Comité est déterminée conformément au principe de la représentation géographique. Le Comité compte parmi ses membres un délégué provenant de chacune des régions de la FAO et au moins trois membres de pays en développement. Les experts appelés à siéger au Comité sont sélectionnés par le Bureau, aidé du Secrétariat, à l'issue d'un appel à candidatures ouvert. Les candidats sont sélectionnés sur la base de leurs compétences et de leurs qualifications techniques, qui sont communiquées. Le Comité est composé de sept experts. Afin de prévenir tout conflit d'intérêts dans le cadre des travaux du Comité, les membres ne tirent aucun avantage personnel de l'exercice de leur fonction d'assistance technique indépendante.

#### **3. Fonctions**

Les fonctions du Comité chargé du renforcement des capacités sont les suivantes:

- Établir, à l'intention de la CMP, des rapports sur ses activités.
- Procéder régulièrement à l'examen de la stratégie de la CIPV en matière de renforcement des capacités phytosanitaires nationales.
- Participer aux travaux du groupe chargé de l'examen triennal du système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV.
- Définir, promouvoir et/ou concevoir des activités utiles de renforcement des capacités qui s'inscrivent dans la stratégie de la CIPV en matière de renforcement des capacités phytosanitaires nationales, notamment l'élaboration de ressources techniques telles que des manuels, des protocoles normalisés, des directives, du matériel de formation et des bases de données.
- Formuler des recommandations à la CMP sur les procédures et les critères de production, de contrôle et de supervision des manuels techniques, des protocoles normalisés, du matériel de formation et des bases de données.
- Évaluer les manuels, les protocoles normalisés, les directives, le matériel de formation et les bases de données qui sont proposés par des partenaires, des organisations publiques-privées, des ONPV et des ORPV et qui sont en rapport avec la mise en œuvre de la CIPV et l'application des NIMP conformément aux critères définis par le Comité, et déterminer lesquels mettre en ligne en priorité sur le Portail phytosanitaire international (PPI) ou la page appropriée sur les ressources phytogénétiques.
- Suivre et évaluer la mise en œuvre de la stratégie de la CIPV en matière de renforcement des capacités phytosanitaires nationales.
- Renforcer les liens avec les donateurs, les partenaires et les diverses organisations publiques-privées qui s'occupent du renforcement des capacités dans le domaine phytosanitaire.
- Formuler des indications sur les activités de renforcement des capacités qui seront inscrites au programme de travail du Secrétariat.
- Échanger des informations, après avoir déterminé les problèmes liés à la mise en œuvre de la CIPV et à

<p>l'application de ses normes, avec les organes de la CMP, y compris le Groupe de travail informel sur la planification stratégique et l'assistance technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Examiner régulièrement ses fonctions et ses procédures.</li> <li>• Remplir d'autres fonctions indiquées par le Secrétariat et la Commission.</li> </ul>
<p><b>4. Secrétariat de la CIPV</b>  Le Secrétariat coordonne les activités du Comité chargé du renforcement des capacités et assure l'appui administratif, technique et rédactionnel dont le Comité a besoin.  Le Secrétariat établit aussi des rapports sur les activités de renforcement des capacités et tient à jour les dossiers.</p>

### ***Règlement intérieur***

<p><b>Article 1. Composition</b>  La qualité de membre du Comité chargé du renforcement des capacités est ouverte aux parties contractantes à la CIPV.  Le Comité se compose d'un délégué pour chacune des régions de la FAO et d'au moins trois membres de pays en développement.  Les membres sont nommés pour une durée de deux ans, la durée maximale étant de six ans. Les demandes de prolongement du mandat d'un membre sont soumises aux procédures et conditions de sélection établies au paragraphe 3 du mandat du Comité. Les mandats partiels effectués par des remplaçants ne sont pas considérés comme des mandats aux fins du présent règlement.</p>
<p><b>Article 2. Remplacement des membres du Comité</b>  Chaque région propose un remplaçant potentiel des membres du Comité chargé du renforcement des capacités, en respectant les procédures et conditions de sélection établies au paragraphe 3 du mandat du Comité. Une fois confirmés, les remplaçants potentiels sont nommés pour un mandat dont la durée est précisée à l'article 1. S'ils démissionnent, s'ils n'ont plus les qualifications exigées des membres aux termes du présent règlement ou s'ils sont absents à deux réunions consécutives du Comité, les membres sont remplacés par un remplaçant potentiel confirmé de la même région.  Le remplaçant achève le mandat du membre sortant et peut être nommé pour de nouveaux mandats.</p>
<p><b>Article 3. Présidence</b>  Le Comité chargé du renforcement des capacités élit son Président et son Vice-Président parmi ses membres.</p>
<p><b>Article 4. Qualifications des membres</b>  Les candidats doivent justifier, documents à l'appui, de leur expérience en matière de renforcement des capacités, en particulier:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une expérience confirmée de la gestion des systèmes phytosanitaires;</li> <li>• une expérience confirmée des activités de renforcement des capacités phytosanitaires;</li> <li>• une connaissance approfondie de la CIPV et des normes internationales pour les mesures phytosanitaires;</li> <li>• une expérience de l'application de la réglementation et de la législation phytosanitaires;</li> <li>• si possible, une connaissance, des qualifications et/ou une expérience en matière d'élaboration de matériel didactique;</li> <li>• une maîtrise suffisante de l'anglais pour être capable de participer activement aux réunions et aux débats.</li> </ul>
<p><b>Article 5. Sessions</b>  Le Comité chargé du renforcement des capacités se réunit une fois par an, tient des réunions extraordinaires lorsqu'il convient et a éventuellement recours à des méthodes de travail innovantes, comme par exemple les visioconférences, les téléconférences et les échanges par courrier ordinaire, télécopieur ou courrier électronique, de la manière la plus économique possible compte tenu des ressources disponibles.  Une réunion du Comité ne peut être déclarée ouverte que si le quorum de quatre membres est atteint.</p>

**Article 6. Observateurs et participation d'experts invités**

Les réunions du Comité chargé du renforcement des capacités sont des réunions ouvertes, conformément aux règlements de la FAO.

Toutefois, le Comité peut décider de ne pas accepter d'observateurs pour certaines réunions ou activités, en particulier lorsque des informations sujettes à controverse sont en jeu.

Dans des cas particuliers, et sous réserve de l'accord préalable des membres, le Secrétariat peut inviter des personnes ou des représentants d'organisations à participer en qualité d'experts invités, au cas par cas, à une réunion, à une partie de réunion ou à une activité données, en raison de leurs spécialités.

**Article 7. Prise de décisions**

Le Comité chargé du renforcement des capacités prend ses décisions par consensus.

**Article 8. Examen**

Le Comité chargé du renforcement des capacités procède régulièrement à l'examen de ses fonctions et de ses procédures.

**Article 9. Modifications**

Les modifications relatives aux fonctions et procédures du Comité chargé du renforcement des capacités sont décidées par la Commission selon que de besoin, et sur recommandation du Comité.

**Article 10. Confidentialité**

Le Comité chargé du renforcement des capacités respecte la confidentialité des informations lorsque celles-ci sont jugées sensibles.

**Article 11. Langue de travail**

Les travaux du Comité chargé du renforcement des capacités se déroulent en anglais.

**APPENDICE 11: DÉCLARATION SUR LA CIPV****ROME, 22 MARS 2012**

À l'occasion du soixantième anniversaire de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), le 3 avril 2012, nous, les 177 membres signataires actuels de la CIPV:

- *célébrons* les réussites obtenues au cours des 60 dernières années grâce à une coopération internationale visant à empêcher la diffusion des organismes nuisibles aux végétaux;
- *reconnaissons* les difficultés auxquelles le monde est depuis peu et sera bientôt confronté à cause des menaces accrues qui pèsent sur la sécurité alimentaire, la biodiversité et la croissance économique en raison des maladies et organismes nuisibles aux végétaux qui circulent à l'intérieur des pays et entre eux;
- *réaffirmons* l'importance vitale de la coopération et des actions collectives à l'échelle internationale pour faire face aux menaces des organismes nuisibles dans les années à venir;
- *invitons* les pays, les organisations internationales, les différentes branches d'activité et la société civile à:
  - a) redoubler d'efforts pour lutter contre les menaces que comporte l'introduction de nouveaux organismes nuisibles
  - b) soutenir la mission et les activités de la CIPV aux niveaux mondial, régional et national par des ressources adéquates
  - c) renouveler leur engagement à adopter et à mettre en application les normes phytosanitaires internationales établies par la CIPV, et ce le plus largement possible.

Les 177 membres de la CIPV *renouvellent leur engagement* à coopérer à la protection des végétaux, élément essentiel pour tous les pays dans la mesure où ils s'efforcent d'assurer la protection de l'économie, de l'agriculture, de l'horticulture et des forêts, la sécurité alimentaire, la protection du milieu naturel, de la biodiversité, et le renforcement des capacités.

## APPENDICE 12: COMITÉ DES NORMES - COMPOSITION ET REMPLAÇANTS POTENTIELS

### Composition du Comité des normes

Région FAO	Pays	Nom	Confirmé par	Mandat actuel/durée	Fin du mandat actuel
Afrique	Cameroun	M. Marcel BAKAK	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2013
	Maroc	M. Lahcen ABAHA	CMP-4 (2009) CMP-7 (2012)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2015
	Nigéria	Mme Olufunke Olusola AWOSUSI	CMP-3 (2008) CMP-6 (2011)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2014
	Zambie	M. Kenneth M'SISKA	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
Asie	Bangladesh	M. Mohammad Ayub HOSSAIN	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	Indonésie	M. Antarjo DIKIN	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2013
	Japon	M. Motoi SAKAMURA	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009) CMP-7 (2012)	3 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2015
	Viet Nam	Mme Thanh Huong HA	CMP-7(2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
Europe	Danemark	M. Ebbe NOEBO	CMP-3 (2008) CMP-6 (2011)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2014
	Norvège	Mme Hilde Krierin PAULSEN	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	Pologne	M. Piotr WLODARCZYK	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	Royaume-Uni	Mme Jane CHARD	CMP-3 (2008) CMP-6 (2011)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2014
Amérique latine et Caraïbes	Brésil	M. Alexandre MOREIRA PALMA	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	Chili	Mme Maria Soledad CAERRO DOROCHESSI	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2013
	Mexique	Mme Ana Lilia MONTEALEGRE LARA	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	Uruguay	Mme Beatriz MELCHO	CMP-2 (2007) CMP-5 (2010)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2013
Proche-Orient	Égypte	M. Ali Mahmoud Mohammed SOLIMAN	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	Iran	M. Mohammad Reza ASGHARI	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	Iraq	M. Basim Muerafa KHALIL	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	Liban	M. Imad NAHHAL	CMP-6 (2011)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2014
Amérique du Nord	Canada	Mme Marie-Claude FOREST	CMP-3 (2008) CMP-6 (2011)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2014
	États-Unis	Mme Julie ALIAGA	CMP-4 (2009) CMP-7 (2012)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2015
Pacifique Sud-Ouest	Australie	M. Jan Bart ROSSEL	CMP-6 (2011)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2014
	Îles Cook	M. Ngatoko NGATOKO	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	Nouvelle-Zélande	M. John HEDLEY	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009) CMP-7 (2012)	3 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2015

### Comité des normes: remplaçants potentiels

Région FAO	Ordre	Pays	Nom	Confirmé par	Mandat actuel / durée	Fin du mandat actuel
Afrique	1	Ghana	Mme Ruth WOODE	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	2	Ouganda	Mme Ephrance TUMUBOINE	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
Asie	1	Inde	M. DDK SHARMA	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	2	Vacant				
Europe	1	Pays-Bas	M. Nicolaas Maria HORN	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
	2	Finlande	M. Ralf Lothar LOPIAN	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
Amérique latine et Caraïbes	1	Trinité-et-Tobago	M. Mario FORTUNE	CMP-5 (2010)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2013
	2	Costa Rica	M. Guillermo SIBAJA CHINCHILLA	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2015
Proche-Orient	1	Vacant				
	2	Vacant				
Amérique du Nord	Pour remplacer le Canada	Canada	M. Steve CÔTÉ	CMP-6 (2011)	1 <sup>er</sup> mandat / 3 ans	2014
	Pour remplacer les États-Unis	États-Unis	M. Nancy KLAG	CMP-2 (2007) CMP-5 (2010)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2013
Pacifique Sud-Ouest	Pour remplacer l'Australie ou la Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande	M. Stephen BUTCHER	CMP-4 (2009) CMP-7 (2012)	2 <sup>e</sup> mandat / 3 ans	2015
	Pour remplacer le représentant des îles du Pacifique	Vacant				



### APPENDICE 13: ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS: COMPOSITION

RÉGION DE LA FAO	PAYS	Nom	Confirmé par	Mandat actuel/durée	Fin du mandat actuel
Afrique	SWAZILAND	M. Similio George MAVIMBELA	CPM-6 (2011)	1 <sup>er</sup> mandat/2 ans	2013
Asie		M. Enlin ZHU	CPM-5 (2010) CPM-7 (2012)	2 <sup>e</sup> mandat/3 ans	2015
Europe	PAYS-BAS	Mme Mennie GERRITSEN-WIERLARD	CPM-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat/1 an	2014
Amérique latine et Caraïbes	Vacant	Vacant	CPM-6 (2011)	1 <sup>er</sup> mandat/2 ans	2013
Proche-Orient	LIBAN	M. Charles ZARZOUR	CPM-5(2010) CPM-7(2012)	2 <sup>e</sup> mandat/2 ans	2014
Amérique du Nord	CANADA	M. Steve CÔTÉ	CPM-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat/2 ans	2014
Pacifique Sud-Ouest	AUSTRALIE	Mme Lois RANSOM	CPM-5(2010) CPM-7(2012)	2 <sup>e</sup> mandat/2 ans	2014

### ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS: REMPLAÇANTS POTENTIELS

RÉGION DE LA FAO	PAYS	Nom	Confirmé par	Mandat actuel/durée	Fin du mandat actuel
Afrique	NIGER	Mme Abdou ALIMA DOUKI	CPM-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat/2 ans	2014
Asie	THAÏLANDE	M. Chusak WONGWICHAKORN	CPM-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat/2 ans	2014
Europe	FRANCE	M. Benjamin GENTON	CPM-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat/2 ans	2014
Amérique latine et Caraïbes	PANAMA				
Proche-Orient	OMAN	M. Sulaiman AL-TOUBI	CPM-5 (2010) CPM-7 (2012)	2 <sup>e</sup> mandat/2 ans	2014
Amérique du Nord	ÉTATS-UNIS	M. John GREIFER	CPM-4 (2009) CPM-6 (2011)	2 <sup>e</sup> mandat/2 ans	2013

**APPENDICE 14: COMPOSITION DU BUREAU DE LA CMP**

<b>RÉGION FAO</b>	<b>Pays</b>	<b>Nom</b>	<b>Élu</b>	<b>Mandat actuel / durée</b>	<b>Fin du mandat actuel</b>	<b>Rôle</b>
Afrique	Côte d'Ivoire	M. Lucien Konan KOUAME'	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat/2 ans	2014	Membre du Bureau
Asie	Rép. de Corée	Mme Kyu-Ock YIM	CMP-5 (2010) CMP-7(2012)	2 <sup>e</sup> mandat/2 ans	2014	Membre du Bureau
Europe	Royaume-Uni	M. Steve ASHBY	CMP-3 (2008) CMP-5 (2010) CMP-7 (2012)	3 <sup>e</sup> mandat/2 ans	2014	Président
Amérique latine et Caraïbes	Belize	M. Francisco Adrian GUTIÉRREZ	CMP-3 (2008) CMP-5 (2010) CMP-7 (2012)	3 <sup>e</sup> mandat/2 ans	2014	Vice-Président
Proche-Orient	Jordanie	M. Mohamed KATBEH-BADER	CMP 3 (2008) CMP-5 (2010) CMP-7 (2012)	3 <sup>e</sup> mandat/2 ans	2014	Vice-Président
Amérique du Nord	États-Unis	M. John GREIFER	CMP-5 (2010) CMP-7 (2012)	2 <sup>e</sup> mandat/2 ans	2014	Membre du Bureau
Pacifique Sud-Ouest	Australie	Mme Lois RANSOM	CMP-7 (2012)	1 <sup>er</sup> mandat/ 2 ans	2014	Membre du Bureau

## APPENDICE 15: LISTE DES PARTICIPANTS

### MEMBER COUNTRIES (CONTRACTING PARTIES)

#### PAYS MEMBRES (PARTIES CONTRACTANTES)

#### PAÍSES MIEMBROS (PARTES CONTRATANTES)

#### ALGERIA - ALGÉRIE - ARGELIA

##### Représentant

Mme Nadia HADJERES  
Directrice  
Protection des végétaux et des contrôles techniques  
Ministère de l'agriculture et du développement rural  
12, Boulevard Colonel Amirouche  
Alger  
Téléphone: (+213) 21 732161  
Télécopie: (+213) 21 429345  
Adresse électronique: hadjeres.nadia@minagri.dz,  
nada.hadjeres@gmail.com

##### Suppléant(s)

Mme Karima BOUBEKEUR  
Secrétaire des affaires étrangères  
Représentation permanente auprès de la FAO  
Via Bartolomeo Eustachio, 12  
00161 Rome - Italie  
Téléphone: (+39) 06 44202533  
Télécopie: (+39) 06 44292744  
Adresse électronique: embassy@algerianemnassy.it

#### ARGENTINA - ARGENTINE

##### Representante

Sr Diego QUIROGA  
Director de Protección Vegetal  
Servicio Nacional de Sanidad y Calidad  
Agroalimentaria (SENASA)  
Representante de la Organización de Protección  
Fitosanitaria  
Av Paseo Colón, 315 - 4 Piso  
Buenos Aires  
Téléphone: (+54) 11 41215176  
Télécopie: (+54) 11 41215179  
Adresse électronique: dquiroga@senasa.gov.ar

##### Suplente(s)

Sra Andrea Silvina REPETTI  
Consejero  
Representante Permanente Alternante ante la FAO  
Representación Permanente ante la FAO  
Piazza dell'Esquilino, 2  
00185 Roma - Italia  
Téléphone: (+39) 06 48073300  
Télécopie: (+39) 06 48906984  
Adresse électronique: emfao@mrecic.gov.ar

Sr Pablo FRANGI  
Coordinador General de la Dirección Nacional  
de Protección Vegetal  
Servicio Nacional de Sanidad y Calidad  
Agroalimentaria (SENASA)  
Representante de la Organización Nacional de  
Protección Fitosanitaria  
Av Paseo Colón, 315 - 4 Piso  
Buenos Aires  
Téléphone: (+54) 11 41215091  
Adresse électronique: pfrangi@senasa.gov.ar

Sra Alejandra LARRE  
Asistente Técnica  
Dirección de Negociaciones Multilaterales  
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca  
Avda. Paseo Colón 982, 1° Piso, Of. 90 (1063)  
Buenos Aires  
Téléphone: (+54) 11 43492500  
Télécopie: (+54) 11 43492504  
Adresse électronique:  
lhvillagra@minagri.gob.ar

#### ARMENIA - ARMÉNIE

##### Representative

Mr Abram BAKHCHGULYAN  
Head of the State Service for Food Safety of  
Armenia  
Hanrapetutyun Lane, 16 house  
Yerevan  
Téléphone: (+374) 10 450960  
Adresse électronique: abraham77@mail.ru

**AUSTRALIA - AUSTRALIE**

## Representative

Ms Lois RANSOM  
 Chief Plant Protection Officer  
 DAFF Plant Biosecurity  
 Department of Agriculture, Fisheries and Forestry  
 GPO Box 858  
 Canberra ACT 2601  
 Téléphone: (+61) 2 62724888  
 Télécopie: (+61) 2 62725835  
 Adresse électronique: Lois.ransom@daff.gov.au

## Alternate(s)

Mr Colin GRANT  
 First Assistant Secretary  
 DAFF Plant Biosecurity  
 Department of Agriculture, Fisheries and Forestry  
 GPO Box 858  
 Canberra ACT 2601  
 Téléphone: (+61) 2 62723937  
 Télécopie: (+61) 2 62725245  
 Adresse électronique: Colin.grant@daff.gov.au

Mr Bart ROSSEL  
 Office of the Chief Plant Protection Officer  
 DAFF Plant Biosecurity  
 Department of Agriculture, Fisheries and Forestry  
 GPO Box 858  
 Canberra ACT 2601  
 Téléphone: (+61) 2 62725056  
 Télécopie: (+61) 2 62725835  
 Adresse électronique: Bart.rossel@daff.gov.au

**AUSTRIA - AUTRICHE**

## Representative

Ms Natalie FEISTRITZER  
 Counsellor (Agricultural Affairs)  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Austria  
 Via Pergolesi 3  
 00198 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 8440141  
 Adresse électronique: natalie.feistritz@bmeia.gv.at

**BANGLADESH**

## Representative

Mr Tafiz UDDIN  
 Deputy Director (Plant Quarantine)  
 Plant Protection Wing  
 Department of Agricultural Extension  
 Khamarbari, Dhaka - 1215  
 Téléphone: (+880) 9131295  
 Télécopie: (+880) 9111554

## Alternate(s)

Ms Sultana AFROZ  
 Embassy of the People's Republic  
 of Bangladesh  
 Via Antonio Bertoloni, 14  
 00197 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 8078541  
 Télécopie: (+39) 06 8084853  
 Adresse électronique: embangrm@mclink.it

**BELARUS - BÉLARUS - BELARÚS**

## Representative

Ms Hanna MIALESHKA  
 Deputy Director of Department of Veterinary  
 and Food Surveillance  
 Ministry of Food and Agriculture  
 Starovilensky Trakt 91  
 Minsk, 220053  
 Téléphone: (+375) 17 2332512  
 Télécopie: (+375) 17 2882457  
 Adresse électronique: ofsn3@tut.by

## Alternate(s)

Mr Dmitry MIRONCHIK  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of Belarus  
 Via delle Alpi Apuane, 16  
 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 82081427  
 Télécopie: (+39) 06 82002309  
 Adresse électronique:  
 belarus.commerciale@gmail.com

**BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA**

## Représentant

M. Lieven VAN HERZELE  
 Attaché  
 Ministère de la Santé publique  
 de la Sécurité de la chaîne alimentaire et de  
 l'Environnement  
 DG4: Animaux, Végétaux et Alimentation  
 Service de la Politique sanitaire des Animaux et  
 des Plantes  
 Eurostation II, 7° floor  
 Place Victor Horta 40 bte 10  
 B 1060 - Bruxelles  
 Téléphone: (+32) 2 5247323  
 Télécopie: (+32) 2 5247349  
 Adresse électronique:  
 Lieven.VanHerzele@gezondheid.belgie.be

**BELIZE - BELICE**

## Representative

Mr Francisco GUTIERREZ  
 Technical Director  
 Belize Agricultural Health Authority  
 Ministry of Agriculture and Fisheries  
 West Block Building  
 Belmonpan City  
 Téléphone: (+501) 8244899  
 Télécopie: (+501) 8243773  
 Adresse électronique: frankpest@yahoo.com

**BHUTAN - BHOUTAN - BHUTÁN**

## Representative

Mr Karma DORJI  
 Executive Director  
 National Focal Point for the IPPC  
 Bhutan Agriculture and Food Regulatory Authority  
 (BAFRA)  
 Ministry of Agriculture  
 P.O.Box # 1071 -Thimphu  
 Téléphone: (+975) 2 327031  
 Télécopie: (+975) 2 327032  
 Adresse électronique: karmadorji@moa.gov.bt

## Alternate(s)

Mr Sangay DORJI  
 Chief Procurement Officer  
 Administration and Finance Division  
 Ministry of Agriculture and Forests  
 P.O.Box # 1071 -Thimphu  
 Téléphone: (+975) 02 322572  
 Télécopie: (+975) 02 332750  
 Adresse électronique: s\_dorji@moaf.gov.bt

Ms Barsha GURUNG  
 Regulatory and Quarantine Officer  
 Bhutan Agriculture and Food Regulatory Authority  
 Ministry of Agriculture and Forests  
 P.O.Box # 1071 -Thimphu  
 Téléphone: (+97) 02 327031  
 Télécopie: (+975) 02 327032  
 Adresse électronique: barshagrng@gmail.com

**BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF) -  
BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE) -  
BOLIVIA (ESTADO PLURINACIONAL DE)**

## Representante

Ms Maria Eugenia GAZAUI  
 Consejero  
 Representante Permanente ante la FAO  
 Embajada del Estado Plurinacional de Bolivia  
 Via Brenta 2a - Int. 28  
 00198 Roma - Italia  
 Téléphone: (+39) 06 8841001  
 Télécopie: (+39) 06 8840740  
 Adresse électronique: embolivia-roma@ree.gob.bo

**BOSNIA AND HERZEGOVINA –  
BOSNIE-HERZÉGOVINE –  
BOSNIA Y HERZEGOVINA**

## Representative

Ms Vesna NJEGIC  
 Minister Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Bosnia and Herzegovina  
 Piazzale Clodio 12/3 int 17  
 00195 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 39742817  
 Télécopie: (+39) 06 39030567  
 Adresse électronique: ambasciata@ambih.191.it

**BOTSWANA**

## Representative

Mr Pius Mmilidzi MALIKONGWA  
 Head of Phytosanitary Section  
 Ministry of Agricultural Crop Production  
 Private Bag 0091  
 Gaborone  
 Téléphone: (+267) 3928786/45/6  
 Télécopie: (+267) 3928768  
 Adresse électronique: pmmalikongwa@gov.bw

**BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL**

## Representative

Mr Cosam DE CARVALHO COUTINHO  
 Director  
 Plant Health Department  
 Ministry of Agriculture, Livestock and Food  
 Supply  
 Esplanada dos Ministerios  
 Bloco D, Anexo B, Sala 303  
 Brasilia DF 70043900  
 Téléphone: (+55) 61 33223250  
 Télécopie: (+55) 61 32243874

## Alternate(s)

Mr Alexandre MOREIRA PALMA  
Focal point of the Plant Health Department  
Ministry of Agriculture, Livestock and Supply  
Esplanada dos Ministérios, Bloco D  
Anexo B, Sala 310  
Brasilia DF 70043900  
Téléphone: (+55) 61 32182898  
Télécopie: (+55) 61 32243874  
Adresse électronique:  
alexandre.palma@agricultura.gov.br

Mr Marco Antonio ARAUJO DE ALENCAR  
Coordinator of Phytosanitary International Affairs  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
Esplanada dos Ministérios  
Bloco D, Edifício Sede, Sala 353  
Brasilia, DF 70043900  
Téléphone: (+55) 61 32182416  
Télécopie: (+55) 61 32254738  
Adresse électronique:  
marco.alencar@agricultura.gov.br

**BULGARIA - BULGARIE**

## Representative

Ms Aneliya ETROPOLSKA  
Expert in Department "Phytosanitary Control"  
Bulgarian Food Safety Agency - BFSA  
Ministry of Agriculture and Food  
17, Hristo Botev Blvd  
1040 Sofia  
Téléphone: (+359) 2 9173755  
Télécopie: (+359) 2 9173759  
Adresse électronique:  
a.etropolska@nsrz.government.bg

**BURKINA FASO**

## Représentant

Mme Mariam SOME DAMOUE  
Chargée du Contrôle phytosanitaire  
Direction de la Protection des Végétaux  
Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique  
0 B.P. 5362  
Ouagadougou 03  
Téléphone: (+226) 50361915  
Télécopie: (+226) 50375805  
Adresse électronique: mariamsome@yahoo.fr

## Suppléant(s)

M. Laurent Diandioua COULIDIATI  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint auprès de la  
FAO  
Ambassade du Burkina Faso  
Via XX Settembre, 86  
00187 Rome - Italie  
Téléphone: (+39) 06 42010611  
Télécopie: (+39) 06 42016701  
Adresse électronique: ambabf.roma@tin.it

**BURUNDI**

## Représentant

M. Eliakim SAKAYOYA  
Directeur  
Direction de la Protection des Végétaux  
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage  
B.P. 114  
Gitega, D.P.V. Bur  
Téléphone: (+257) 22402036  
Télécopie: (+257) 22402104  
Adresse électronique:  
sakayoyaeliakim@yahoo.fr; dpvbdi@yahoo.fr

**CAMBODIA - CAMBODGE - CAMBOYA**

## Representative

Mr Hean VANHAN  
Deputy Director General  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
General Directorate of Agriculture (GDA)/  
MAFF  
No.54B/49F, Street 395-656, Sangkat Toeuk  
Laak 3,  
Khan Tuol Kok, Phnom Penh  
Téléphone: (+855) 12818216  
Télécopie: (+855) 23 883268  
Adresse électronique: heanvanhan@gmail.com

**CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN**

## Représentant

M. Syxtus Thomas NUZA  
Directeur  
Réglementation et du contrôle de la qualité des  
intrants et produits agricoles  
Ministère de l'agriculture et du développement  
rural  
P.O. Box 1639  
Yaoundé  
Téléphone: (+237) 22 316770  
Télécopie: (+237) 22 311136  
Adresse électronique: syxnzu@yahoo.com

## Suppléant(s)

M. MOUNGUI MEDI  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent adjoint auprès de la FAO  
Ambassade de la République du Cameroun  
Via Siracusa, 4-6  
00161 Rome - Italie  
Téléphone: (+39) 06 4403644  
Télécopie: (+39) 06 4403644  
Adresse électronique: medimoungui@yahoo.fr

**CANADA - CANADÁ**

## Representative

Mr Greg STUBBINGS  
Director and Chief Plant Health Officer  
Canadian Food Inspection Agency  
Plant Biosecurity and Forestry Division  
59 Camelot Drive  
Ottawa, ON K1A 0Y9  
Téléphone: (+1) 613 7737247  
Télécopie: (+1) 613 7737204  
Adresse électronique: Greg.Stubbings@inspection.gc.ca

## Alternate(s)

Mr Michael WOOD  
Director  
Canadian Food Inspection Agency  
Plant Biosecurity and Forestry Division  
59 Camelot Drive  
Ottawa, ON K1A 0Y9  
Téléphone: (+1) 613 7737630  
Télécopie: (+1) 613 7737204  
Adresse électronique: Michael.Wood@inspection.gc.ca

Ms Marie-Claude FOREST  
International Standards Adviser  
Canadian Food Inspection Agency  
Plant Biosecurity and Forestry Division  
59 Camelot Drive  
Ottawa, ON K1A 0Y9  
Téléphone: (+1) 613 7737235  
Télécopie: (+1) 613 7737204  
Adresse électronique: Marie-Claude.Forest@inspection.gc.ca

Ms Marie-Pierre MIGNAULT  
International Senior Policy Analyst- IPPC  
Canadian Food Inspection Agency  
International Policy Directorate- Multilateral Relations  
1400 Merivale Road, Tower 1  
Ottawa, ON K1A 0Y9  
Téléphone: (+1) 613 7736456  
Télécopie: (+1) 613 7735695  
Adresse électronique: Marie-Pierre.Mignault@inspection.gc.ca

**CAPE VERDE - CAP-VERT - CABO VERDE**

## Représentant

M. José Eduardo BARBOSA  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Ambassade de la République du Cap-Vert  
Via Giosué Carducci 4 - Int. 3  
00187 Rome - Italie  
Téléphone: (+39) 06 4744678  
Télécopie: (+39) 06 4744643  
Adresse électronique: jeduardo.barbosa@fastwebnet.it

## Suppléant(s)

Mme Sonia MARTINS  
Représentant permanent suppléant auprès de la FAO  
Ambassade de la République du Cap-Vert  
Via Giosué Carducci 4 - Int. 3  
00187 Rome - Italie  
Téléphone: (+39) 06 4744678  
Télécopie: (+39) 06 4744643

**CENTRAL AFRICAN REPUBLIC -  
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE -  
REPÚBLICA CENTROAFRICANA**

## Représentant

Mme Marie-Honorine BRAHIM  
Ingénieur Agronome  
Chef de Service de Diagnostic, des Enquêtes et de la Lutte Phytosanitaire  
Coordonnatrice Nationale du Comité Inter-Etats des Pesticides d'Afrique Centrale (CPAC/RCA)  
Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture  
B.P. 786 - Bangui  
Téléphone: (+236) 75046845  
Télécopie: (+236) 21611987  
Adresse électronique: brahim\_mariehonore@yahoo.fr

**CHILE - CHILI**

## Representante

Sra Soledad CASTRO DOROCHESSI  
Director  
División Protección Agrícola y Forestal  
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)  
Av. Bulnes 140, 3 Piso  
Santiago de Chile  
Téléphone: (+56) 2 3451200  
Télécopie: (+56) 2 3451203  
Adresse électronique: soledad.castro@sag.gob.cl

## Suplente(s)

Sra Susana BISCUPOVICH FELLEBERG  
 Subdepto. Defensa Agrícola  
 División Protección Agrícola y Forestal  
 Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)  
 Av. Buines 140, 3 Piso  
 Santiago de Chile  
 Téléphone: (+56) 2 3451200  
 Télécopie: (+56) 2 3451203  
 Adresse électronique: susana.biscopovich@sag.gob.cl

## CHINA - CHINE

## Representative

Mr Shengdou CHEN  
 Director-General  
 National Agro-Technical Extension and Service Center  
 Ministry of Agriculture  
 No.20 Mai Zi Dian Street  
 Beijing 100125  
 Téléphone: (+86) 10 59194560  
 Télécopie: (+86) 10 59194517  
 Adresse électronique: chensd@agri.gov.cn

## Alternate(s)

Mr Fuxiang WANG  
 Division Director  
 Plant Quarantine Division  
 National Agriculture Technical Extension and Service Center  
 Ministry of Agriculture  
 No.20 Mai Zi Dian Street  
 Beijing 100125  
 Téléphone: (+86) 10 59194524  
 Télécopie: (+86) 10 59194726  
 Adresse électronique: wangfuxiang@agri.gov.cn

Ms Xueyan CHANG  
 Officer  
 Crop Production Department  
 Ministry of Agriculture  
 No.11 Nongzhanguan Nanli  
 Beijing 100125  
 Téléphone: (+86) 10 59191451  
 Télécopie: (+86) 10 59193376  
 Adresse électronique: changxueyan@agri.gov.cn

Mr Baoxi SHANG  
 Officer  
 Dep. of Treaty and Law  
 Ministry of Foreign Affairs  
 No. 2 Chaoyangmen Nandajie, Chaoyang District  
 Beijing 100701  
 Téléphone: (+86) 10 65963293  
 Télécopie: (+86) 10 65963257  
 Adresse électronique: shang\_baoxi@mfa.gov.cn

Ms Junwen LOU  
 Division Director  
 Dep. for Supervision on Animal and Plant Quarantine  
 General Administration of Quality Supervision, Inspection and Quarantine  
 No. 9 Madiandonglu, Haidian District  
 Beijing, 100088  
 Téléphone: (+86) 10 88261918  
 Télécopie: (+86) 10 88260158  
 Adresse électronique: loujw@aqsiq.gov.cn

Ms Xingxia WU  
 Senior Agronomist  
 Research Center for international Standard and Technical Regulation  
 No.18 Xibahe dongli, Chaoyang District  
 Beijing 100028  
 Téléphone: (+86) 10 84603962  
 Télécopie: (+86) 10 84603817  
 Adresse électronique: wuxx@aqsiq.gov.cn

Mr Fuxiang WANG  
 Division Director  
 Dep. of Afforestation and Greening  
 State Forestry Administration  
 Dep. of Afforestation and Greening  
 State Forestry Administration  
 No.18 Hepingli Dongjie  
 Beijing, 100714  
 Téléphone: (+86) 10 84603962  
 Télécopie: (+86) 10 84238069  
 Adresse électronique: zlsfzc@126.com

Mr Clive Siu Ki LAU  
 Senior Agricultural Officer  
 Agriculture, Fisheries and Conservation Department  
 The Government of the Hong Kong Special Administrative Region  
 5/F, Cheung Sha Wan Government Offices  
 303 Cheung Sha Wan Road, Kowloon  
 Hong Kong  
 Téléphone: (+852) 21507039  
 Télécopie: (+852) 21520319  
 Adresse électronique: Clive\_sk\_lau@afcd.gov.hk

Mr Kuai Tat CHEONG  
 Head of Division  
 Division for the Protection of Natural Areas  
 Department of Gardens and Green Areas  
 Civic and Municipal Affairs Bureau  
 Macao  
 Téléphone: (+853) 28827023  
 Télécopie: (+853) 83950445  
 Adresse électronique: ktcheong@iacm.gov.mo



Mr Handi GUO  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Permanent Representation of the People's Republic of  
China to the UN Agencies for Food and Agriculture  
Via degli Urali 12  
00144 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 06 59193124  
Télécopie: (+39) 06 59193130  
Adresse électronique: guohandi@agri.gov.cn

Mr Chuang NIE  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Permanent Representation of the People's Republic of  
China to the UN Agencies for Food and Agriculture  
Via degli Urali 12  
00144 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 06 59193136  
Télécopie: (+39) 06 59193130  
Adresse électronique: Niechuang@agri.gov.cn

## COLOMBIA - COLOMBIE

Representante  
Sr Carlos Alberto SOTO  
Subgerente da Protección Vegetal  
Instituto Colombiano Agropecuario  
Carraro 41 N 17-81  
Bogotá  
Téléphone: (+571) 3323754  
Télécopie: (+571) 3323700  
Adresse électronique: carlos.soto@ica.gov.co

Suplente(s)  
Sra Maria Victoria SALCEDO  
Consejero  
Representante Permanente Alternante ante la FAO  
Embajada de la República de Colombia  
Via Giuseppe Pisanelli 4, Int. 10  
00196 Roma - Italia  
Téléphone: (+39) 06 3202405  
Télécopie: (+39) 06 3225798  
Adresse électronique: eroma@cancilleria.gov.co

Sr Felipe STEINER FRASER  
Primer Secretario  
Embajada de la República de Colombia  
Via Giuseppe Pisanelli 4, Int. 10  
00196 Roma - Italia  
Téléphone: (+39) 06 3202405  
Télécopie: (+39) 06 3225798

## COMOROS - COMORES - COMORAS

Représentant  
M. Issimaila Mohamed ASSOUMANI  
Chief  
Service de la Protection des végétaux  
Ministère de l'agriculture, de la pêche,  
de l'environnement, de l'énergie, de l'industrie et  
de l'artisanat  
B.P. 289, Moroni  
Téléphone: (+269) 3331102  
Télécopie: (+269) 7750003  
Adresse électronique: issimaila2002@yahoo.fr

## COOK ISLANDS – ÎLES COOK – ISLAS COOK

Representative  
Mr Ngatoko NGATOKO  
Director  
Biosecurity Quarantine Service  
Ministry of Agriculture  
P.O.Box 96  
Rarotonga  
Téléphone: (+682) 28711  
Télécopie: (+682) 21881  
Adresse électronique:  
nngatoko@agriculture.gov.ck

## COSTA RICA

Representante  
Sra Magda GONZALEZ ARROYO  
Directora Servicio Fitosanitario del Estado  
Ministerio de Agricultura y Ganaderia  
Sabana Sur, Antiguo Edificio La Salle  
San José  
Téléphone: (+506) 2549 3563  
Télécopie: (+506) 25493598  
Adresse électronique: mgonzalez@sfe.go.cr

Suplente(s)  
Sr Marco VALERIN ROSALES  
Jefe de Analisis de Riesgo  
Servicio Fitosanitario del Estado  
Ministerio de Agricultura y Ganaderia  
Sabana Sur, Antiguo Edificio La Salle  
San José  
Téléphone: (+506) 2549 3563  
Télécopie: (+506) 2549 3998  
Adresse électronique: mvalerin@sfe.go.cr

**CÔTE D'IVOIRE**

## Représentant

M. Lucien KOUAME KONAN  
 Directeur de la Protection des Végétaux,  
 du Contrôle et de la Qualité  
 Point de contact de la CIPV  
 Ministère de l'agriculture  
 B.P. V. 94  
 (Immeuble Caisse de Stabilisation)  
 Abidjan  
 Téléphone: (+225) 20 222260  
 Télécopie: (+225) 20 212032  
 Adresse électronique: l\_kouame@yahoo.fr

**CUBA**

## Representante

Sra Ileana HERRERA CARRICARTE  
 Especialista Editoría del Portal Fitosanitario  
 del Centro Nacional de Sanidad Vegetal del Ministerio  
 de Agricultura  
 Ayuntamiento No. 231  
 Plaza la Habana  
 Téléphone: (+537) 8815089  
 Télécopie: (+537) 8703277  
 Adresse électronique: ileana@sanidadvegetal.cu

## Suplente(s)

Sra Silvia Maria ALVAREZ ROSSELL  
 Primer Secretario  
 Atencion a Organismos Internacionales  
 Representante Permanente ante la FAO  
 Embajada de la República de Cuba  
 Via Licinia, 13a  
 00153 Roma - Italia  
 Téléphone: (+39) 06 571724304  
 Adresse électronique: adjuntocuba@ecuitalia.it

Sr Luis Alberto MARIN LLANES  
 Tercer Secretario  
 Representante Permanente ante la FAO  
 Embajada de la República de Cuba  
 Via Licinia, 13a  
 00153 Roma - Italia  
 Téléphone: (+39) 06 571724308  
 Adresse électronique: alternocuba@ecuitalia.it

**CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE**

## Representative

Ms Christina PITTA  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of Cyprus  
 Piazza Farnese, 44  
 00186 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 6865758  
 Télécopie: (+39) 06 68803756  
 Adresse électronique: cpitta1472@gmail.com

**CZECH REPUBLIC –  
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE –  
REPÚBLICA CHECA**

## Representative

Mr Michal HNIZDIL  
 Phytosanitary Officer  
 Ministry of Agriculture, Plant Commodities  
 Department  
 Tesnov 17  
 17 05 Prague 1  
 Téléphone: (+420) 221 812231  
 Télécopie: (+420) 221 812951  
 Adresse électronique: michal.hnizdil@mze.cz

## Alternate(s)

Ms Dita VRBOVA  
 Head of Protection Against Harmful Organisms  
 Section  
 State Phytosanitary Administration  
 Prague  
 Téléphone: (+420) 235 010306  
 Adresse électronique: dita.vrbova@srs.cz

Mr Jiri MUCHKA  
 Second Secretary  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Czech Republic  
 Via dei Gracchi, 322  
 00192 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 36095759  
 Télécopie: (+39) 06 3244466  
 Adresse électronique: jiri\_muchka@mzv.cz

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF  
KOREA –  
RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE - REPÚBLICA  
POPULAR DEMOCRÁTICA DE COREA**

## Representative

Mr Tae Song HAN  
 Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Democratic People's  
 Republic of Korea  
 Viale dell'Esperanto, 26  
 00144 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 54220749  
 Télécopie: (+39) 06 54210090  
 Adresse électronique: ekodpr@alice.it

## Alternate(s)

Mr Chol Min KIM  
 Attaché  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Democratic People's  
 Republic of Korea  
 Viale dell'Esperanto, 26  
 00144 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 54220749  
 Télécopie: (+39) 06 54210090  
 Adresse électronique: ekodpr@alice.it

Mr Kwang Hyok PANG  
 Permanent Representative to the FAO  
 Embassy of the Democratic People's  
 Republic of Korea  
 Viale dell'Esperanto, 26  
 00144 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 54220749  
 Télécopie: (+39) 06 54210090  
 Adresse électronique: ekodpr@alice.it

**DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA**

## Representative

Mr Ebbe NORDBO  
 Head of Section  
 Danish AgriFish Agency  
 Nyropsgade 30, 1780 København V  
 Téléphone: (+45) 45263891  
 Télécopie: (+45) 33958000  
 Adresse électronique: eno@naturerhverv.dk

## Alternate(s)

Ms Jane MOMBERG  
 Expert Plant Health  
 Danish AgriFish Agency  
 Nyropsgade 30, 1780 København V  
 Téléphone: (+45) 45263823  
 Télécopie: (+45) 33958080  
 Adresse électronique: java@naturerhverv.dk

Mr Antonio ATAZ  
 Council of the European Union  
 General Secretariat  
 DG B II Agriculture, Bureau 40 GM 36,  
 Justus Lipsius building, Rue de la Loi,  
 175 1048 Bruxelles  
 Téléphone: (+32) 2 2814964  
 Télécopie: (+32) 2 2819425  
 Adresse électronique:  
 antonio.ataz@consilium.europa.eu

Mr Soren SKAFTE  
 Minister Counsellor  
 Deputy Permanent Representative to FAO  
 Royal Danish Embassy  
 Via dei Monti Parioli 50  
 I-00197 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 97748329  
 Télécopie: (+39) 06 97748399  
 Adresse électronique: sorska@um.dk

Mr Peter VENDELBOE  
 Attaché  
 Alternate Permanent Representative at FAO  
 Royal Danish Embassy  
 Via dei Monti Parioli, 50  
 00197 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 97748321  
 Télécopie: (+39) 06 97748399  
 Adresse électronique: petven@um.dk

**DOMINICAN REPUBLIC - RÉPUBLIQUE  
 DOMINICAINE - REPÚBLICA  
 DOMINICANA**

## Representante

Sr José HERASME CARVAJAL  
 Encargado de la Division de Cuarentena  
 Vegetal  
 Departamento de Sanidad Vegetal  
 Ministerio de Agricultura  
 Aut. Duarte, Km 6 1/2  
 Los Jardines del Norte  
 Santo Domingo  
 Téléphone: (+1) 809 5473888, ext. 4104  
 Télécopie: (+1) 809 5628939  
 Adresse électronique: jherasme72@yahoo.com

## Suplente(s)

Sra Maria Cristina LAUREANO  
 Primera Secretaria  
 Representante Permanente Alterno ante la FAO  
 Representación Permanente de la  
 República Dominicana ante la FAO  
 Via Marco Aurelio, 42 int. B-2  
 00184 Roma - Italia  
 Téléphone: (+39) 340 9028239  
 Adresse électronique:  
 marialaureano313@gmail.com

**ECUADOR - ÉQUATEUR**

## Representante

Sr Luis VALVERDE  
 Director Ejecutivo  
 Agrocalidad  
 Amazonas y Eloy Alfaro  
 Esquina. Edificio MAGAP  
 Quito  
 Téléphone: (+593) 2 3960100/3960200  
 Adresse électronique: luis.valverde@agrocalidad.gob.ec

## Suplente(s)

Sr Luis Mario LARA  
 Técnico de Subprocesos de Insumos Pecuarios  
 Agrocalidad  
 Av. Eloy Alfaro N30-350 y Amazonas Edif. MAGAP  
 piso 9  
 Quito  
 Téléphone: (+593) 2 2567232  
 Adresse électronique: luis.lara@agrocalidad.gob.ec

Sr Patricio ALMEIDA  
 Director de Sanidad Vegetal  
 Amazonas y Eloy Alfaro  
 Esquina. Edificio MAGAP  
 Quito  
 Téléphone: (+593) 2 3960100 / 3960200  
 Adresse électronique: patricio.almeida@agrocalidad.gob.ec

Sr José VILATUÑA  
 Coordinador de Vigilancia Fitosanitaria  
 Agrocalidad  
 Av. Eloy Alfaro N30 350 y  
 Amazonas Edif. MAGAP piso 9  
 Quito  
 Téléphone: (+593) 2 3960100/3960200  
 Adresse électronique: jose.vilatuna@agrocalidad.gob.ec

Sr José Antonio CARRANZA  
 Representante Permanente ante la FAO  
 Embajada de la República del Ecuador  
 Via Antonio Bertoloni, 8  
 00197 Roma - Italia  
 Téléphone: (+39) 06 89672820  
 Télécopie: (+39) 06 89672821  
 Adresse électronique: mecuroma@ecuador.it

**EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO**

## Representative

Mr Ali Mahmoud Mohammed SOLIMAN  
 Head of Central Administration of Plant  
 Quarantine  
 Head of Sanitary and Phytosanitary Committee  
 Ministry of Agriculture and Land Reclamation  
 Dokki, Giza  
 Téléphone: (+202) 37608575  
 Télécopie: (+202) 7608574  
 Adresse électronique: Ali.MM.Soliman@gmail.com

**EL SALVADOR**

## Representante

Sr Maria Eulalia JIMENEZ ZEPEDA  
 Ministra Consejera  
 Representante Adjunta ante la FAO  
 Embajada de la República de El Salvador  
 Via Gualtiero Castellini, 13  
 00197 Roma - Italia  
 Téléphone: (+39) 06 8076605  
 Télécopie: (+39) 06 8079726  
 Adresse électronique: embasalvaroma@tiscali.it

**EQUATORIAL GUINEA –  
GUINÉE ÉQUATORIALE –  
GUINEA ECUATORIAL**

## Representante

Sr Crisantos OBAMA  
 Embajador ante la FAO  
 Representación Permanente de la República  
 de Guinea Ecuatorial ante la FAO  
 Via Bruxelles, 59A  
 00198 Roma - Italia  
 Téléphone: (+39) 06 8845575  
 Télécopie: (+39) 06 84080788  
 Adresse électronique: obamarefao@gmail.com

**ERITREA - ÉRYTHRÉE**

## Representative

Mr Tekleab MESHGENA  
 Director General  
 Regulatory Service Department  
 Ministry of Agriculture  
 P.O. Box 1048 - Asmara  
 Téléphone: (+291) 1 120395  
 Télécopie: (+291) 1 181415/127508  
 Adresse électronique: tekleabmsgna@ymail.com

**ESTONIA - ESTONIE**

## Representative

Ms Olga LAVRENTJEVA  
 Chief Specialist  
 Food Safety Department,  
 Ministry of Agriculture  
 39/41 Lai Street  
 15056 Tallinn  
 Téléphone: (+372) 6256535  
 Télécopie: (+372) 6256200  
 Adresse électronique: olga.lavrentjeva@agri.ee

**ETHIOPIA - ÉTHIOPIE - ETIOPIÁ**

## Representative

Mr Fikre MARKOS  
 Deputy Director  
 Animal and Plant Health Regulatory Directorate  
 Ministry of Agriculture and Rural Development  
 Woreda 21 Kebele 25  
 Addis Ababa  
 Téléphone: (+251) 11 6462417  
 Télécopie: (+251) 11 6462311  
 Adresse électronique: fikrem2001@yahoo.com

**EUROPEAN UNION (MEMBER ORGANIZATION) –  
 UNION EUROPÉENNE (ORGANISATION  
 MEMBRE) –  
 UNIÓN EUROPEA (ORGANIZACIÓN MIEMBRO)**

## Représentant

M. Harry ARIJS  
 Chef d'Unité Adjoint  
 Biotechnologie et santé des végétaux  
 Direction générale "Santé et protection des  
 Consommateurs"  
 Rue Belliard Office, 03/114  
 BE-1049 Bruxelles - Belgium  
 Téléphone: (+32) 02 2959664  
 Télécopie: (+32) 02 2969399  
 Adresse électronique: Harry.arjis@ec.europa.eu

## Suppléant(s)

M. Roman VAGNER  
 Policy Officer  
 Santé des Végétaux  
 Direction Générale "Santé et  
 consommateurs"  
 Commission européenne  
 Rue Breydel 4  
 1049 Bruxelles - Belgium  
 Téléphone: (+32) 02 2959664  
 Télécopie: (+32) 02 2969399  
 Adresse électronique: Roman.VAGNER@ec.europa.eu

**FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA**

## Representative

Mr Ralph LOPIAN  
 Senior Adviser  
 International Affairs  
 Department of Food and Health  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 Mariankatu 23 A  
 PO Box 30, Helsinki  
 FI-00023 Government  
 Téléphone: (+358) 9 16052449  
 Télécopie: (+358) 9 16052443  
 Adresse électronique: ralf.lopien@mmm.fi

**FRANCE - FRANCIA**

## Représentant

Mme Emmanuelle SOUBEYRAN  
 Chef de service de la prévention des risques  
 sanitaires en production primaire  
 Chef de projet Ecophyto 2018  
 Direction générale de l'alimentation  
 Ministère de l'agriculture  
 251, rue de Vaugirard  
 75732 Paris Cedex 15  
 Téléphone: (+33) 1 495544256  
 Télécopie: (+33) 1 49554039  
 Adresse électronique:  
 emmanuelle.soubeyran@agriculture.gouv.fr

## Suppléant(s)

M. Nicolas CANIVET  
 Chef du Bureau des Semences et de la Santé des  
 Végétaux  
 Direction générale de l'alimentation  
 Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de  
 la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du  
 territoire  
 251 rue de Vaugirard  
 75732 Paris - Cedex 15  
 Téléphone: (+33) 1 49558148  
 Télécopie: (+33) 1 49555949  
 Adresse électronique:  
 nicolas.canivet@agriculture.gouv.fr

Mme Laurence BOUHOT-DELDUC  
 Chargée des affaires internationales en santé  
 des végétaux  
 Direction générale de l'alimentation  
 Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de  
 la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du  
 territoire  
 251 rue de Vaugirard  
 75732 Paris - Cedex 15  
 Téléphone: (+33) 1 49558437  
 Télécopie: (+33) 1 49555949  
 Adresse électronique: laurence.bouhot-  
 delduc@agriculture.gouv.fr

Mme Clara PACHECO  
 Chargée des dossiers phytosanitaires au  
 bureau de l'exportation pays  
 Direction générale de l'alimentation  
 Ministère de l'Agriculture  
 Service de la coordination des actions sanitaires  
 251, rue de Vaugirard  
 75732 Paris - Cedex 15  
 Téléphone: (+33) 1 49554317  
 Télécopie: (+33) 1 49554462  
 Adresse électronique:  
 clara.pacheco@agriculture.gouv.fr

M. Jean-Christophe NAUDIN  
 Responsable export secteur végétal  
 Service d'appui aux exportateurs  
 Direction internationale  
 12, rue Henri Rol-Tanguy  
 TSA 20002  
 93555 Montreuil-sous-Bois  
 Téléphone: (+33) 1 73302857  
 Télécopie: (+33) 1 73302299  
 Adresse électronique:  
 jean-christophe.naudin@franceagrimer.fr

## GABON - GABÓN

Représentant  
 M. Louis Stanislas CHARICAUTH  
 Conseiller  
 Représentant permanent suppléant auprès la FAO  
 Ambassade de la République gabonaise  
 Via San Marino, 36-36A  
 00198 Rome - Italie  
 Téléphone: (+39) 06 85358970  
 Télécopie: (+39) 06 8417278  
 Adresse électronique: ambassadedugabon1@interfree.it

## GEORGIA - GÉORGIE

Representative  
 Mr Bejan REKHVIASHVILI  
 Senior Specialist  
 Plant Protection Department  
 National Service for Food Safety, Veterinary and Plant  
 Protection  
 Ministry of Agriculture  
 Tamarashvili Street  
 0177 Tbilisi  
 Téléphone: (+995) 32397069  
 Télécopie: (+995) 32397498  
 Adresse électronique: dpp@fvp.ge;  
 berhan.r@gmail.com

## GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA

Representative  
 Mr Jens-Georg UNGER  
 Federal Research Center  
 Institute on National and International Plant  
 Health  
 Messeweg 11/12  
 D-38104 Braunschweig  
 Téléphone: (+49) 531 2993370  
 Télécopie: (+49) 531 2993007  
 Adresse électronique: ag@jki.bund.de

Alternate(s)  
 Mr Stefan HÜSCH  
 Plant Health Department  
 Federal Ministry for Food, Agriculture and  
 Consumer Protection  
 Rochusstr. 1  
 D-53123 Bonn  
 Téléphone: (+49) 228 995293973  
 Télécopie: (+49) 228 995294262  
 Adresse électronique:  
 stefan.husch@bmelv.bund.de

## GHANA

Representative  
 Mr Nii QUAYE-KUMAH  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Via Ostriana, 4  
 00199 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 389 0165333  
 Télécopie: (+39) 06 86325762  
 Adresse électronique:  
 nii.quaye.kumah@gmail.com

Alternate(s)  
 Mr Edmond Kojo Jack-Vesper SUGLO  
 Director  
 Plant Protection and Regulatory  
 Services Directorate (PPRSB)  
 P.O.Box M37  
 Pokoase, Accra  
 Téléphone: (+233) 244 388275  
 Télécopie: (+233) 21 990404  
 Adresse électronique: ackvesper@yahoo.com

**GREECE - GRÈCE - GRECIA**

## Representative

Ms Dimitra GKILPATHI  
Regulatory Expert  
Department of Phytosanitary Control  
Ministry of Rural Development and Food  
Sygrou 150 Avenue  
17671 Kallithea  
Téléphone: (+302) 10 9287209  
Télécopie: (+302) 10 9212090  
Adresse électronique: syg054@minagric.gr

**GUATEMALA**

## Representante

Sr Jaime SOSA LEMUS  
Jefe del Departamento de Certificación Fitosanitaria  
Dirección de Sanidad Vegetal  
Ministerio de Agricultura, Ganadería  
y Alimentación  
7a. Avenida 12-90, Zona 13 Edificio Monja Blanca  
Ciudad de Guatemala  
Téléphone: (+502) 24137000, ext. 7012  
Télécopie: (+502) 2413700  
Adresse électronique: emedinagchq@gmail.com

## Suplente(s)

Sra Ileana RIVERA DE ANGOTTI  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Adjunto  
Embajada de la República de Guatemala  
Via Colli della Farnesina, 128  
00194 Roma - Italia  
Téléphone: (+39) 06 36381143  
Adresse électronique: misfao.guatemala@gmail.com

**GUINEA - GUINÉE**

## Représentant

M. Abdourahmane Kindy BALDE  
Directeur  
Service national de la protection des végétaux et des  
denrées stockées  
BP 1098 Conakry  
Téléphone: (+224) 30 411910  
Adresse électronique: dourabalde2003@yahoo.fr

## Suppléant(s)

M. Abdoulaye TRAORE  
Conseiller économique  
Représentant permanent adjoint auprès de la FAO  
Ambassade de la République de Guinée  
Via Adelaide Ristori, 9b/13  
00197 Rome - Italie  
Téléphone: (+39) 06 8078989  
Télécopie: (+39) 06 8077588  
Adresse électronique: ambaguineerome1@virgilio.it

**HONDURAS**

## Representante

Sr Edgar Saady SANTAMARIA OSEGUERA  
Plant Health Sub-Director of the Secretary of  
Agriculture  
Boulevard Miraflores, Ave. La FAO  
Tegucigalpa  
Téléphone: (+504) 22358425  
Télécopie: (+504) 22358425  
Adresse électronique: esantamaria@senasa-  
sag.gob.hn, santamaria\_4@hotmail.com

## Suplente(s)

Sra Mayra REINA  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Adjunto ante la FAO  
Representación Permanente de la  
República de Honduras ante la FAO  
Via Giambattista Vico 40, int. 8  
00196 Roma - Italia  
Téléphone: (+39) 06 3207236  
Télécopie: (+39) 06 3207973  
Adresse électronique: mayrareina@libero.it

**HUNGARY - HONGRIE - HUNGRIA**

## Representative

Mr Gábor SZALKAI  
Chief Plant Health Officer  
Ministry of Rural Development  
Department of Food Chain Control  
1055 Budapest  
Téléphone: +36-1-7952393  
Télécopie: +36-1-7950094  
Adresse électronique:  
gabor.szalkai@vm.gov.hu

## Alternate(s)

Mr Lajos SZABÓ  
Deputy of Chief Plant Health Officer  
Ministry of Rural Development  
Department of Food Chain Control  
1055 Budapest  
Téléphone: (+36) 1 7953792  
Télécopie: (+36) 1 7950094  
Adresse électronique: lajos.szabo@vm.gov.hu

**INDIA - INDE**

## Representative

Mr V.K. YADAVA  
Plant Protection Adviser  
Directorate of Plant Protection,  
Quarantine & Storage  
Ministry of Agriculture  
NH-IV Faridabad  
Téléphone: (+91) 129 2413985  
Télécopie: (+91) 129 2412125  
Adresse électronique: ppa@nic.in

## Alternate(s)

Mr D.D.K. SHARMA  
Joint Director (PQ)  
Directorate of Plant Protection,  
Quarantine & Storage  
Ministry of Agriculture  
NH-IV Faridabad  
Téléphone: (+91) 129 2418506  
Télécopie: (+91) 129 2412125  
Adresse électronique: ddk.sharma@nic.in

**INDONESIA - INDONÉSIE**

## Representative

Ms Banun HARPINI  
Director General of Agency for Agricultural Quarantine  
Ministry of Agriculture of the Republic of Indonesia  
Jl. RM. Harsono, #3, Bld A, 3rd floor  
Pasar Minggu - Jakarta 12550  
Téléphone: (+62) 21 7816481

## Alternate(s)

Mr Arifin TASRIF  
Director, Plant Quarantine and Biosafety Center  
Agency for Agriculture Quarantine  
Ministry of Agriculture of the Republic of Indonesia  
Jl. RM. Harsono, No. 3 Ragunan  
12550 Jakarta  
Téléphone: (+62) 21 7816482  
Télécopie: (+62) 21 7816482  
E-mail: arifintasrif@yahoo.co.uk

Ms Erma BUDIYANTO  
Director of Plant Protection  
Directorate General of Food Crops  
Ministry of Agriculture  
Jl. RM. Harsono, No. 3 Ragunan  
12550 Jakarta  
Téléphone: (+62) 21 7804056  
Télécopie: (+62) 21 7804106

## Mr Antarjo DIKIN

Head of Institute of Applied Research and  
Agricultural Method and Technology, Agency  
for Agricultural Quarantine  
Ministry of Agriculture of the Republic of  
Indonesia  
Jl. Raya Setu, Rawa Banteng  
Cibitung Bekasi  
West Java 17520  
Téléphone: (+62) 21 82618923  
Adresse électronique:  
antario\_dikin@yahoo.com

## Mr Yadi RUSYADI

Head of Sub Directorate of Pest Control  
Technology  
Directorate General of Food Crops  
Ministry of Agriculture of the Republic of  
Indonesia  
Jl. RM. Harsono, No. 3 Ragunan  
12550 Jakarta  
Jakarta  
Téléphone: (+62) 21 7804056  
Télécopie: (+62) 21 7804106

## Mr Agus Prihatin SAPTONO

Counsellor, APR to FAO, WFP and IFAD  
Embassy of the Republic of Indonesia  
Via Campana, 55  
00187 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 06 42009150  
Télécopie: (+39) 06 4880280  
Adresse électronique:  
indorom@indonesianembassy.it

## Mr Hamim HAMIM

Agriculture Attaché, APR to FAO, WFP and  
IFAD  
Embassy of the Republic of Indonesia  
Via Campana, 55  
00187 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 06 42009150  
Télécopie: (+39) 06 4880280  
Adresse électronique:  
indorom@indonesianembassy.it



**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) –  
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') – IRÁN  
(REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)**

**Representative**

Mr Aghareza FOTOHI  
Director  
Plant Protection Organization  
Ministry Jihad-e-Agriculture  
Chamran Highway, Yaman Street  
Teheran  
Téléphone: (+98) 21 22402712  
Télécopie: (+98) 21 22403197  
Adresse électronique: fotohi@ppo.ir

**Alternate(s)**

Mr Mohammad Reza ASGHARI  
Head  
Group of Import, Export & Transit of Agricultural  
Commodities  
Plant Protection Organization  
Ministry of Jihad-e-Agriculture  
Chamran Highway, Yaman Street  
Teheran  
Téléphone: (+98) 21 22402712  
Télécopie: (+98) 21 22403197  
Adresse électronique: Asghari@ppo.ir

Mr Seyed ZAREI  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Permanent Representation of the Islamic  
Republic of Iran to FAO  
Via Aventina, 8  
00153 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 06 5780334  
Télécopie: (+39) 06 5747636  
Adresse électronique: missiranfao@missiranfao.191.it

Mr Alireza MOHAJER  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Permanent Representation of the Islamic  
Republic of Iran to FAO  
Via Aventina, 8  
00153 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 06 5780334  
Télécopie: (+39) 06 5747636  
Adresse électronique: missiranfao@missiranfao.191.it

**IRELAND - IRLANDE - IRLANDA**

**Representative**

Mr Gabriel ROE  
Chief Plant Health Officer  
Department of Agriculture, Food and the Marine  
Backweston Campus, Young's Cross,  
Celbridge Co. Kildare  
Téléphone: (+353) 1 5058759  
Adresse électronique: gabriel.roe@agriculture.gov.ie

Mr Barry DELANY  
Plant Health Inspector  
Department of Agriculture, Food and the  
Marine  
Backweston Campus, Young's Cross,  
Celbridge, Co. Kildare  
Téléphone: (+353) 1 5078757  
Adresse électronique:  
barry.delany@agriculture.gov.ie

**ISRAEL - ISRAËL**

**Representative**

Mr David OPATOWSKI  
Head, Plant Biosecurity  
Plant Protection and Inspection Services (PPIS)  
Ministry of Agriculture and Rural Development  
P.O. Box 78  
Bet Dagan 50250  
Téléphone: (+972) 3 9681585  
Télécopie: (+972) 3 9681571  
Adresse électronique: davido@moag.gov.il

**ITALY - ITALIE - ITALIA**

**Representative**

Mr Pietro SEBASTIANI  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Permanent Representation of the Republic of  
Italy to FAO  
Piazza Margana, 19  
00186 Rome  
Téléphone: (+39) 06 6977961  
Télécopie: (+39) 06 6796352  
Adresse électronique: rapp.ita.onu.rm@esteri.it

**Alternate(s)**

Mr Maurizio DE SANTIS  
Central Phytosanitary Service  
General Directorate for Rural Development,  
Infrastructures and Services  
Ministry of Agriculture, Food  
and Forestry Policy  
Via XX Settembre, 20  
Rome  
Téléphone: (+39) 06 46656096  
Adresse électronique:  
m.desantis@politicheagricole.gov.it

Mr Carlo Francesco CESARONI  
Central Phytosanitary Service  
General Directorate for Rural Development,  
Infrastructures and Services  
Ministry of Agriculture, Food  
and Forestry Policy  
Via XX Settembre, 20 - Rome  
Téléphone: (+39) 06 46651/4824702  
Télécopie: (+39) 06 4746178/4742314

Mr Danilo MORELLI  
Central Phytosanitary Service  
General Directorate for Rural Development,  
Infrastructures and Services  
Ministry of Agriculture, Food  
and Forestry Policy  
Via XX Settembre, 20 – Rome  
Téléphone: (+39) 06 46651/4824702  
Télécopie: (+39) 06 4746178/4742314

Ms Sabrina PINTUS  
Central Phytosanitary Service  
General Directorate for Rural Development,  
Infrastructures and Services  
Ministry of Agriculture, Food  
and Forestry Policy  
Via XX Settembre, 20 - Rome  
Téléphone: (+39) 06 46651/4824702  
Télécopie: (+39) 06 4746178/4742314

Ms Lorenza COLLETTI  
The State Forestry Corps  
Via Giosuè Carducci, 5  
00187 Rome  
Téléphone: (+39) 06 46651

#### **JAMAICA - JAMAÏQUE**

##### Representative

Ms Sheila HARVEY  
Chief Plant Quarantine  
Plant Quarantine Unit  
Ministry of Agriculture  
193 Old Hope Road, Kingston 6  
Téléphone: (+876) 9770637  
Télécopie: (+876) 9776401  
Adresse électronique: syharvey@moa.gov.jm

#### **JAPAN - JAPON - JAPÓN**

##### Representative

Mr Masato FUKUSHIMA  
Director, Plant Quarantine Office  
Plant Protection Division, Food Safety and Consumer  
Affairs Bureau  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF)  
1-2-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
Tokyo  
Téléphone: (+81) 3 35025978  
Télécopie: (+81) 3 35023386  
Adresse électronique:  
masato\_fukushima@nm.maff.go.jp

##### Alternate(s)

Mr Motoi SAKAMURA  
Director, Operational Department  
Kobe Plant Protection Station, MAFF  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-1, Hatoba-cho, Chuo-ku, Kobe  
Téléphone: (+81) 78 3312386  
Télécopie: (+81) 78 3911757  
Adresse électronique:  
motoi\_sakamura@nm.maff.go.jp

Mr Hisashi SAKATA  
Deputy Director  
Plant Protection Division  
Food Safety and Consumer Affairs  
Bureau, MAFF  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-2-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo  
Téléphone: (+81) 3 35025978  
Télécopie: (+81) 3 35023386

Mr Yuji KITAHARA  
Section Chief  
Plant Protection Division,  
Food Safety and Consumer Affairs Bureau,  
MAFF  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-2-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku,  
Tokyo  
Téléphone: (+81) 3 35025978  
Télécopie: (+81) 3 35023386  
Adresse électronique: yuji-  
kitahara@nm.maff.go.jp

Mr Kazuhiro IWASAKI  
Plant Protection Officer,  
Yokohama Plant Protection Station, MAFF  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-1, Goryobokujyo, Sanrizuka, Narita, Chiba  
Téléphone: (+81) 476 326694  
Télécopie: (+81) 476 326672

#### **JORDAN - JORDANIE - JORDANIA**

##### Representative

Mr Mohammad Rabah KATBEH BADER  
Director  
Phytosanitary and Biosecurity Department  
Ministry of Agriculture, Plant Protection  
Division  
P.O. Box 11732-662  
Amman  
Téléphone: (+962) 6 5686151/79 5895691  
Télécopie: (+962) 6 5651786  
Adresse électronique: katbehbader@yahoo.com

**KENYA**

## Representative

Mr James Micah ONSANDO  
 Managing Director  
 Kenya Plant Health Inspectorate Service  
 P.O. Box 49592  
 00100 Nairobi  
 Téléphone: (+254) 2 3536171  
 Télécopie: (+254) 2 3536175  
 Adresse électronique: director@kephis.org

## Alternate(s)

Ms Esther KIMANI  
 General Manager Phytosanitary Services  
 Kenya Plant Health Inspectorate Service  
 P.O. Box 49592  
 00100 Nairobi  
 Téléphone: (+254) 20 3597201  
 Télécopie: (+254) 20 3536175  
 Adresse électronique: kephisinfo@kephis.org

**KUWAIT - KOWEÏT**

## Representative

Mr Faisal AL-HASAWI  
 First Secretary  
 Permanent Representative to FAO  
 Permanent Representation of the  
 State of Kuwait to FAO  
 Via della Fonte di Fauno, 26  
 00153 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 5754598  
 Télécopie: (+39) 06 5754590  
 Adresse électronique: Kuwait\_FAO@tiscali.it

## Alternate(s)

Ms Manar AL-SABAH  
 Attaché  
 Permanent Representative to FAO  
 Permanent Representation of the  
 State of Kuwait to FAO  
 Viadella Fonte di Fauno, 26  
 00153 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 5754598  
 Télécopie: (+39) 06 5754590  
 Adresse électronique: Kuwait\_FAO@tiscali.it

**LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC  
 REPUBLIC –  
 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
 POPULAIRE LAO –  
 REPÚBLICA DEMOCRÁTICA  
 POPULAR LAO**

## Representative

Mr Phaydy PHIXAYSARAKHAM  
 Deputy Director-General  
 Department of Agriculture  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 Lane Xang Avenue, Patuxay Square  
 P.O.Box 811, Vientiane  
 Téléphone: (+856) 21 412350  
 Télécopie: (+856) 21 412349  
 Adresse électronique: doag@laotel.com;  
 phaydy8@yahoo.com

**LATVIA - LETTONIE - LETONIA**

## Representative

Ms Kristine KJAGO  
 Director  
 State Plant Protection Service  
 Lielvārdes iela 36/38  
 Rīga, LV-1981  
 Téléphone: (+371) 6 7027098  
 Télécopie: (+371) 6 7027302  
 Adresse électronique:  
 kristine.kjago@vaad.gov.lv

**LEBANON - LIBAN - LÍBANO**

## Représentant

M. Hassan ATWI  
 Conseiller du Ministre de l'agriculture  
 Ministère de l'agriculture  
 Rue des Ambassades  
 Bir Hassan, Henri Chehab Caserne  
 Beyrouth  
 Téléphone: (+961) 1 842474  
 Télécopie: (+961) 1 823900  
 Adresse électronique: hatwe@agriculture.gov.lb

## Suppléant(s)

M. Charles ZARZOUR  
 Chef du Service d'exportation, d'importation et  
 de la Quarantaine agricole  
 Ministère de l'agriculture  
 Rue des Ambassades  
 Bir Hassan, Henri Chehab Caserne  
 Beyrouth  
 Téléphone: (+961) 1 849635  
 Télécopie: (+961) 1 849635  
 Adresse électronique:  
 czarzour@agriculture.gov.lb

M. Imad NAHAL  
 Chef du Département de la protection des végétaux  
 Ministère de l'agriculture  
 Rue des Ambassades  
 Bir Hassan, Henri Chehab Caserne  
 Beyrouth  
 Téléphone: (+961) 1 842474  
 Télécopie: (+961) 1 823900  
 Adresse électronique: inahhal@agriculture.gov.lb

## **LIBYA - LIBYE - LIBIA**

Representative  
 Mr Talal MARAI  
 Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Permanent Representation of Libya  
 Via Giotto Dainelli, 38B  
 00139 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 32609854  
 Télécopie: (+39) 06 3225438  
 Adresse électronique: faoprlby@yahoo.com

Alternate(s)  
 Mr Mahmud SAWAN  
 Third Secretary  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Permanent Representation of Libya  
 Via Giotto Dainelli, 38B  
 00139 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 32609854  
 Télécopie: (+39) 06 3225438  
 Adresse électronique: faoprlby@yahoo.com

## **LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA**

Representative  
 Mr Evaldas Zigmas CIJAUSKAS  
 Director of State Plant Service  
 Ministry of Agriculture  
 Ozo Str. 4a. LT-08200 Vilnius  
 Téléphone: (+370) 5 2375630  
 Télécopie: (+370) 5 2730233  
 Adresse électronique: evaldas.cijauskas@vatzum.lt

Alternate(s)  
 Ms Loreta TALUNTYTE  
 Deputy Director of State Plant Service  
 Ministry of Agriculture  
 Ozo Str. 4a. LT  
 08200 Vilnius  
 Téléphone: (+370) 5 2752750  
 Télécopie: (+370) 5 2730233  
 Adresse électronique: loreta.taluntyte@vatzum.lt

## **LUXEMBOURG - LUXEMBURGO**

Représentant  
 M. Michel GRETHEN  
 Premier Secrétaire  
 Représentant permanent adjoint auprès de la  
 FAO  
 Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg  
 Via di S. Croce in Gerusalemme, 90  
 00185 Rome - Italie  
 Téléphone: (+39) 06 77201177/8  
 Télécopie: (+39) 06 77201055  
 Adresse électronique: rome.amb@mae.etat.lu

## **MADAGASCAR**

Représentant  
 Mme Jeannette Claudine Yolande  
 RAOELIJAONA  
 Direction de la Protection des Végétaux  
 BP 1042 Antananarivo 101  
 Madagascar  
 Téléphone: (+261) 34 1939264  
 Adresse électronique: raoelijaonaj@yahoo.fr

## **MALAWI**

Representative  
 Mr David KAMANGIRA  
 Assistant Director  
 Responsible for Regulatory and Advisory  
 Services  
 IPPC National Contact Point  
 Department of Agricultural Research Services  
 Ministry of Agriculture, Irrigation and Water  
 Development  
 P.O Box 30779  
 Lilongwe 3  
 Téléphone: (+265) 1 707618  
 Télécopie: (+265) 1 707378  
 Adresse électronique:  
 davidkamangira@yahoo.com

## **MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA**

Representative  
 Ms Halimah ABDULLAH  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Malaysia  
 Via Nomentana, 297  
 00162 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 8415808  
 Télécopie: (+39) 06 8555040  
 Adresse électronique:  
 agrimoa.rome@ambasciatamalaysia.it

## Alternate(s)

Mr Yusof BIN OTHMAN  
 Director  
 Crop Protection and Plant Quarantine Division  
 Department of Agriculture  
 Jalan Sultan Salahudin  
 50632 Kuala Lumpur  
 Téléphone: (+60) 3 20301400  
 Télécopie: (+60) 3 26913530  
 Adresse électronique: yusofothman@doa.gov.my

Ms Shariffah Nadia BINTI SYED MUSTAFFA  
 Minister Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Malaysia  
 Via Nomentana, 297  
 00162 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 8415808  
 Télécopie: (+39) 06 8555040  
 Adresse électronique:  
 agrimoa.rome@ambasciatamalaysia.it

Mr Amir Hamzah HARUN  
 Assistant Agriculture Attache  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Malaysia  
 Via Nomentana, 297  
 00162 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 8415808  
 Télécopie: (+39) 06 8555040  
 Adresse électronique:  
 agrimoa.rome@ambasciatamalaysia.it

**MALI - MALI**

## Représentant

Mme Fanta Diallo TOURE  
 Ingénieur de l'agriculture et du Génie rural  
 Chef Bureau Suivi-Évaluation  
 Office de la Protection des végétaux  
 Ministère de l'agriculture  
 B.P. E-281  
 Bamako  
 Téléphone: (+223) 20222404  
 Télécopie: (+223) 20224812  
 Adresse électronique: fantadiallo1980@yahoo.fr

**MALTA - MALTE**

## Representative

Ms Corinne CASHA  
 First Secretary  
 Permanent Representative to FAO  
 Permanent Representation of Malta to FAO  
 Lungotevere Marzio 12  
 00186 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 6879990  
 Télécopie: (+39) 06 6892687  
 Adresse électronique: corinne.casha@gov.mt

## Alternate(s)

Ms Marica GATT  
 Head of Plant Health Directorate  
 Ministry for Resources and Rural Affairs  
 Plant Biotechnology Centre  
 Annibale Preca Street  
 Lija LJA 1915  
 Téléphone: (+356) 23397101  
 Télécopie: (+356) 21433112  
 Adresse électronique: marica.gatt@gov.mt

**MAURITANIA - MAURITANIE**

## Représentant

M. Moussa Mamadou SOW  
 Point de contact officiel de la CIPV  
 Éditeur national du PPI  
 Direction de l'agriculture  
 Service Protection des végétaux  
 BP 180 Nouakchott  
 Téléphone: (+222) 46463939  
 Télécopie: (+222) 5241992  
 Adresse électronique: m\_dioolo@yahoo.fr

**MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO**

## Representante

Sr Javier TRUJILLO ARRIAGA  
 Director General de Sanidad Vegetal  
 Secretaría de Agricultura, Ganadería,  
 Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación  
 Guillermo Perez Valenzuela n 127  
 Col.del Carmen Coyocán - DF 04100  
 Téléphone: (+52) 55 59051000  
 Adresse électronique: trujillo@senasica.gob.mx

## Suplente(s)

Sra Ana Lilia MONTEALEGRE LARA  
 Jefe del Dpto de Organismos  
 Internacionales de Protección Fitosanitaria  
 Secretaría de Agricultura, Ganadería  
 Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación  
 Guillermo Perez Valenzuela n 127  
 Col.del Carmen Coyocán - DF 04100  
 Téléphone: (+52) 55 59051000 ext 51341  
 Adresse électronique:  
 ana.montealegre@senasica.gob.mx

Sr Alan ROMERO ZAVALA

Segundo Secretario  
 Embajada de los Estados Unidos Mexicanos  
 Via Lazzaro Spallanzani, 16  
 00161 Roma - Italia  
 Téléphone: (+39) 06 44115204  
 Télécopie: (+39) 06 4403876  
 Adresse électronique: ofna.fao@emexitalia.it

**MOROCCO - MAROC - MARRUECOS**

## Représentant

M. Amal Mohamed RAHEL  
 Chef de la Division de la Protection des Végétaux  
 Avenue Hadj Ahmed Cherkaoui  
 Agdal - Rabat  
 Téléphone: (+212) 53 766538  
 Télécopie: (+212) 53 7682049  
 Adresse électronique: rahelamal@hotmail.fr

**MOZAMBIQUE**

## Representative

Ms Carla Elisa Luis MUCAVI  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of Mozambique  
 Via Filippo Corridoni, 14  
 00195 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 37514675  
 Télécopie: (+39) 06 37514699  
 Adresse électronique: sec@ambasciatamozambico.it

## Alternate(s)

Mr Mario Saraiva NGWENYA  
 Minister Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of Mozambique  
 Via Filippo Corridoni, 14  
 00195 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 37514675  
 Télécopie: (+39) 06 37514699  
 Adresse électronique: sec@ambasciatamozambico.it

Ms Antonia VAZ  
 Head of Plant Protection Section  
 Plant Protection Department - MINAG  
 Av. das FPLM, c.postal 3658  
 Maputo  
 Téléphone: (+258) 21 462036  
 Adresse électronique: avaz5099@gmail.com

Ms Serafina Ernesto MANGANA  
 Biologist  
 Head of Plant Protection Department  
 Departamento de Sanidad Vegetal  
 Caixa Postale 1406  
 Maputo  
 Téléphone: (+258) 21 460591  
 Télécopie: (+258) 21 460591  
 Adresse électronique: serafinamangana@gmail.com

**NAMIBIA - NAMIBIE**

## Representative

Mr Erich Dennis PETRUS  
 Chief Agricultural Extension Officer  
 Government Office Park  
 Private Bag 13184  
 Windhoek  
 Téléphone: (+264) 61 2087461  
 Télécopie: (+264) 61 2087778  
 Adresse électronique: petruse@mawf.gov.na

## Alternate(s)

Mr Konis ELUNGI  
 Agriculture Extension Officer  
 Luther Street  
 Government Office Park  
 Private Bag 13184  
 Windhoek  
 Téléphone: (+264) 61 2087496  
 Télécopie: (+264) 61 2087778  
 Adresse électronique: elungik@mawf.gov.na

**NETHERLANDS - PAYS-BAS –  
PAÍSES BAJOS**

## Representative

Mr Corne VAN ALPHEN  
 Senior Staff Officer Phytosanitary Affairs  
 Department of Agriculture, Fisheries and  
 Agribusiness  
 Ministry of Economic Affairs, Agriculture and  
 Innovation  
 P.O. Box 20401  
 2500 EK - The Hague  
 Téléphone: (+31) 70 3785552  
 Télécopie: (+31) 70 3786156  
 Adresse électronique:  
 c.a.m.vanalphen@mineleni.nl

## Alternate(s)

Mr Wim VAN ECK  
 Deputy Director  
 Plant Protection Service, Division Agriculture  
 and Nature  
 Plant Food and Consumer Product Safety  
 Authority  
 P.O. Box 9102  
 6700 HC Wageningen  
 Téléphone: (+31) 65 2412530  
 Télécopie: (+31) 70 4484061  
 Adresse électronique: wim.van.eck@vwa.nl

Mr Nico HORN  
Senior Officer Plant Health Affairs  
Plant Protection Service  
Netherlands Food and Consumer Product Safety  
Authority  
Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality  
P.O. Box 9102, 6700 HC Wageningen  
Téléphone: (+31) 317 496626  
Télécopie: (+31) 317 421701  
Adresse électronique: n.m.horn@mineleni.nl

Mr Bert RIKKEN  
Manager International Phytosanitary Affairs  
Department of Agriculture Fisheries and Agribusiness  
Ministry of Agriculture Nature and Food Quality  
P.O. Box 20401, 2500 EK The Hague  
Téléphone: (+31) 70 3785712  
Télécopie: (+31) 70 3786156  
Adresse électronique: g.a.rikken@mineleni.nl

Mr Ton VAN ARNHEM  
Division Chief International Phytosanitary Affairs  
Department of Agriculture, Fisheries and Agribusiness  
Ministry of Economic Affairs, Agriculture and  
Innovation P.O. Box 20401  
2500 EK The Hague  
Téléphone: (+31) 70 385094  
Télécopie: (+31) 70 386156  
Adresse électronique: A.C.vanArnhem@mineleni.nl

Ms Mennie GERRITSEN-WIELARD  
Senior Staff Officer Phytosanitary Affairs  
Department of Agriculture, Fisheries and Agribusiness  
Ministry of Economic Affairs, Agriculture and  
Innovation  
P.O. Box 20401  
2500 EK The Hague  
Adresse électronique: m.j.gerritsen@mineleni.nl

Ms Mariette EDEMA  
Head of National Reference Centre, Plant Protection  
Service,  
Netherlands Food and Consumer Product  
Safety Authority  
Plant Protection Service  
P.O. Box 9102,  
6700 HC Wageningen  
Téléphone: (+31) 317 496800  
Télécopie: (+31) 317 421701  
Adresse électronique: m.j.Edema@mineleni.nl

## **NEW ZEALAND – NOUVELLE-ZÉLANDE – NUEVA ZELANDIA**

### **Representative**

Mr John HEDLEY  
Principal Adviser,  
International Organisations  
Ministry of Agriculture and Forestry  
International Policy, Policy Branch  
Pastoral House 25 The Terrace  
PO Box 2526, Wellington  
Téléphone: (+64) 4 8940428  
Télécopie: (+64) 4 8940742  
Adresse électronique:  
John.Hedley@maf.govt.nz

### **Alternate(s)**

Mr Peter THOMSON  
Director  
Plant, Food & Environment  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Pastoral House 25 The Terrace  
PO Box 2526, Wellington 6140  
Téléphone: (+64) 4 8940353  
Adresse électronique:  
Peter.Thomson@maf.govt.nz

## **NICARAGUA**

### **Representante**

Sr Hugo J. ORDÓÑEZ TORRES  
Director de Sanidad Vegetal y Semillas  
DGPSA  
Ministerio Agropecuario y Forestal  
Km. 8 1/2 - Carretera a Masaya  
Managua  
Téléphone: (+505) 22760200  
Télécopie: (+505) 22760390  
Adresse électronique:  
hugo.ordonez@dgpsa.gob.ni

## **NIGER - NÍGER**

### **Représentant**

M. Mahamane Sani MOUDY  
Conseiller technique du Ministre de  
l'agriculture  
Ministère de l'agriculture  
B.P. 12091 - Niamey  
Téléphone: (+227) 96980826  
Adresse électronique:  
moudymamanesani@yahoo.fr

**Suppléant(s)**

M. Abdou CHAIBOU  
 Directeur Général de la Protection des Végétaux  
 Ministère de l'agriculture  
 B.P. 323 - Niamey  
 Téléphone: (+227) 20 742556  
 Adresse électronique: dpv@intent.ne,  
 chaibou2@yahoo.fr

Mme Alimatou Douki ABDOU  
 Directrice de la Réglementation Phytosanitaires et du  
 Suivi Environnemental  
 Ministère de l'agriculture  
 B.P. 323 - Niamey  
 Téléphone: (+227) 20 742556  
 Adresse électronique: dpv@intent.ne,  
 douki\_a@yahoo.fr

**NIGERIA - NIGÉRIA****Representative**

Mr Ambrose CHINEKE  
 Deputy Director  
 Nigeria Agricultural Quarantine Service  
 Central Business District - Abuja  
 Téléphone: (+234) 803 8064378  
 Adresse électronique: ambrosechineke@yahoo.co.uk

**Alternate(s)**

Mr Damilola Emmanuel ENIAIYEJU  
 Deputy Director  
 Federal Department of Agriculture,  
 Federal Ministry of Agriculture and Rural Development  
 Abuja  
 Téléphone: (+234) 805 5127197  
 Adresse électronique: deniaieju@hotmail.com

**NIUE - NIOUÉ****Representative**

Mr New TESTAMENT AUE  
 Biosecurity Manager  
 Head of the Niue Quarantine Service  
 Department of Agriculture, Forestry & Fisheries  
 (DAFF)  
 PO Box 74  
 Alofi  
 Téléphone: (+683) 4032  
 Télécopie: (+683) 4079  
 Adresse électronique: new.aue@mail.gov.nu

**NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA****Representative**

Ms Eva GRENDSTAD  
 Deputy Director General  
 Norwegian Ministry of Agriculture and Food  
 Department of Food Policy  
 P.O. Box 8007 Dep.  
 0030 Oslo  
 Téléphone: (+47) 22 249250  
 Télécopie: (+47) 22 249417  
 Adresse électronique:  
 eva.grendstad@lmd.dep.no

**Alternate(s)**

Ms Hilde PAULSEN  
 Senior Adviser  
 Norwegian Food Safety Authority  
 P.O. Box 383  
 2381 Brumundadal  
 Téléphone: (+47) 23 216800  
 Adresse électronique:  
 hilde.paulsen@mattilsynet.no

Ms Karen Beate GRIMSTAD  
 Adviser  
 Norwegian Ministry of Agriculture and Food  
 Department of Food Policy  
 P.O. Box 8007 Dep.  
 0030 Oslo  
 Téléphone: (+47) 22 249250  
 Adresse électronique: karen-  
 beate.grimstad@lmd.dep.no

**OMAN - OMÁN****Representative**

Mr Solieman AL TOUBI  
 Chief  
 Plant Quarantine Division  
 Plant Protection Department  
 Ministry of Agriculture and Fisheries  
 Muscat  
 Téléphone: (+968) 99343190  
 Adresse électronique: agricop@omantel.net.om

**Alternate(s)**

Mr Abdelhamid AL RIYAMY  
 Plant Quarantine Specialist  
 Plant Protection Department  
 Ministry of Agriculture and Fisheries  
 Muscat  
 Téléphone: (+968) 99411757  
 Adresse électronique: agricop@omantel.net.om



Mr Rasmi MAHMOUD  
 Coordinator, Rome UN Agencies  
 Embassy of the Sultan of Oman  
 Via della Camilluccia, 625  
 00135 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 6300545  
 Télécopie: (+39) 06 3296802  
 Adresse électronique: embassyoman@virgilio.it

## PAKISTAN - PAKISTÁN

### Representative

Mr Zulfiqar Haider KHAN  
 Agriculture Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Islamic Republic of Pakistan  
 Via della Camilluccia, 682  
 00135 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 36304736  
 Télécopie: (+39) 06 36301936  
 Adresse électronique: agriwing@gmail.com

### Alternate(s)

Mr Khalid MEHBOOB  
 Adviser  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Islamic Republic of Pakistan  
 Via della Camilluccia, 682  
 00135 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 36304736  
 Télécopie: (+39) 06 36301936  
 Adresse électronique: agriwing@gmail.com

Ms Adriana BONOMO  
 Observer  
 Embassy of the Islamic Republic of Pakistan  
 Via della Camilluccia, 682  
 00135 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 36304736  
 Télécopie: (+39) 06 36301936  
 Adresse électronique: agriwing@gmail.com

## PANAMA - PANAMÁ

### Representante

Sr Guido MARTINELLI ENDARA  
 Embajador  
 Representante Permanente ante la FAO  
 Embajada de la República de Panamá  
 Largo di Torre Argentina, 11  
 00184 Roma - Italia  
 Téléphone: (+39) 06 44265429  
 Télécopie: (+39) 06 44252332  
 Adresse électronique:  
 missionepermanente-fao@embajadadepanama.it

### Suplente(s)

Sr Emmeris QUINTERO  
 Director Nacional de Sanidad Vegetal  
 Ministerio de Desarrollo Agropecuario  
 Ave. Manuel E. Melo  
 Curundu, Edif. 572  
 Panamá 5  
 Téléphone: (+507) 5070601/5070603/606  
 Télécopie: (+507) 2325045  
 Adresse électronique: equintero@mida.gob.pa

Sr Dario GORDON  
 Coordinador Técnico de Sanidad Vegetal  
 Ministerio de Desarrollo Agropecuario  
 Ave. Manuel E. Melo  
 Curundu, Edif. 572  
 Panamá 5  
 Téléphone: (+507) 5070601/5070603/606  
 Télécopie: (+507) 2325045  
 Adresse électronique: dgordon@mida.gob.pa

Sr Gerardo Enrique VEGA BERRIO  
 Ministro Consejero  
 Representante Permanente Alternante ante la FAO  
 Embajada de la República de Panamá  
 Largo di Torre Argentina, 11  
 00184 Roma - Italia  
 Téléphone: (+39) 06 44265429  
 Télécopie: (+39) 06 44252332  
 Adresse électronique:  
 missionepermanente-fao@embajadadepanama.it

## PAPUA NEW GUINEA – PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE – PAPUA NUEVA GUINEA

### Representative

Mr Pere KOKOA  
 Chief Plant Protection Officer  
 National Agriculture Quarantine and Inspection  
 Authority  
 P.O. Box 417  
 Port Moresby N.C.D.  
 Téléphone: (+675) 3112100  
 Télécopie: (+675) 321674  
 Adresse électronique: pkoaka@naqia.gov.pg,  
 cqoplant@online.net.pg

**PARAGUAY**

## Representante

Sr Nelson Librado FARIÑA CESPEDES  
 Director de la ONPF (SENAVE)  
 Punto Focal de la CIPF-Paraguay  
 Servicio Nacional de Calidad y Sanidad Vegetal y de Semillas (SENAVE)  
 Humaita n. 145 Entre, Nuestra Sra. de la Asunción e Independencia Nacional  
 Asunción  
 Téléphone: (+595) 21 445769  
 Télécopie: (+595) 21 496071  
 Adresse électronique: proteccionvegetal@senave.gov.py

## Suplente(s)

Sra Lorena PATINO  
 Representante Permanente Alterna ante la FAO  
 Embajada de la República del Paraguay  
 Via Firenze, 43 Scala A, int 17  
 00184 Roma - Italia  
 Téléphone: +39-06-4741715  
 Télécopie: +39-06-4745473  
 Adresse électronique: embaparitalia@tiscali.it

**PERU - PÉROU - PERÚ**

## Representante

Sra Vilma Aurora GUTARRA GARCIA  
 Especialista en Exportaciones de la Subdirección de Cuarentena Vegetal  
 Dirección de Sanidad Vegetal  
 Av. La Molina, 1915  
 Lima 12  
 Téléphone: (+511) 3133300  
 Télécopie: (+511) 3401486  
 Adresse électronique: vgutarra@senasa.gob.pe

**PHILIPPINES - FILIPINAS**

## Representative

Mr Clarito BARRON  
 Director  
 Department of Agriculture  
 Bureau of Plant Industry  
 692 San Andres St., Malate  
 Manila  
 Téléphone: (+632) 5257909  
 Télécopie: (+632) 5217650  
 Adresse électronique: cmbarron@ymail.com

**POLAND - POLOGNE - POLONIA**

## Representative

Mr Piotr WLODARCZYK  
 Expert for International Cooperation  
 Main Inspectorate of Plant Health And Seed Inspection  
 Jana PawBa II 11  
 00-828 Warsaw  
 Téléphone: (+48) 22 6529290  
 Télécopie: (+48) 22 6545221  
 Adresse électronique: p.wlodarczyk@piorin.gov.pl

**PORTUGAL**

## Representative

Mr Carlos SAO SIMAO DE CARVALHO  
 Direccao Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural (DGADR)  
 Tapada da Ajuda, Edificio 1  
 1349-018 Lisboa  
 Téléphone: (+351) 21 3613252  
 Télécopie: (+351) 21 3613277  
 Adresse électronique: saosimao@dgadr.pt

**REPUBLIC OF KOREA –  
RÉPUBLIQUE DE CORÉE –  
REPÚBLICA DE COREA**

## Representative

Mr Tae Woong HUR  
 Director General  
 Department of Plant Quarantine  
 Animal, Plant and Fisheries Quarantine and Inspection Agency  
 178 Anyang-ro, Manan-gu, Anyang-si  
 Gyeonggi-do 430-016  
 Télécopie: (+82) 31 4207605

## Alternate(s)

Mr Young Chul JEONG  
 Deputy Director  
 Export Management Division  
 Department of Plant Quarantine  
 Animal, Plant and Fisheries Quarantine and Inspection Agency  
 178 Anyang-ro, Manan-gu, Anyang-si  
 Gyeonggi-do 430-016  
 Téléphone: (+82) 31 4207664  
 Télécopie: (+82) 31 4207605  
 Adresse électronique: ycjeong9@korea.kr

Ms Kyu Ock YIM  
 Researcher  
 Export Management Division  
 Department of Plant Quarantine  
 Animal, Plant and Fisheries Quarantine and Inspection Agency  
 178 Anyang-ro, Manan-gu, Anyang-si  
 Gyeonggi-do 430-016  
 Téléphone: (+82) 31 4207665  
 Télécopie: (+82) 31 4207605  
 Adresse électronique: koyim@korea.kr

Mr Jae Seung LEE  
 Assistant Director  
 Export Management Division  
 Department of Plant Quarantine  
 Animal, Plant and Fisheries Quarantine and Inspection Agency  
 178 Anyang-ro, Manan-gu, Anyang-si  
 Gyeonggi-do 430-016  
 Téléphone: (+82) 31 4207668  
 Télécopie: (+82) 31 4207605  
 Adresse électronique: yijaes3@korea.kr

**REPUBLIC OF MOLDOVA –  
 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA –  
 REPÚBLICA DE MOLDOVA**

**Representative**

Ms Victoria CHITII  
 First Secretary  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of Moldova  
 Via Montebello, 8  
 00185 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 327 4795569  
 Télécopie: (+39) 06 47881092  
 Adresse électronique: victoria.chitii@mfa.md

**ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA**

**Représentant**

Ms Alina POPESCU  
 First Secretary  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Romania  
 Via Nicolò Tartaglia, 36  
 00197 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 8073082  
 Télécopie: (+39) 06 8084995  
 Adresse électronique: alina.popescu@roembit.org

**RUSSIAN FEDERATION –  
 FÉDÉRATION DE RUSSIE –  
 FEDERACIÓN DE RUSIA**

**Representative**

Mr Alexander ISAEV  
 Deputy of Head of Pest Control and Quality of Grain of Federal Service  
 Federal Service for Veterinary and Phytosanitary Surveillance  
 Orlikov per. 1/11, 107139 Moscow  
 Téléphone: (+7) 4956075111  
 Adresse électronique: skupova@yandex.ru

**Alternate(s)**

Mr Mikhail MASLOV  
 Advisor  
 Federal State Budget Organization, "All-Russian Plant Quarantine Centre"  
 Pogranichnaya str. 32 Bykovo  
 140150 Moscow  
 Téléphone: (+7) 4999754942  
 Adresse électronique: litprince@yandex.ru

Ms Renata KAMALOVA

Head  
 International Cooperation Division  
 Federal State Institution  
 "All-Russian Plant Quarantine Centre"  
 32, Pogranichnaya street, P. Bykovo-2  
 Ramensky Region  
 Moscow  
 Téléphone: (+7) 4956078046  
 Adresse électronique: restate.kamalova@gmail.com

Mr Sergey SAPOZHNIKOV  
 Permanent Representative to FAO  
 Permanent Mission of the Russian Federation to FAO  
 Via Gaeta 5  
 00185 Roma - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 4941031  
 Adresse électronique: ssapozhnikov81@gmail.com

**SAINT VINCENT AND THE GRENADINES –  
SAINT-VINCENT-ET-LES  
GRENADINES –  
SAN VICENTE Y LAS GRANADINAS**

**Representative**

Mr Reuben HAMILTON ROBERTSON  
Chief Agricultural Officer  
Murrays Road, Kingstown  
St. Vincent and the Grenadines, WI  
Téléphone: (+784) 4561410/4564617  
Télécopie: (+784) 4571688  
Adresse électronique: reubenrobertson@yahoo.com

**SAMOA**

**Representative**

Mr Pelenato FONOTI  
Assistant Chief Executive Officer  
Quarantine Division  
Ministry of Agriculture and Fisheries  
P.O. Box 1874  
Apia  
Téléphone: (+685) 20924  
Télécopie: (+685) 20103  
Adresse électronique: aceo@samoaquarantine.gov.ws

**SAO TOME AND PRINCIPE –  
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE –  
SANTO TOMÉ Y PRÍNCIPE**

**Représentant**

Mme Idalina JORGE PAQUETE DE SOUSA  
Responsable du Département d'Entomologie  
BP 526 - Sao Tome  
Téléphone: (+239) 9913413  
Adresse électronique: idalisousa2002@yahoo.com.br

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE - ARABIA  
SAUDITA**

**Representative**

Mr Fahad Bin Mohamed AL SAQAN  
Director-General  
Plant Protection Department  
Ministry of Agriculture  
King Abdulaziz Rd  
11195 Riyadh  
Téléphone: (+966) 1 4030030  
Télécopie: (+966) 1 4031415

**Alternate(s)**

Mr Abdel Hakim bin Abdel Rahman AL  
YOUSSEF  
Agricultural Expert  
Animal and Plant Quarantine Department  
Ministry of Agriculture  
King Abdulaziz Rd  
11195 Riyadh  
Téléphone: (+966) 1 4030030  
Télécopie: (+966) 1 4031415

**SENEGAL - SÉNÉGAL**

**Représentant**

Mme Marietou DIAWARA  
Ingénieur agronome, spécialisée en  
Défense des végétaux  
Directrice de la Protection des végétaux  
BP 20054 - Thiaroye  
Km 15 Rte de Rufisque  
Dakar  
Téléphone: (+221) 338340397  
Télécopie: (+221) 338342854  
Adresse électronique: dpv1@orange.sn

**SINGAPORE - SINGAPOUR - SINGAPUR**

**Representative**

Ms Mei Lai YAP  
Assistant Director (Plant Pathology Section)  
Animal and Plant Health Centre  
6 Perahu Road, Singapore 718827  
Téléphone: (+65) 63165142  
Télécopie: (+65) 63161090  
Adresse électronique: yap\_mei\_lai@ava.gov.sg

**Alternate(s)**

Ms Ai Khim ONG  
Manager (Plant)  
Sembawang Research Station  
Lorong Chenchau  
Singapore 769193  
Téléphone: (+65) 67530658  
Télécopie: (+65) 67582979  
Adresse électronique:  
ong\_ai\_khim@ava.gov.sg

**SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA**

## Representative

Ms Katarina BENOVSKA  
Expert  
Department of Plant Production  
Ministry of Agriculture and Rural Development  
Dobrovicova 12  
812 66 Bratislava  
Slovak Republic  
Téléphone: (+421) 2 59266357  
Télécopie: (+421) 2 52963871  
Adresse électronique: katarina.benovska@land.gov.sk

## Alternate(s)

Ms Denisa MEDVEDOVA  
Cousellor  
Permanent Representative to FAO  
Embassy of the Slovak Republic  
Via dei Colli della Farnesina 144 VI/A  
00135 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 06 36715206  
Télécopie: (+39) 06 36715266  
Adresse électronique: denisa.medvedova@mzv.sk

**SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA**

## Representative

Ms Simona MAVSAR  
Senior adviser  
Ministry of Agriculture and the Environment of the  
Republic of Slovenia  
Phytosanitary Administration  
Dunajska 22  
SI-1000 Ljubljana  
Téléphone: (+386) 59 152 943  
Télécopie: (+386) 59 152 959  
Adresse électronique: simona.mavsar@gov.si

**SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA**

## Representative

Ms Alice BAXTER  
Director  
Director Plant Health  
Department of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Private Bag X14, Gezina, 0031  
Harvest House, 30 Hamilton Street  
Arcadia 0002  
Téléphone: (+27) 12 3196529  
Télécopie: (+27) 12 3196193  
Adresse électronique: AliceB@daff.gov.za

## Alternate(s)

Mr Mashudu SILIMELA  
Deputy Director  
International Plant Health Matters  
Directorate: Plant Health  
Department of Agriculture, Forestry and  
Fisheries  
Private Bag X14, Gezina 0031  
Harvest House, 30  
Hamilton Street, Arcadia  
Téléphone: (+27) 12 3196241  
Télécopie: (+27) 12 3196101  
Adresse électronique: MashuduS@daff.gov.za

**SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA**

## Representante

Sr Elias GUIA  
Agregado Agricolo  
Representante Permanente ante la FAO  
Largo dei Lombardi, 21  
00186 Roma - Italia  
Téléphone: (+39) 06 6869539  
Télécopie: (+39) 06 6873076  
Adresse électronique: eliasguia@tiscali.it

## Suplente(s)

Sr José Maria COBOS SUÁREZ  
Subdirector General Adjunto  
Sanidad e Higiene Vegetal y Forestal  
Ministerio de Agricultura, Alimentación y  
Medio Ambiente  
C/Alfonso XII, 62  
28014 Madrid  
Téléphone: (+34) 913478281  
Télécopie: (+34) 91 3090154  
Adresse électronique: jcobossu@magrama.es

## Sra Belen MARTÍNEZ

Jefa de Área de Oleoproteaginosas  
Subdirección General de Sanidad e Higiene  
Vegetal y Forestal  
Ministerio de Agricultura, Alimentación y  
Medio Ambiente  
C/Alfonso XII, 62  
28014 Madrid  
Téléphone: (+34) 91 3478256  
Télécopie: (+34) 91 3090154  
Adresse électronique: bmartin@magrama.es

**SUDAN - SOUDAN - SUDÁN**

## Representative

Mr Mohamed ELFAKI ELNOR  
 Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of the Sudan  
 Via Panama,48  
 00198 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 33222138  
 Télécopie: (+39) 06 3340841

**SURINAME**

## Representative

Mr Radjendrekoeur DEBIE  
 Coordinator of the Plant Protection  
 Quality Control Division  
 Letitia Vriesdelaan 8  
 Paramaribo  
 Téléphone: (+597) 402040/8720686  
 Adresse électronique: redabie@hotmail.com

## Alternate(s)

Ms Antoinette DJOENEIRE  
 Head Division  
 Mycolgy / Bacteriology  
 Ministry of Agriculture, Animal Husbandry  
 and Fisheries  
 Letitia Vriesdelaan 8-10  
 Paramaribo  
 Téléphone: (+597) 425019/8297969  
 Adresse électronique: adjoeneri@hotmail.com

**SWEDEN - SUÈDE - SUECIA**

## Representative

Ms Karin NORDIN  
 Chief Officer  
 Plant Health Swedish Board of Agriculture  
 Vallgatan 8  
 551 82 Jonkoping  
 Téléphone: (+46) 36 155000  
 Télécopie: (+46) 8 206496  
 Adresse électronique: karin.nordin@jordbruksverket.se

## Alternate(s)

Ms Anna NIKLASSON  
 Deputy Director  
 Animal and Food Division  
 Ministry for Rural Affairs  
 Fredsgatan 8  
 103 33 Stockholm  
 Téléphone: (+46) 8 4051247  
 Télécopie: (+46) 8 206496  
 Adresse électronique: anna.niklasson@rural.ministry.se

Ms Kristina RUBIN  
 Junior Officer  
 Embassy of Sweden  
 Piazza Rio de Janeiro, 3  
 00161 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 441941  
 Télécopie: (+39) 06 44194762

**SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA**

## Représentant

M.Hans DREYER  
 Responsable du secteur Certification, Protection  
 des Végétaux et des Variétés  
 Office fédéral de l'agriculture OFAG  
 Mattenhofstrasse 5  
 3003 Berne  
 Téléphone: (+41) 31 3222692  
 Télécopie: (+41) 31 3222634  
 Adresse électronique:  
 hans.dreyer@blw.admin.ch

**SYRIAN ARAB REPUBLIC - RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE - REPÚBLICA ÁRABE SIRIA**

## Representative

Mr Ammar AWAD  
 Counsellor  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Syrian Arab Republic  
 Piazza dell' Ara Coeli, 1  
 00186 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 67498037  
 Télécopie: (+39) 06 6794989  
 Adresse électronique:  
 syrianrepresentative.fao@gmail.com

**TAJIKISTAN - TADJIKISTAN - TAYIKISTÁN**

## Representative

Mr Voris MADAMINOV  
 Chief of the Phytosanitary and Plant Quarantine  
 Inspection  
 Ministry of Agriculture  
 A. Navoi street 17/5, apt 37  
 Dushanbe 734025  
 Téléphone: (+992) 372 366600  
 Télécopie: (+992) 372 215794  
 Adresse électronique:  
 zamira.fayazova@gmail.com

**THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA**

## Representative

Ms Manthana MILNE  
 Deputy Director-General  
 Department of Agriculture  
 Phaholyothin Road. Chatuchak  
 Bangkok  
 Téléphone: (+66) 81 7007294  
 Télécopie: (+66) 2 2804266  
 Adresse électronique: Manthana.m@doe.in.th

## Alternate(s)

Ms Tasanee PRADYABUMRUNG  
 Senior Standard Officer  
 National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
 Standards (ACFS)  
 Bangkok 10900  
 Téléphone: (+66) 2 5612277  
 Télécopie: (+66) 2 5612277  
 Adresse électronique: tasanee@acfs.go.th

Ms Natthaporn UTHAIMONGKOL  
 Senior Scientist  
 Plant Protection Research and Development Office  
 Department of Agriculture  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 Chatuchuk, Bangkok  
 Téléphone: (+66) 2 9406670 ext. 102  
 Télécopie: (+66) 2 5794158  
 Adresse électronique: Uthaimongkol@yahoo.com

Ms Umpika POONNACHIT  
 Senior Agriculturist  
 Horticultural Research Institute  
 Department of Agriculture  
 Phaholyothin Road, Chatuchuk  
 Bangkok, Thailand  
 Téléphone: (+66) 80 4543206  
 Télécopie: (+66) 2 2804266  
 Adresse électronique: umpikap@yahoo.com

**THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF  
 MACEDONIA –  
 EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE  
 MACÉDOINE –  
 LA EX REPÚBLICA YUGOSLAVA DE  
 MACEDONIA**

## Representative

Ms Magdalena DIMOVA M.  
 First Secretary  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of The former Yugoslav Republic of  
 Macedonia to the Holy See  
 Permanent Representation to FAO  
 Via di Porta Cavalleggeri, 143  
 00165 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 635878  
 Télécopie: (+39) 06 634826  
 Adresse électronique:  
 magdalenadimova@yahoo.com

**TOGO**

## Représentant

M.Yawo Sèfe GOGOVOR  
 Ingénieur Agronome  
 Directeur de la Protection des végétaux  
 BP 1347 - Lomé  
 Téléphone: (+228) 22 504404  
 Télécopie: (+228) 22 510888  
 Adresse électronique: gogovor@yahoo.f

**TONGA**

## Representative

Mr Sione FOLIAKI  
 Deputy Director  
 Plant Protection & Quarantine Services  
 Research & Information Division  
 Ministry of Agriculture, Food, Forests and  
 Fisheries  
 MAFF Head Office, Queen Salote wharf  
 Vuna Road, PO Box 14 Nuku'alofa  
 Téléphone: (+676) 23038  
 Télécopie: (+676) 24271  
 Adresse électronique: maf-qqmd@kalianet.to

**TRINIDAD AND TOBAGO –  
TRINITÉ-ET-TOBAGO –  
TRINIDAD Y TABAGO**

**Representative**

Mr Mario FORTUNE  
Deputy Director Research  
Ministry of Food Production  
Land and Marine Resources  
Central Experiment Station  
Caroni North Bank Road, Centeno  
Téléphone: (+1) 868 4727142  
Télécopie: (+1) 868 6461646  
Adresse électronique: mariofortune@yahoo.com

**TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ**

**Représentant**

M. Abdelaziz CHEBIL  
Directeur de la défense des cultures  
Responsable du Portail International pour la Tunisie  
Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement  
Rue Alain Savary, 30  
1002 Tunis  
Téléphone: (+216) 71 840452  
Télécopie: (+216) 98354117  
Adresse électronique: chebilabdelaziz@yahoo.fr

**Suppléant(s)**

Mme Hazar SASSI  
Conseiller des Affaires étrangères  
Ambassade de la République tunisienne  
Via Asmara, 7  
00199 Rome - Italie  
Téléphone: (+39) 06 86215033  
Télécopie: (+39) 06 86218204  
Adresse électronique: at.roma@tiscali.it

**TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA**

**Representative**

Mr Nevzat BIRISIK  
Deputy Head of the Phytosanitary and Quarantine  
Department of the Directorate General  
Ministry of Food ,Agriculture and Livestock  
General Directorate of Food and Control  
Yeni Bina, 7.Kat, Eskisehir Yolu 9.km  
Lodumlu-Ankara  
Téléphone: (+90) 312 2587711  
Télécopie: (+90) 312 2587789  
Adresse électronique: nevzat.birisik@tarim.gov.tr

**UGANDA - OUGANDA**

**Representative**

Mr Bulegeya KOMAYOMBI  
Commissioner, Crop Protection  
Ministry of Agriculture Animal Industry and  
Fisheries  
P.O.Box 102  
Entebbe  
Téléphone: (+256) 414 320115  
Télécopie: (+256) 414 321047  
Adresse électronique: ccpmaaif@gmail.com

**Alternate(s)**

Ms Ephrance TUMUBOINE  
Principal Agriculture Inspector  
Phytosanitary Services  
Ministry of Agriculture, Animal Industry and  
Fisheries  
P.O.Box 102 - Entebbe  
Téléphone: (+256) 414 320801  
Télécopie: (+256) 414 321047  
Adresse électronique: ccpmaaif@gmail.com

Mr Robert SABIITI  
First Secretary  
Agriculture Attache  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Embassy of the Republic of Uganda  
Viale Giulio Cesare 71  
00192 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 06 3225220  
Télécopie: (+39) 06 3213688  
Adresse électronique: rsabiiti@yahoo.com

**UKRAINE - UCRANIA**

**Representative**

Mr Vitaliy ROMANCHENKO  
Deputy Head of the Main State Plant  
Quarantine Inspection of Ukraine  
Main State Plant Quarantine Inspection of  
Ukraine  
7, Koloskova str., Kyiv 03138  
Téléphone: (+380) 44 5247707  
Adresse électronique:  
post@golovderzhkarantyn.gov.ua



**UNITED ARAB EMIRATES –  
ÉMIRATS ARABES UNIS –  
EMIRATOS ÁRABES UNIDOS**

**Representative**

Mr Jamal Mahmoud AL NAQBI  
Head of Plant Health Section  
Ministry of Environment and Water  
Al Mankhoul, Deira  
Dubai  
Téléphone: (+971) 4 2148424/42148444  
Télécopie: (+971) 4 2655822  
Adresse électronique: Minister\_office@moew.gov.ae

**Alternate(s)**

Mr Mirghani Hassan OBEID ALI  
Coordinator  
Permanent Representative to FAO  
Embassy of the United Arab Emirates  
Via della Camilluccia 492  
00135 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 06 36306100  
Télécopie: (+39) 06 36306100  
Adresse électronique: uaeroma@tin.it

**UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI –  
REINO UNIDO**

**Representative**

Mr Steve ASHBY  
International Plant Health Policy  
Food and Environment Research Agency  
Sand Hutton  
York, YO41 1LZ  
Téléphone: (+44) 1 904445048  
Télécopie: (+44) 1 904455198  
Adresse électronique: Steve.Ashby@defra.gsi.gov.uk

**Alternate(s)**

Mr Richard MCINTOSH  
Team Leader  
Plant Health Policy  
Food and Environment Research Agency  
Defra, Sand Hutton  
York  
Téléphone: (+44) 1 904465632  
Adresse électronique: Richard.McIntosh@defra.gsi.gov.uk

Mr Sam BISHOP  
Plant Health Consultant  
Food and Environment Research Agency  
Sand Hutton, York  
YO41 1LZ  
Téléphone: (+44) 1 904462738  
Télécopie: (+44) 1 904455198  
Adresse électronique: sam.bishop@fera.gsi.gov.uk

**Ms Jane CHARD**

Head of Branch - Plant Health  
Science and Advice for Scottish Agriculture  
(SASA)  
Roddinlaw Road, Edinburgh  
EH12 9FJ  
Téléphone: (+44) 131 2448863  
Adresse électronique: Jane.Chard@sasa.gsi.gov.uk

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA -  
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE -  
REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA**

**Representative**

Ms Francisca KATAGIRA  
Head of Delegation  
Ministry of Agriculture, Food Security and  
Cooperatives  
P.O. Box 9192  
Dar-es-Salaam  
Téléphone: (+255) 22 2862480-1/2862065  
Télécopie: (+255) 22 2862077  
Adresse électronique: pps@kilimo.go.tz

**Alternate(s)**

Ms Rebecca MAWISHE  
Senior Agriculture Officer  
Ministry of Agriculture, Food Security and  
Cooperatives  
P.O. Box 9192  
Dar-es-Salaam  
Téléphone: (+255) 22 2862480-1/22 2862065  
Télécopie: (+255) 22 2862077  
Adresse électronique: pps@kilimo.go.tz

Mr Katemani MDILI  
Agriculture Officer  
Ministry of Agriculture, Food Security and  
Cooperatives  
P.O. Box 9192  
Dar-es-Salaam  
Téléphone: (+255) 22 2862480-1/2862065  
Télécopie: (+255) 22 2862077  
Adresse électronique: pps@kilimo.go.tz

Mr Ayoub MNDEME  
Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Embassy of the United Republic of Tanzania  
Villa Tanzania  
Via Cortina D'Ampezzo, 185  
00135 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 3349469026  
Télécopie: (+39) 06 33485828  
Adresse électronique: amndeme@yahoo.com

**UNITED STATES OF AMERICA –  
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE –  
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

**Representative**

Ms Julie E. ALIAGA  
Director  
International Phytosanitary  
Standards Program  
Plant Protection and Quarantine  
Animal and Plant Health Inspection Service  
Department of Agriculture  
4700 River Rd unit 140  
Riverdale MD 20737  
Téléphone: (+1) 301 8512032  
Adresse électronique: julie.e.aliaga@aphis.usda.gov

**Alternate(s)**

Mr John GREIFER  
Associate Deputy Administrator  
International Services  
Animal and Plant Health Inspection Service  
Department of Agriculture  
1400 Independence Ave., South Building  
Washington DC 20250  
Téléphone: (+1) 202 7207677  
Télécopie: (+1) 202 6902861  
Adresse électronique: John.K.Greifer@aphis.usda.gov

Mr Russell A. DUNCAN  
Aphis Attaché - US Mission to the European Union  
International Services, Animal and Plant  
Health Inspection Service  
Department of Agriculture  
International Services  
US Mission to the European Union  
Zinnerstraat - 13 - Rue Zinner  
B-1000 Brussels  
Téléphone: (+32) 2 8115182  
Télécopie: (+32) 2 8115154  
Adresse électronique:  
Russell.A.Duncan@aphis.usda.gov

**URUGUAY**

**Representante**

Sra Maria Inés ARES  
Asesora Técnica  
Dirección General de los Servicios Agrícolas  
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca  
Millan 4703  
12300 Montevideo  
Téléphone: (+598) 23098410 int.165  
Télécopie: (+598) 2309840 int.267  
Adresse électronique: mares@mgap.gub.uy

**Suplente(s)**

Sr Carlos BENTANCOUR  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Adjunto ante la FAO  
Embajada de la República Oriental  
del Uruguay  
Via Vittorio Veneto, 183  
00187 Roma - Italia  
Téléphone: (+39) 06 4821776  
Télécopie: (+39) 06 4823695  
Adresse électronique:  
uruit@ambasciatauruguay.it

**VENEZUELA (BOLIVARIAN  
REPUBLIC OF) –  
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE  
BOLIVARIENNE DU) –  
VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA  
DE)**

**Representante**

Sr Luis ALVAREZ FERMIN  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Alterno ante la FAO  
Representación Permanente de la República  
Bolivariana de Venezuela ante la FAO  
Via G. Antonelli, 47  
00197 Roma  
Téléphone: (+39) 06 8081407  
Télécopie: (+39) 06 80690022  
Adresse électronique: embavenefao@iol.it

**Suplente(s)**

Sr Manuel CLAROS OVIEDO  
Segundo Secretario  
Representante Permanente Alterno ante la FAO  
Representación Permanente de la República  
Bolivariana de Venezuela ante la FAO  
Via G. Antonelli, 47  
00197 Roma - Italia  
Téléphone: (+39) 06 8081407  
Télécopie: (+39) 06 80690022  
Adresse électronique: embavenefao@iol.it

**VIET NAM**

**Representative**

Mr Hoang TRUNG  
Deputy Director General  
Plant Protection Department (PPD)  
Ministry of Agriculture and Rural Development  
149, Ho Dac Di, Dong Da  
Téléphone: (+84) 4 35334813  
Télécopie: (+84) 4 38574719  
Adresse électronique: hoangtrungppd@fpt.vn

## Alternate(s)

Ms Thi Thu Quynh NGUYEN  
 Counsellor  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Socialist Republic of Viet Nam  
 Via di Bravetta, 156-158  
 00164 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 3801905167  
 Télécopie: (+39) 06 66157520  
 Adresse électronique: nthuquynh@hotmail.com

**YEMEN - YÉMEN**

## Representative

Mr Omer SABA'A  
 Minister Plenipotentiary  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of Yemen  
 Via Antonio Bosio, 10  
 00161 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 44231679  
 Télécopie: (+39) 06 442334763  
 Adresse électronique: segreteria@yemenembassy.it

## Alternate(s)

Mr Abdullah AL-NA'AMI  
 III Secretary  
 Alternate Permanent Representative  
 Embassy of the Republic of Yemen  
 Via Antonio Bosio, 10  
 00161 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 06 44231679  
 Télécopie: (+39) 06 44234763  
 Adresse électronique: segreteria@yemenembassy.it

**ZAMBIA - ZAMBIE**

## Representative

Mr Arundel SAKALA  
 Principal Agricultural Research Officer  
 Zambia Agriculture Research Institute  
 Mount Makulu Research Station  
 Private Bag 07  
 Chilanga  
 Téléphone: (+260) 1 278141  
 Télécopie: (+260) 1 278130  
 Adresse électronique: mwati1lango@gmail.com

## Alternate(s)

Mr Kayoya MASUHWA  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of Zambia  
 Via Ennio Quirino Visconti, 8  
 00193 Rome - Italy  
 Téléphone: (+39) 3317885924  
 Télécopie: (+39) 06 97613035  
 Adresse électronique: zamrome@rdn.it

**OBSERVER COUNTRIES (NON-CONTRACTING PARTIES)**  
**PAYS OBSERVATEURS (PARTIES NON CONTRACTANTES)**  
**PAÍSES OBSERVADORES (PARTES NO CONTRATANTES)**

**AFGHANISTAN - AFGANISTÁN**

Representative

Mr Abdul Razak AYAZI  
Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Embassy of the Islamic Republic  
of Afghanistan  
Via Nomentana, 120  
00161 Rome - Italy  
Téléphone: (+39) 06 8611009  
Télécopie: (+39) 06 86322939  
Adresse électronique: arayazi@hotmail.com

**ANGOLA**

Représentant

M. Sidónio MATEUS  
Chef du Département de la Direction Nationale  
de l'Agriculture, de l'Élevage et des Forêts  
Ministère de l'Agriculture, du développement  
rural et de la pêche  
Rue Comandante Gika, C.P. 527  
Luanda  
Téléphone: (+244) 2 322694/923402401  
Télécopie: (+244) 2 320553

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO**

—

**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU  
CONGO -  
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DEL CONGO**

Représentant

M. Damas MAMBA MAMBA  
Point de contact CIPV en RD CONGO  
Chef de division en charge de la protection des  
végétaux  
Ministère de l'Agriculture  
Croisement Blvd du 30 Juin et Batetela  
B.P. 8722  
Kinshasa-Gombe  
Téléphone: (+243) 812959330  
Adresse électronique: damasmmb5@gmail.com

Suppléant(s)

M. Placide MUKENDI WA MUKENDI  
Chef de Bureau en charge de la Surveillance  
Phytosanitaire  
et éditeur au Portail Phytosanitaire International  
Ministère de l'Agriculture  
Kinshasa-Gombe  
Téléphone: (+243) 810097054  
Adresse électronique: mukendipl@yahoo.fr

M. Omar MANGENDA BABENE  
Chef de Bureau en charge de la Législation et  
Réglementation Semencière et  
éditeur au Portail Phytosanitaire International  
Ministère de l'Agriculture  
Kinshasa-Gombe  
Téléphone: (+243) 810732226  
Télécopie: (+243) 999047356  
Adresse électronique: omarbabene@gmail.com

**REGIONAL PLANT PROTECTION ORGANIZATIONS**  
**ORGANISATIONS RÉGIONALES DE PROTECTION DES VÉGÉTAUX**  
**ORGANIZACIONES REGIONALES DE PROTECCIÓN FITOSANITARIA**

**EUROPEAN AND MEDITERRANEAN PLANT PROTECTION ORGANIZATION**  
**ORGANISATION EUROPÉENNE ET MÉDITERRANÉENNE POUR LA PROTECTION DES**  
**PLANTES**  
**ORGANIZACIÓN EUROPEA Y MEDITERRÁNEA DE PROTECCIÓN DE LAS PLANTAS**

M. Ringolds ARNITIS  
Directeur général  
Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes  
21 boulevard Richard Lenoir  
75011 Paris - France  
Téléphone: (+33) 1 45207794  
Télécopie: (+33) 1 70766547  
Adresse électronique: [hq@epppo.fr](mailto:hq@epppo.fr)

**INTER AFRICAN PHYTOSANITARY COUNCIL**  
**CONSEIL PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAIN**  
**CONSEJO FITOSANITARIO INTERAFRICANO**

M. Jean-Gérard MEZUI M'ELLA  
Directeur  
Union Africaine et Conseil phytosanitaire interafricain  
P.O. Box. 4170-Nlongkak  
Yaoundé - Cameroun  
Téléphone: (+237) 22 211969  
Télécopie: (+237) 22 211967  
Adresse électronique: [au-cpi@au-appo.org](mailto:au-cpi@au-appo.org)

M. Jean-Baptiste BAHAMA  
Fonctionnaire scientifique principal, Phytopathologie  
InterAfrican Phytosanitary Council of AU  
P.O.Box. 4170 - Nlongkak  
Yaoundé - Cameroun  
Téléphone: (+237) 22 211969  
Télécopie: (+237) 22 211967  
Adresse électronique: [jbbaham2002@yahoo.fr](mailto:jbbaham2002@yahoo.fr)

M. Abdel Fattah AMER MABROUK  
Fonctionnaire scientifique principal, Entomologiste  
InterAfrican Phytosanitary Council of AU  
P.O.Box. 4170 - Nlongkak  
Yaoundé - Cameroun  
Téléphone: (+237) 22 211969  
Télécopie: (+237) 22 211967  
Adresse électronique: [mabroukdn@hotmail.com](mailto:mabroukdn@hotmail.com)

**NEAR EAST PLANT PROTECTION ORGANIZATION  
ORGANISATION POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX AU PROCHE-ORIENT  
ORGANIZACIÓN DE PROTECCIÓN DE LAS PLANTAS DEL CERCANO ORIENTE**

M. Mekki CHOUIBANI  
Executive Director  
Near East Plant Protection Organization  
Avenue Hadj Ahmed Cherkaoui  
Agdal - Rabat  
Téléphone: (+212) 537 676536  
Télécopie: (+212) 537 682049  
Adresse électronique: hq.neppo@gmail.com

**NORTH AMERICAN PLANT PROTECTION ORGANIZATION  
ORGANISATION NORD AMÉRICAINE POUR LA PROTECTION DES PLANTES  
ORGANIZACIÓN NORTEAMERICANA DE PROTECCIÓN A LAS PLANTAS**

Mr Ian MCDONELL  
Executive Director  
North American Plant Protection Organisation  
1431 Merivale Rd., 3rd Floor, Room 140  
Ottawa, Ontario, K1A 0Y9 - Canada  
Téléphone: (+613) 221 5144  
Télécopie: (+613) 228 2540  
Adresse électronique: ian.mcdonell@nappo.org

**PACIFIC PLANT PROTECTION ORGANISATION  
ORGANISATION DE PROTECTION DES VÉGÉTAUX POUR LE PACIFIQUE  
ORGANIZACIÓN DE PROTECCIÓN FITOSANITARIA DEL PACIFICO**

Mr Josua WAINIQOLO  
Market Access Specialist  
Secretariat of the Pacific Community  
Land Resources Division  
Pacific Plant Protection Organisation  
Private Mail Bag, Suva  
Republic of Fiji  
Téléphone: (+679) 3370733/35231  
Télécopie: (+679) 3370021  
Adresse électronique: josuaw@spc.int

**PLANT HEALTH COMMITTEE OF THE SOUTHERN CONE  
COMITÉ DE LA SANTÉ DES PLANTES DU CÔNE SUD  
COMITÉ REGIONAL DE SANIDAD VEGETAL DEL CONO SUR**

Sr Ezequiel FERRO  
Secretaría de Coordinación del COSAVE  
Paseo Colón 315 Piso 4° Oficina 12  
Ciudad de Buenos Aires (1063) - Argentina  
Téléphone: (+541) 1 41215350  
Télécopie: (+541) 1 41215350  
Adresse électronique: e.ferro@cosave.org

**REGIONAL INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR PLANT PROTECTION AND ANIMAL HEALTH****ORGANISME INTERNATIONAL RÉGIONAL CONTRE LES MALADIES DES PLANTES ET DES ANIMAUX****ORGANISMO INTERNACIONAL REGIONAL DE SANIDAD AGROPECUARIA**

Sr Guillermo Alvarado DOWNING  
Director Ejecutivo  
Organismo Internacional Regional de Sanidad  
Agropecuaria - OIRSA  
Calle Ramón Belloso, Final Pje. Isalde  
Colonia Escalón  
San Salvador - El Salvador  
Téléphone: (+503) 2209 9200  
Télécopie: (+503) 2263 1128  
Adresse électronique: galvarado@oirsa.org

Sr Plutarco Elías ECHEGOYÉN RAMOS  
Especialista en Sanidad Vegetal  
Organismo Internacional Regional  
de Sanidad Agropecuaria- OIRSA  
Calle Ramón Belloso, Final Pje. Isalde  
Colonia Escalón  
San Salvador - El Salvador  
Téléphone: (+503) 2209 9200  
Télécopie: (+503) 2263 1128  
Adresse électronique: pechegoyen@oirsa.org

**UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES**  
**NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES**  
**NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS**

**FAO REGIONAL OFFICES**  
**BUREAUX RÉGIONAUX DE LA FAO**  
**OFICINA REGIONALES DE LA FAO**

Mr Shoki AL-DOBAI  
Crop Protection Officer  
FAO Regional Office for Near East (RNE)  
P.O. Box 2223  
Dokki  
Cairo, Egypt  
Téléphone: (+20) 2 33316007 ext. 2812  
Télécopie: (+20) 2 7495981/337419  
Adresse électronique: shoki.aldobai@fao.org

Ms Hannah CLARENDON  
Crop Protection Officer  
FAO Regional Office for Africa (RAF)  
Gamel Abdul Nasser Road  
P.O. Box 1628  
Accra - Ghana  
Téléphone: (+233) 3 02675000 ext. 3500  
Télécopie: (+233) 3 027010943  
Adresse électronique: hannah.clarendon@fao.org

Mr Allan HRUSKA  
Plant Production and Protection Officer  
FAO Sub-regional Office for Central America  
(SLM)  
Edificio 238, Ciudad del Saber  
Panamá, Rep. de Panamá  
Téléphone: (+507) 301 1326 ext.121  
Télécopie: (+507) 301 0525  
Adresse électronique: allan.hruska@fao.org

Mr Vyjayanthi LOPEZ  
Plant Production and Protection Officer  
FAO Sub-regional Office for the Caribbean  
2nd Floor, UN House  
Marine Gardens, Hastings  
Christchurch, Barbados  
Téléphone: (+1) 246 4267110 ext. 247  
Télécopie: (+1) 246 4276075  
Adresse électronique: Vyjayanthi.Lopez@fao.org



Ms Yoyce MULILA MITTI  
Plant Production and Protection Officer  
FAO Sub-Regional Office for Southern and East Africa (SFS)  
P.O. Box 3730  
Harare - Zimbabwe  
Téléphone: (+263) 4 253655  
Télécopie: (+263) 4 700724  
Adresse électronique: joyce.mulilamitti@fao.org

Mr Hafiz MUMINJANOV  
Plant Production and Protection Officer  
FAO Sub-regional Office for Central Asia (SEC)  
Ivedik Cad. No. 55  
06170 Ankara, Turkey  
Téléphone: (+90) 312 3079526  
Télécopie: (+90) 312 3271705  
Adresse électronique: hafiz.muminjanov@fao.org

Mr Avetik NERSISYAN  
Crop Production and Plant Protection Officer  
FAO Deputy Regional Representative for Europe  
and Central Asia (REU)  
Benczur utca 34  
H-1068 Budapest, Hungary  
Téléphone: (+36) 1 4612000  
Télécopie: (+36) 1 3517029  
Adresse électronique: avetik.nersisyan@fao.org

Mr Yongfan PIAO  
Senior Plant Protection Officer  
FAO Regional Office for Asia (RAP)  
39 Phra Atit Road  
Bangkok 10200, Thailand  
Téléphone: (+66) 2 6974628  
Télécopie: (+66) 2 6974445  
Adresse électronique: yongfan.piao@fao.org

Ms Tania SANTIVANEZ  
Plant Protection Officer  
FAO Regional Office for Latin America and Caribbean (RLC)  
Av. Dag Hammarskjöld 3241  
Vitacura  
Santiago - Chile  
Téléphone: (+56) 2 9232146  
Télécopie: (+56) 2 9232101  
Adresse électronique: tania.santivanez@fao.org

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION ON AGRICULTURE  
INSTITUT INTERAMERICAIN DE COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE  
INSTITUTO INTERAMERICANO DE COOPERACIÓN PARA LA AGRICULTURA**

Sr Ricardo MOLINS  
Director  
Programa para la Sanidad Agrícola y la Seguridad Alimentaria  
Apdo.-552200 Coronado  
Costa Rica  
Téléphone: (+506) 2160222  
Télécopie: (+506) 2160223  
Adresse électronique: Ricardo.Molins@iica.int

**INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY  
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE  
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGÍA ATÓMICA**

Mr Rui CARDOSO PEREIRA  
Entomologist  
Insect Pest Control Section  
Joint FAO/IAEA Division  
Téléphone: (+43) 1 2600/26077  
Télécopie: (+43) 1 26007  
Adresse électronique: r.cardoso-pereira@iaea.org

**OBSEVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS**  
**OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**  
**OBSERVADORES DE ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES**

**CAB INTERNATIONAL**

Ms Sarah SIMONS  
Director, International Liaison  
CABI  
ICRAF Complex  
United Nations Avenue  
Gigiri - P.O. Box 633-00621  
Nairobi, Kenya  
Téléphone: (+254) 20 72 24450  
Adresse électronique: s.simons@cabi.org

Ms Megan QUINLAN  
CABI Associate  
Suite 17 - 24-28 Saint Leonard's Road  
Windsor, Berkshire SL4 3BB  
United Kingdom  
Téléphone: (+44) 207 5942287  
Adresse électronique: m.quinlan@imperial.ac.uk

**WORLD TRADE ORGANIZATION**  
**ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**  
**ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO**

Mr Rolando ALCALA  
Economic Affairs Officer  
Agriculture and Commodities Division  
World Trade Organization  
Rue de Lausanne 154  
1211 Geneva 21  
Switzerland  
Téléphone: (+41) 22 7396583  
Télécopie: (+41) 22 7395760  
Adresse électronique: rolando.alcala@wto.org

M. Melvin SPREIJ  
Counsellor  
Secretary of the Standards and Trade Development Facility (STDF)  
Agriculture and Commodities Division  
World Trade Organization  
Centre William Rappard  
Rue de Lausanne 154  
CH 1211 Genève 21, Switzerland  
Téléphone: (+41) 22 7396630  
Télécopie: (+41) 22 7395760  
Adresse électronique: melvin.spreij@wto.org

**NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES  
ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

**INTERNATIONAL SEED FEDERATION  
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SEMENCES**

Ms Radha RANGANATHAN  
Technical Director  
International Seed Federation  
7 Chemin du Reposoir  
1260 Nyon - Switzerland  
Téléphone: (+41) 22 3654420  
Télécopie: (+41) 22 3652221  
Adresse électronique: isf@worldseed.org

**SEED ASSOCIATION OF THE AMERICAS**

Mr Richard DUNKLE  
SAA Delegate  
Seed Association of the Americas  
Rondeau 1908, CP 11800  
Montevideo, Uruguay  
Téléphone: (+598) 2 9291565  
Adresse électronique: rdunkle@amseed.org

Ms Jennifer RASHET  
SAA Delegate  
Seed Association of the Americas  
Rondeau 1908, CP 11800  
Montevideo, Uruguay  
Téléphone: (+598) 2 9291565  
Adresse électronique: jennifer.t.rashet@monsanto.com

## APPENDICE 16: LISTE DES AFFICHES ET ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES

### A. RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES À LA SEPTIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES (2012)

Huit événements parallèles se sont déroulés sur trois jours.

*Mardi 20 mars 2012*

#### **Système en ligne de communication des observations de la CIPV**

Présentation de Mme Stephanie Dubon (Secrétariat de la CIPV).

Le Secrétariat de la CIPV a entrepris la mise au point du système en ligne de communication des observations (OCS) en janvier 2010, lequel a été mis en place pour la période de consultation des membres de 2011 au sujet des projets de NIMP. Organisée par le Secrétariat, la présentation a été faite en anglais, en espagnol et en français, en collaboration avec M. Ezequiel Ferro (COSAVE) pour l'espagnol et avec Mme Marie-Pierre Mignault (Canada) pour le français. Le Secrétariat a expliqué la raison d'être du système et en a présenté les grandes lignes. Le système allège sensiblement la charge de travail du Secrétariat, en particulier en permettant de regrouper les observations qui font doublon et d'échanger les observations entre pays et entre régions. Il a aussi été question de la vision de l'avenir du système.

Le Secrétariat a clos la séance en répondant aux questions des participants.

#### **Renforcement des capacités phytosanitaires: au-delà de la conformité**

L'événement parallèle a vu la participation de 34 personnes, parmi lesquelles de nombreux délégués de différentes régions ainsi que des représentants permanents des ambassades sises à Rome.

La séance était composée de deux présentations. Au cours de la première, M. Melvin Spreij a décrit les grandes lignes du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC). Il a indiqué que le Fonds était un partenariat mondial créé par la FAO, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Banque mondiale pour aider les pays en développement à mettre en œuvre les normes, les directives et les recommandations sanitaires et phytosanitaires internationales. M. Spreij a ensuite parlé de la nouvelle Stratégie à moyen terme du Fonds pour la période 2012-2016, dont les deux objectifs prioritaires sont:

- i) de favoriser le renforcement de la collaboration et de l'interaction entre les fournisseurs de coopération technique dans le domaine des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS);
- ii) de continuer à renforcer le Fonds en tant que plate-forme de connaissances pour les échanges d'informations et le partage d'expériences ainsi que l'identification et la diffusion des bonnes pratiques.

La deuxième présentation portait sur le projet du FANDC intitulé « Au-delà de la conformité: approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion du risque phytosanitaire en Asie du Sud-Est ». Proposé comme exemple de renforcement des capacités pour l'utilisation d'outils d'aide à la prise de décisions, ce projet intéresse la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande. Il permet d'élaborer et de tester de nouveaux outils d'aide à la prise de décision à l'appui de la mise en œuvre de la NIMP 14. Il a été conçu de manière à tirer parti de l'expérience acquise

dans le cadre d'un projet européen intitulé « Pratique » qui prévoyait que chaque ONPV participante sélectionne une possibilité d'exportation à étudier.

### **Produire plus avec moins**

Événement parallèle convoqué par Mme Hannah Clarendon, Spécialiste de la protection des cultures du Bureau régional pour l'Afrique, et présenté par M. Mike Robson, de la Division de la production végétale et de la protection des plantes.

Étaient présents 30 participants, parmi lesquels neuf fonctionnaires des bureaux décentralisés et du Siège de la FAO, ainsi que de nombreux délégués de la CMP, non membres de la FAO, issus des sept régions de l'Organisation.

Avant tout destinée aux décideurs, « Produire plus avec moins » est une publication récente de la FAO qui plaide pour que les principes de l'intensification durable des cultures soient appliqués afin de relever les défis de la satisfaction des besoins alimentaires. Elle contient des chapitres consacrés à la gestion de l'eau, à la santé des sols et à la protection des plantes qui sont rédigés dans un langage clair pour en faciliter la lecture. Des priorités y sont fixées compte tenu des fonctions des écosystèmes et des connaissances locales.

Les principes de l'intensification durable des cultures visent à accroître la production sans compromettre les ressources naturelles indispensables au maintien de rendements élevés à long terme, en mettant fortement l'accent sur la mobilisation de l'écosystème. L'approche « Produire plus avec moins » préconise aussi de placer les agriculteurs au cœur des formations et des activités de renforcement des capacités.

L'approche proposée reconnaît que l'intensification durable des cultures ne peut pas être obtenue au seul moyen d'interventions technologiques mais passe par une approche systémique intégrée. Ses principes encouragent l'intégration des éléments clés suivants des systèmes productifs d'exploitation agricole:

- des sols riches en matières organiques;
- un emploi ciblé des engrais minéraux;
- un travail minimal du sol;
- une utilisation de variétés bien adaptées aux conditions locales;
- un écosystème agricole sain comme premier élément de la protection des plantes;
- des agriculteurs en mesure de gagner de l'argent car le respect de l'environnement n'est pas suffisant.

L'utilisation plus efficiente des intrants, par exemple en appliquant les engrais ou les pesticides avec précision (emploi ciblé), peut créer des situations gagnantes sur tous les tableaux. Il faut à cette fin tenir compte de l'ensemble du système de production et de la possibilité d'utiliser les différents intrants. L'approche proposée préconise de tirer parti des connaissances locales, de soutenir la recherche adaptative et la formation participative et d'encourager la créativité des agriculteurs pour résoudre les problèmes.

Dans la publication, on trouve aussi des exemples de ce qui a bien fonctionné ou non afin d'en tirer des enseignements et de concevoir des programmes qui visent l'intensification durable des cultures en définissant des principes conformes à l'approche « Produire plus avec moins ».

Au cours de la présentation, il a été question de l'importance que la surveillance des ravageurs pouvait jouer dans la gestion des ravageurs et des maladies dans le cadre d'une approche intégrée visant à augmenter la productivité, ce qui a permis d'illustrer le type d'approche intégrée qu'il faut adopter pour mener à bien l'intensification durable des cultures.

Plusieurs activités soutenues par la FAO sur le terrain ont aussi été citées pour illustrer les approches évoquées. En Afrique, ces activités étaient entre autres:

- l'intensification de la production de riz pluvial;
- l'agriculture de conservation;

- les programmes de promotion des racines et tubercules.

On a également débattu des modalités d'intégration des différentes activités de la CIPV dans les programmes relatifs à la production et à la productivité végétales, qui pourraient par exemple s'inspirer de la présentation sur la gestion des ravageurs et plus particulièrement sur leur surveillance, pour faire en sorte que les mesures de contrôle ne soient pas traitées de manière isolée.

Il a aussi été question de l'importance, d'une part, de la gestion intégrée des ravageurs et d'autre part, des approches suivies par les écoles pratiques d'agriculture, lesquelles permettent de renforcer les connaissances théoriques et pratiques des agriculteurs pour lutter contre les ravageurs. On a cité à titre d'exemple la stratégie de surveillance mise en place par certains agriculteurs mexicains pour évaluer le niveau des dégâts provoqués par les ravageurs en vue de réduire l'emploi de pesticides contre les ravageurs.

On a aussi cité une enquête menée dans les Caraïbes qui montrait que les agriculteurs y avaient adopté des usages qui correspondaient bien aux principes préconisés dans l'approche « Produire plus avec moins ».

En conclusion, il a été dit que si les principes de l'approche « Produire plus avec moins » sont destinés aux décideurs et aux technocrates et ont pour objet de mieux comprendre les approches et les pratiques de l'agriculture respectueuse de l'environnement, la FAO doit continuer à enrichir les compétences spécialisées dans ce domaine.

*Mercredi 21 mars 2012*

### **Présentation d'ePhyto - Certification électronique – Évolution récente intéressant la CIPV**

Présentation de M. Nico Horn au nom du Comité directeur ePhyto de la CIPV (Mme Rebecca Lee, M. David Nowell et M. Peter Johnston).

On peut consulter les diapositives de la présentation sur le site de la CIPV ([www.ippc.int](http://www.ippc.int)), à l'adresse

[https://www.ippc.int/index.php?id=1110798&tx\\_publication\\_pi1\[showUid\]=2183961&frompage=13330&type=publication&subtype=&category=&date=2012&L=0#item](https://www.ippc.int/index.php?id=1110798&tx_publication_pi1[showUid]=2183961&frompage=13330&type=publication&subtype=&category=&date=2012&L=0#item) (en anglais).

M. Horn a illustré les progrès obtenus grâce au système de certification électronique ePhyto et à l'utilisation de logiciels libres (également employés dans le secteur bancaire). Il a expliqué ce qu'était la certification électronique et ce qu'elle n'était pas. Il a aussi donné un aperçu des caractéristiques techniques du système telles que le langage des données (XML) et le format adopté (schéma SPS XML et codes) et a abordé des questions relatives à la sécurité du système (clés publiques et privées, serveurs d'identification et de validation). M. Horn et l'ONPV kényane ont montré l'utilisation qu'ils faisaient du système dans le cadre de l'exportation de fleurs coupées du Kenya vers les Pays-Bas. Il a été souligné qu'il était important de maîtriser les technologies de l'information pour mettre en œuvre le système, qui exploite plusieurs logiciels libres, et d'établir de bonnes relations entre les ONPV qui entendaient l'utiliser pour faciliter les échanges.

### **Le point sur l'établissement d'un projet de NIMP sur la *Réduction maximale des déplacements d'organismes nuisibles par les conteneurs et moyens de transport maritime dans le cadre du commerce international (2008-001)***

M. John Hedley (responsable de la norme) a fait le point sur les progrès réalisés dans l'établissement d'un projet de NIMP sur le thème « Réduction maximale des déplacements d'organismes nuisibles par les conteneurs et moyens de transport maritime dans le cadre du commerce international (2008-001) ». Un comité directeur chargé des conteneurs maritimes a été constitué et a tenu plusieurs réunions virtuelles à partir de 2010. Il a aussi organisé une

réunion à Rome en novembre 2011, à laquelle des spécialistes d'autres groupes de travail ont également participé. Conscientes de l'importance de la CIPV et du thème en question, certaines organisations internationales gouvernementales et commerciales souhaitaient modifier leurs directives sur l'inspection et la propreté des conteneurs maritimes pour tenter de réduire le risque de déplacements d'organismes nuisibles. M. John Hedley a également indiqué qu'un groupe de spécialistes se réunirait en mai 2012 afin de poursuivre la rédaction de la norme.

Les principaux points débattus jusqu'à présent ont été les suivants:

- la modification du titre du projet de NIMP, devenu « Réduction maximale des déplacements d'organismes nuisibles par les conteneurs et moyens de transport maritime dans le cadre du commerce international »;
- la prise en compte d'une approche progressive, en commençant par les conteneurs vides qui doivent encore être empotés. D'autres questions pourraient être envisagées, comme les conteneurs empotés et les conteneurs vides devant être repositionnés;
- la prise en compte, dans la mesure du possible, des exigences de la CIPV dans les directives commerciales en vigueur concernant l'inspection et les réparations afin d'éviter tout chevauchement des efforts et d'établir des synergies entre toutes les parties prenantes;
- la norme devrait porter uniquement sur les questions phytosanitaires; celles qui concernent la biosécurité pourraient être envisagées dans le cadre d'une coopération avec la Convention sur la diversité biologique (CDB) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

M. Brent Larson, responsable des normes de la CIPV, a souligné l'importance de la coopération avec d'autres organisations mais a indiqué qu'il était difficile d'échanger des informations avec les organisations internationales car des obstacles d'ordre administratif empêchaient de travailler sur des questions non inscrites à leur programme de travail. La méconnaissance de l'importance du thème en question par les organes directeurs des autres organisations constituait un autre obstacle. M. Larson a par conséquent suggéré aux participants de s'efforcer de communiquer sur ce thème dans leur pays pour faire en sorte que les représentants nationaux auprès des autres organisations internationales concernées soient conscients de son importance.

### **Présentation du portail phytosanitaire international (PPI), le site web de la CIPV ([www.ippc.int](http://www.ippc.int)) – anglais/français**

Présentation de MM. David Nowell et Simon Griffée, traduction de Mme Céline Germaine. La présentation du portail phytosanitaire international était axée sur les problèmes que les usagers du site rencontraient souvent lorsqu'ils voulaient entrer dans le système, modifier leur mot de passe, charger sur le serveur des documents des ONPV ou y apporter des modifications, ou encore obtenir des renseignements sur la nomination des nouveaux points de contact des ONPV et des rédacteurs du PPI. Des problèmes comme l'absence de traduction ont aussi été relevés et notés. Le blog consacré aux 60 ans de la CIPV (<https://www.ippc.int/60years/fr/>) a également été brièvement présenté. Diverses questions concernant la convivialité du site ont été abordées. Des participants ont exprimé leur intérêt pour les ateliers de formation au PPI et il a été noté que leur organisation dépendait de la disponibilité de fonds de la CIPV.

*Jeudi 22 mars 2012*

**Q-bank, nouvelle base de données pour la mise en commun des connaissances sur les organismes de quarantaine, les collections de référence et les outils de diagnostic**



Présentation de Mme Mariette Edema et M. Wim van Eck (Service de la protection des plantes de l'Autorité néerlandaise chargée de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires et des produits de consommation).

M. Eck a ouvert l'événement en remerciant les participants de leur présence et a présenté Mme Edema qui a brièvement exposé les objectifs de la base de données Q-bank:

- être un bon système de détection;
- permettre le partage des connaissances en matière de diagnostic et de taxonomie;
- accréditer des laboratoires.

La mise au point de la base de données Q-bank est née d'un projet néerlandais mené en collaboration avec l'ONPV des Pays-Bas et des laboratoires d'universités et d'instituts de recherche. Lancé en 2010, le projet visait la constitution d'une base de données internationale permettant d'établir des contacts entre spécialistes. Il dispose d'un comité international de pilotage auquel siègent des instituts de recherche internationaux en qualité de spécialistes. Ces spécialistes communiquent leurs propres informations et leurs projets de recherche dans les domaines de la taxonomie et du diagnostic, y compris des données détaillées sur les organismes nuisibles.

Les renseignements sur les bactéries constituent la base de la collection de bactéries. La base de données permet d'obtenir des données sur les maladies bactériennes des plantes et sur leur séquençage.

Des insectes, des champignons, des nématodes, des virus et des plantes envahissantes, y compris des plantes aquatiques, sont également répertoriés

On peut consulter la base de données Q-bank sur le web, à l'adresse <http://www.q-bank.eu/Plants/>.

Les données relatives au diagnostic (photos, images, etc.) sont assez nombreuses dans la base de données et sont mises à la disposition non seulement des chercheurs mais aussi des inspecteurs sur le terrain et des diagnosticiens qui peuvent ainsi trouver facilement des données et des renseignements détaillés sur les organismes nuisibles.

La base de données est dotée d'un lien à la collection de la banque de gènes (CBS) où les usagers peuvent trouver des données supplémentaires.

De nombreuses séquences d'ADN sont fournies comme outils d'identification et les usagers peuvent les comparer dans la base de données.

Le présentateur a souligné que le but du projet était de mettre en place une base de données internationale au service de la coopération et de l'échange d'informations. La base de données Q-bank devrait être enrichie de nouvelles espèces (y compris animales) et soutenue/hébergée par les organisations internationales qui s'occupent des questions relevant du développement durable. Le présentateur a noté que des fonds étaient nécessaires pour élaborer de nouvelles données.

### **Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV**

Événement présidé par M. Orlando Sosa et Mme Nadia Villasenor (Secrétariat de la CIPV).

Le Secrétariat a présenté les grandes lignes du programme relatif au système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV (historique, mise au point du système, objectif principal, avantages, composantes (examen et soutien de la mise en œuvre), produit attendu, etc.). Il a aussi été question des activités du Centre d'assistance aux usagers de la CIPV, de l'examen de la mise en œuvre (tous les trois ans) et de l'objectif poursuivi par le groupe d'examen triennal. On a ensuite procédé à une brève présentation de la page web du système (en cours d'élaboration) et de ses ressources techniques phytosanitaires (bases de données et outils phytosanitaires, médiathèque, etc.).

## B. LISTE DES AFFICHES EXPOSÉES À LA SEPTIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES (2012)

Des représentants de la FAO, d'ONPV et d'ORPV ont présenté des affiches ou mis à disposition du matériel d'information dans l'Atrium pendant la session de la CMP. Les questions traitées étaient notamment les outils de diagnostic d'organismes nuisibles, le renforcement des capacités et l'analyse du risque sanitaire. On trouvera dans le tableau ci-après la liste des affiches et du matériel qui ont été présentés dans l'Atrium au Siège de la FAO pendant la septième session de la CMP.

Titre	Présentateur
EMPRES – Système de prévention des situations d'urgence (Santé animale, protection des plantes et sécurité alimentaire)	Cadre de gestion des crises pour la filière alimentaire de la FAO
<b>Affiche 1.</b> Renforcement de l'appui aux pays: risque phytosanitaire pour les cultures Analyse: climat, organismes nuisibles et risques d'établissement <b>Affiche 2.</b> Renforcement de l'appui aux pays: organismes nuisibles aux cultures Diagnostic et surveillance: infestations d'organismes nuisibles aux cultures <b>Affiche 3.</b> Réalisations du projet EUPHRESO-I (2006-2010) – Coordination européenne de la recherche phytosanitaire <b>Affiche 4.</b> Mise en réseau de l'Espace européen de la recherche – EUPHRESO II Era-Net (Coordination européenne de la recherche phytosanitaire)	M. Stephen Ashby Agence de la recherche sur l'alimentation et l'environnement (Royaume-Uni)
Protéger les ressources végétales tout en facilitant le commerce en Amérique du Nord	M. Ian McDonnell Organisation nord américaine pour la protection des plantes
Mise en œuvre des normes phytosanitaires dans le secteur forestier	Département des forêts de la FAO
Progrès obtenus depuis l'inauguration en octobre 2010 du Centre d'excellence phytosanitaire (COPE) en Afrique.	M. James Onsando Service kényan d'inspection de la santé végétale (KEPHIS)

## **APPENDICE 17: NORMES ADOPTÉES (PROCÉDURE ORDINAIRE ET PROCÉDURE SPÉCIALE)**

### **NORMES INTERNATIONALES POUR LES MESURES PHYTOSANITAIRES ADOPTÉES À SEPTIÈME SESSION DE LA CMP (2012) – PROCÉDURE ORDINAIRE**

- NIMP 35:2012. *Approche systémique de gestion du risque phytosanitaire lié aux mouches des fruits (Tephritidae)*
- NIMP 36:2012. *Mesures intégrées applicables aux végétaux destinés à la plantation*
- Révision du supplément 1 à la NIMP 5. *Glossaire des termes phytosanitaires: Directives sur l'interprétation et l'application des concepts de « lutte officielle » et de « non largement disséminé ».*
- Définitions modifiées des expressions « organisme de quarantaine » et « entrée (d'un organisme nuisible) » dans la version espagnole de la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*)
- Version russe de la NIMP 5:2011 (*Glossaire des termes phytosanitaires*).

### **NORMES INTERNATIONALES POUR LES MESURES PHYTOSANITAIRES ADOPTÉES À SEPTIÈME SESSION DE LA CMP (2012) – PROCÉDURE SPÉCIALE**

- Protocole de diagnostic pour *Plum pox virus* en tant qu'Annexe 2 à la NIMP 27:2006 (*Protocoles de diagnostic pour les organismes nuisibles réglementés*)
- Protocole de diagnostic pour *Trogoderma granarium* Everts en tant qu'Annexe 3 à la NIMP 27:2006 (*Protocoles de diagnostic pour les organismes nuisibles réglementés*).